

## La France a perdu une bataille...

Implicitement accusée de perpétuer en Nouvelle-Calédonie une situation coloniale contraire au droit et à la morale internationaux, la France vient d'enregistrer, de la part des pays du Forum du Pacifique, un grave revers diplomatique. Alors que les indépendantistes et leurs alliés sortent renforcés de l'épreuve, le sommet de Suva (Fidji) illustre l'isolement croissant de la France dans les mers du Sud.

Il est cependant trop tôt pour prédire le sort qui sera fait à la demande d'inscription du dossier néo-calédonien sur les tablettes du comité de décolonisation de l'ONU. Et encore plus pour juger des effets que cette action pourrait avoir, à terme, sur l'évolution politique à Nouméa, à Paris et ailleurs. En effet, le Forum, tout en jugeant que la politique du gouvernement français constitue « un important pas en arrière », reconnaît à son approche « certains aspects positifs ». Par ailleurs, M. Chirac devrait profiter de sa prochaine visite à Nouméa pour mettre les choses au point.

Que la condamnation ne soit pas sans appel, cela est bien possible. Il serait néanmoins assez vain d'arguer sur des détails pour fuir d'évidence évidentes, pour se dispenser d'en mesurer la portée.

**A** Suva, la France a perdu une bataille de taille. Depuis des années, tout était mis en œuvre, à Paris, pour éviter que la République ne soit à nouveau traitée, sur la place publique, au banc d'influence des puissances « coloniales » attardées. La décision du Forum risque de la placer crûment dans cette position, d'autant plus inconfortable qu'on voit mal d'autres gouvernements voler ouvertement à son secours. La France est placée sous haute surveillance.

Autre évidence : c'est à l'immunité que le Forum, qui s'accommodait fort bien du plan d'indépendance-association de MM. Fabius et Pisan, déseuville tout ou partie du projet de MM. Chirac et Pons. Pour cette institution, l'indépendance est une réalité incontournable. C'est aussi le point de vue de la communauté des nations, si la démarche entreprise auprès de l'ONU suit son cours.

**C** Comment sortir du dilemme ? Comment éviter l'exacerbation des tensions locales, régionales et internationales ? Comment empêcher que la question néo-calédonienne - précédent fâcheux pour les autres territoires et départements d'outre-mer - ne se transforme en casale internationale ? La réponse, aujourd'hui, dépend d'abord du gouvernement de M. Chirac. Cela posé, et quelle que soit la logique qui l'inspire, il a pris de gros risques en revenant sur l'évolution vers l'indépendance-association. Avec, à terme, celui de rater une décolonisation sans pour autant pouvoir empêcher l'indépendance. Mais sans la France.

Le recul de l'influence française qui s'en ensuivrait inévitablement dans la région serait d'autant plus regrettable que le dénouement espéré en Nouvelle-Calédonie par les pays du Forum aurait sans doute permis d'apaiser les vagues déchaînées par la politique nucléaire de la France dans le Pacifique sud. Reste que Paris a perdu une bataille, mais pas la guerre. Ni la Nouvelle-Calédonie.

(Lire nos informations page 4.)

## Les relations entre les nations développées et le tiers-monde

### L'accord commercial CEE-Etats-Unis favorisera la reprise des négociations multilatérales

La Communauté européenne et les Etats-Unis sont parvenus, le dimanche 10 août, à un accord de principe mettant fin à une guérilla douanière de seize ans sur les citrons, les noix et les pâtes alimentaires.

L'accord entre M. Clayton Yeutter, et le commissaire européen chargé des relations extérieures, M. Willy de Clercq, « était inscrit dans la logique de l'histoire commerciale » mouvementée des deux partenaires, comme l'indiquait, ce 11 août, un spécialiste de cet épineux sujet. Après le quasi-échec des négociations de Genève sur la préparation de la conférence ministérielle du 15 septembre, qui doit, à Punta del Este, lancer un nouveau round de négociations commerciales internationales du GATT (1), il était urgent que se détendent les relations entre deux des principaux acteurs des échanges mondiaux.

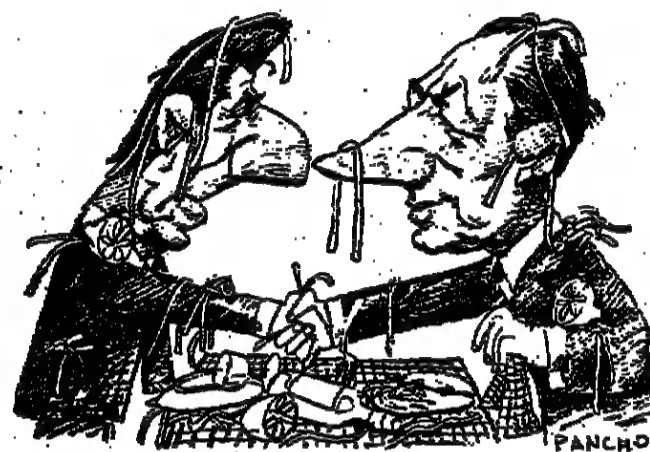
Alors que les sujets de frictions demeurent nombreux, tout particulièrement sur le terrain agricole, deux faits significatifs sont soulignés à Bruxelles. Non seulement les Etats-Unis ont fini par admettre la validité des accords préférentiels permettant aux agrumes des pays méditerranéens d'entrer en Europe avec des droits de douane réduits, mais ils en reconnaissent la portée pour le « développement économique et

S'il est entériné par les Etats membres, il permettra en outre de lever le préalable sur l'accord intéressant les produits sidérurgiques semi-finis conclu il y a quelques semaines et de relancer les négociations multilatérales.

La stabilité politique de cette région. Sur l'autre sujet de cet accord de principe, les deux parties abandonnent les restrictions appliquées au fil du temps sur les pâtes alimentaires européennes, les noix ou les citrons américains. La CEE, qui sait que ses propres mesures ont plus porté que celles des Etats-Unis, puisque ses achats de citrons et de noix ont respectivement chuté de 83 % et de 86 %

(Lire nos informations page 18.)

(1) Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers.



## La CNUCED et les pays industriels

### Plaidoyer pour la relance

La couverture même du rapport annuel de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) est explicite : sur fond gris, la planète s'étrangle doucement, mais dangereusement, avec une corde, symbole de forces déflationnistes croissantes. Qui la tire ? L'économie mondiale est devenue trop complexe pour permettre une illustration graphique des responsabilités de chacun. Mais le message est clair : après avoir lutté avec un succès « remarquable » contre l'inflation, les pays industriels doivent inverser l'ordre de leurs priorités et opter pour une politique réfléchie, mais « active » de relance. Il y va de la prospérité de la communauté internationale, menacée par une faiblesse de la demande, conjuguée à une austerité financière persistante.

Les arguments développés par les auteurs du rapport se fondent sur une analyse peu encourageante. Alors que les autres orga-

nisations multilatérales annoncent pour l'an prochain une accélération de la croissance des pays industrialisés à 3 % dans le cas du FMI, voire à 3,75 % dans celui de l'OCDE, les prévisions de la CNUCED ne laissent prévoir aucun rebond significatif de l'expansion, évaluée l'an prochain à 2,9 %, un maigre 0,1 point de plus que cette année.

Ce pessimisme relatif s'explique en partie par un certain décalage dans le temps, les calculs de la CNUCED, effectués en juin, étant les plus récents. Après avoir placé des espoirs excessifs dans les conséquences favorables de la régression des taux d'intérêt, des cours du pétrole et du dollar, les spécialistes évaluent mieux aujourd'hui les implications négatives de certains de ces phénomènes et reviennent en baisse leurs prévisions pour les mois à venir.

L'effet combiné de la dépréciation de la monnaie et des économies budgétaires aux Etats-Unis,

pourrait entraîner une période de stagnation de la première puissance économique mondiale, alors même que ses importations, qui ont été un puissant facteur de soutien de l'économie mondiale en 1984, auront tendance à s'amoindrir. Le Japon figure parmi les premiers à en subir les conséquences déflationnistes.

Les pays européens, dont la croissance reste lente, pourraient eux aussi en pâtir. Face à cette situation et compte tenu d'une inflation revenue à 4,5 % en 1985 dans les pays de l'OCDE, avant même que la chute des cours pétroliers ne participe un peu plus à son amoindrissement, le coût du maintien prioritaire d'une politique anti-inflationniste serait « nettement supérieur aux bénéfices escomptés », soulignent, lors de la présentation du rapport à Paris, le secrétaire général adjoint de la CNUCED, M. Yves Berthelot.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(Lire la suite page 17.)

CHRONIQUE DES ANNÉES

60

A gauche, ne vois-tu rien venir ? PAGE 7

## Le contrôle des armements

Les entretiens entre experts américains et soviétiques s'ouvrent à Moscou.

PAGE 3

## Les résultats à l'entrée de l'Ecole normale supérieure

En sciences, la mixité a été fatale aux filles.

PAGE 20

## Les bantoustans en Afrique du Sud

La longue lutte du Kwandebele... contre l'indépendance.

PAGE 2

## Campagne contre le nucléaire en Italie

Une « marche », un million de signatures, des référendums : la poursuite du programme de centrales est de plus en plus contestée.

PAGE 17

## Le Monde

### ÉCONOMIE

- Wall Street face à ceux qui en savent trop.  
- La chronique de Paul Fabra.

Pages 15 et 16

Le sommaire complet se trouve page 20

## L'affaire du Carrefour du développement

### Coïncidences ?

L'ancien ministre de la coopération, M. Christian Nucci, mis en cause dans l'affaire du Carrefour du développement, vient de faire savoir qu'il demanderait lui-même la levée de son immunité parlementaire, si celle-ci était une « entrave » au bon déroulement de l'information judiciaire en cours.

Début juillet. La cohabitation rouvrant au rythme des réserves présidentielles sur les projets de loi de la majorité : les mercredi avec et les mercredi sans. Le chef de l'Etat est au plus haut dans les sondages : à New-York, aux côtés de Ronald Reagan, puis en Union soviétique, en compagnie de Mikhaïl Gorbatchev.

Sur une tout autre planète, l'affaire du Carrefour du développement plonge dans le roman-photo. On se gaussait des mésaventures immobilières d'un chef de cabinet, d'une voyante et d'une sous-préfète et des extravagances amoureuses de l'ancien saint-cyrien : magouilles sur fond de coopération.

Retour à Moscou. Le 9 juillet, le président déjeune avec un groupe de journalistes. Comme à son habitude, il se livre à quelques confidences. Dont celle-ci, bien posée : il ne signera pas l'ordonnance sur les privatisations, qui doit être adoptée la semaine suivante en conseil des ministres. L'écho des propos présidentiels parvient rapidement à l'Hôtel Matignon.

Le lendemain, le Monde « tombe », par des voies très officielles, sur la lettre d'Yves Châlier. La note date d'au moins deux mois : son existence est connue depuis plus de quinze jours. Au fil de ses treize pages manuscrites, l'ancien chef de cabinet - qui a manifestement compris où était son intérêt - charge ses anciens responsables : M. Christian Nucci, en premier lieu, mais également M. Guy Penne, le conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines.

CORINE LESNE.

(Lire la suite page 7.)

## « Le Paltoquet », de Michel Deville

### Un mensonge qui dit la vérité

Au moindre coup de sirène, on n'est pas forcé d'embarquer. Mais ceux qui refusent le nouveau voyage que propose Michel Deville louperont une sacrée croisière. Encore une plongée en « eaux profondes », certes. Et il y a « péril en la demeure ». Mais jamais le discret funambule de la libido n'a été aussi loin dans la vérité du mensonge. Pour prendre un plaisir extrême à ce *Paltoquet*, polar fantasque adapté d'un roman-mystère de Franz-Rudolf Falk, on a tué pendant l'escalade (voir l'entretien de Michel Deville avec Jacques Siclier), il faut ouvrir la porte cadenassée de nos certitudes avec la clef des songes.

Il faut se laisser glisser sans défense dans ce Simeon revu par Lewis Carroll : il faut mériter de rire et de s'émerveiller à cette fantaisie délectable dont la virtuosité ambiguë nous entraîne loin, si l'on veut bien, dans les zones d'ombre que nous portons tous, même en pleine lumière, dans ce que dissimulent nos sourires et la politesse codée de nos vices...

Car le *Paltoquet* est la description désopilante quoique presque clinique, d'un fantasme. Mais un coup de génie transforme le dérapage contrôlé de la réalité en un manège emballé de l'illusion : pendant la presque totalité du film, on ne sait pas dans le fantasme de qui on navigue...

C'est un hangar. Nulle part. Le jour n'y entre pas. Et, derrière le bar où le percolateur a des allures de chaudière de paquebot, la tenancière (Jeanne Moreau) veille, surveille, pense tout haut. Elle voit tout derrière ses petites lunettes d'aveugle, elle se maquille sans arrêt, et le miroir qui ne la quitte pas doit lui servir de rétroviseur.

Quel passé y contemple-t-elle ? Est-il lié à celui du « paltoquet » (Michel Piccoli) ? Elle l'insulte, mais peut-être l'aime-t-elle ? Dans sa blouse grise de manutentionnaire avec ses mitaines noires, son œil noir, il fait office de barman, de souffre-douleur, mais aussi de chef d'orchestre.

DANIELE HEYMANN.

(Lire la suite page 3.)

**LE MONDE**  
diplomatique  
AOUT 1986  
**DOSSIER**  
**L'industrie automobile**  
•  
**Le racisme et le « modèle »**  
par Claude Julien  
En vente chez tous les marchands de journaux



سكائن لائل

# Etranger

AFRIQUE DU SUD : la politique des bantoustans

## La longue lutte du Kwandebele... contre l'indépendance

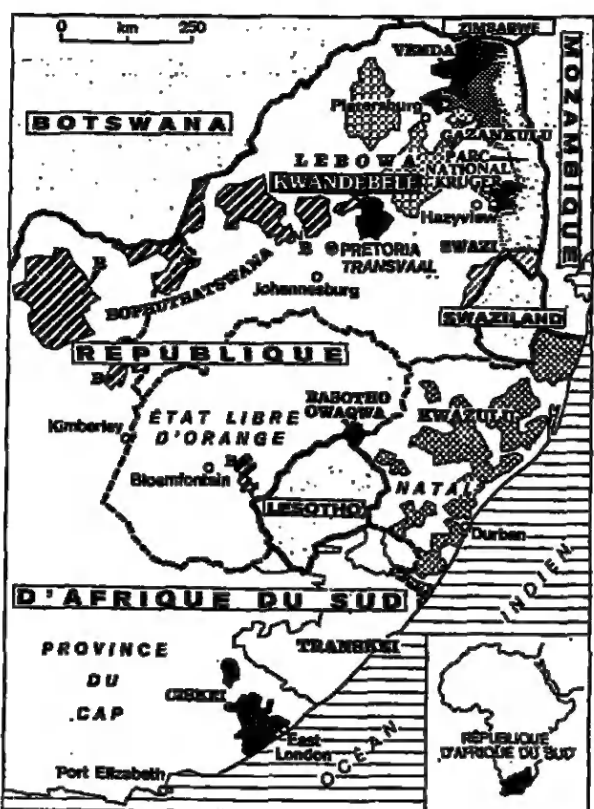
SIYABUSWA  
de notre envoyé spécial

Juste un petit morceau d'Afrique du Sud. La superficie d'un modeste département français. A peine 3 500 kilomètres carrés. Déjà autonome, le Kwandebele doit, en principe, devenir indépendant le 11 décembre prochain. Tels sont les vœux de Pretoria et des dirigeants de ce homeland situé à une centaine de kilomètres au nord-est de la capitale sud-africaine.

D'habitude, les peuples soumis se battent pour conquérir leur indépendance. Ici, au Kwandebele, ils luttent contre. L'indépendance signifie la perte de la citoyenneté sud-africaine, l'appartenance à un Etat croupion, confiné de l'empire du grand apartheid, et l'abaissement du grand rêve verdoirien de créer au sein de la république des Etats noirs en fonction de l'appartenance ethnique. Le pays des Ndebeles serait la cinquième pierre posée sur la route de la séparation raciale tracée par Hendrik Verwoerd, ce réservoir, ce bantoustan, ou homeland, peu importe l'appellation, devrait rejoindre ses quatre frères, Transkei (1976), Bophuthatswana (1978), Venda (1979) et Ciskei (1981) sur la voie des Etats satellites que Pretoria a créés de toutes pièces pour mieux asseoir sa discrimination raciale.

Dix ans après le Transkei, le processus d'indépendance du Kwandebele semble pourtant sérieusement remis en question. La population s'est mobilisée contre le projet et paraît sur le point de remporter la victoire, même si celle-ci n'est pas encore acquise. Le gouvernement hésite, tergiversé. La décision devrait, en principe, être prise mardi 12 août.

Il aura fallu environ cent soixante morts, des émeutes, des destructions multiples, au moins une centaine d'arrestations, pour que le gouvernement reconsidère sa position. Les troubles ont débuté en décembre dernier avec l'incorporation forcée du territoire de Moutse à ce homeland. Il fallait, en effet, que le Kwandebele ait une superficie et une population suffisantes. Pretoria a donc enlevé Moutse au voisin, le Lebowa, pour l'attribuer au Kwandebele. Les cent vingt mille habitants se sont soulevés contre ce diktat, arguant du fait qu'ils étaient, appartenant à l'ethnie southou, et ne voulaient pas faire partie d'un Etat ndebele. Le gouvernement sud-africain leur a répondu en envoyant l'armée et la police.



Les bantoustans ou bantoustans - parmi lesquels seuls le Transkei, le Bophuthatswana, le Venda et le Ciskei sont « indépendants » à ce jour - comprennent plusieurs parcelles, séparées parfois par de longues distances. Seul le Transkei est pratiquement d'un seul tenant.

En quelques années, le Kwandebele a triplé son territoire. Moutse a été la dernière « conquête ». Le reste fut le rattachement des fermes rachetées petit à petit aux paysans blancs pour constituer un Etat d'une taille respectable. Des terres arides, caillouteuses, où l'herbe est rare pour le bétail. C'est sur ce sol pelé que sont venues s'agglutiner quotidiennement des familles noires qui n'avaient nulle part où aller et qui pensaient avoir trouvé un havre de paix.

500 000 habitants

Le Kwandebele est ainsi devenu un refuge où les Ndebeles n'ont plus la majorité. Un Etat-bidouille, où les habitants vivent dans des cabanes de fortune. Ils arrivent chaque jour en camion, en charrette avec leurs maigres biens et construisent dans ces énormes villages qui ont poussé comme des champignons de part et d'autre de l'unique axe routier. Le Kwandebele n'a ni ressources ni industrie. Le seul espoir

de travail, c'est Pretoria et ses environs.

Chaque jour, environ deux cent cinquante bus font la navette entre Siyabuswa, capitale du homeland, et Pretoria, capitale de la République. Un voyage qui commence à 3 heures du matin pour être à l'heure sur le lieu de travail. Le retour s'effectue dans la soirée, également de nuit. On a ainsi baptisé « les cavaliers de la nuit » ces quelque vingt-cinq mille Noirs dont les fameux bus bleus Putco - du nom de la société - sont devenus la deuxième chambre à coucher.

Le flot ne cesse de grossir. Il y a dix ans, la population du Kwandebele était estimée à vingt-cinq mille habitants. Aujourd'hui, on l'évalue à près d'un demi-million. Assez pour justifier la création d'un Etat indépendant, même si le flux des arrivants s'est un peu tari à cause des troubles.

Trois mois de violences entre les opposants à l'indépendance et une organisation para-militaire, les Imbokothos, mise sur pied par les dirigeants pour mater les récalcitrants. Une lutte sanglante entre les « camarades » et cette milice qui

s'est traduite par des meurtres, des enlèvements, des incendies criminels, des supplices du « collier », des destructions de maisons et de magasins appartenant aux représentants du pouvoir local.

Une guerre fratricide où le clan royal du souverain Mabokho Mahlangu a pris parti contre le premier ministre, M. Simon Skosana et son gouvernement. « Le retour à la normale ne se fera », déclare le roi, « qu'avec l'interdiction des imbokothos et le renoncement à l'indépendance ».

### Un symbole

Le 30 juillet, Piet Ntuli, ministre de l'intérieur et patron des Imbokothos, est tué par l'explosion de sa voiture, piégée. Un travail de professionnalisme qui fait dire à certains qu'il pourrait bien être l'œuvre de l'armée sud-africaine, pour se débarrasser de l'homme le plus détesté de la population et favoriser ainsi le retour au calme. La mort du « chien Ntuli », accusé de faire le coup de feu dans les rues des villages, a été saluée par une explosion de joie. L'événement a été célébré pendant plusieurs jours. Il fut enterré de nuit à la sauvette et ses ennemis recherchent sa tombe pour s'emparer de son corps et brûler les restes du symbole de la terreur, conte un responsable communautaire.

La disparition de Piet Ntuli ainsi que le remplacement, la semaine dernière, du responsable sud-africain de la police pour le territoire, ont beaucoup contribué à ramener le calme. Les chefs du primaire ont repris les cours. La grève des fonctionnaires a été suspendue. La population attend maintenant la libération des prisonniers et le renoncement à l'indépendance.

Le maintien de la trêve ne dépend que du ministre Simon Skosana et de ses tuteurs à Pretoria. Le Kwandebele est devenu l'un des abîmes de fixation de la lutte contre l'apartheid et de son effacement, la politique des homelands. Si le projet de l'indépendance ne se réalise pas, son annulation constituerait un sérieux revers pour les tenants du développement séparé des races. Si, au contraire, celui-ci est différé ou maintenu, bien que le pouvoir ait toujours affirmé qu'il était opposé à l'indépendance forcée, l'agitation recommencerait sur ce territoire sorti de l'imaginaire des dirigeants de Pretoria. En attendant, les travaux continuent sur le site de ce qui doit être la nouvelle capitale, Kwambanga, et dans l'immense stade où devrait être faite, le 11 décembre, la naissance d'un nouveau domaine sud-africain.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Un projet d'arbitrage international

## L'Egypte et Israël sont parvenus à un début d'accord sur l'enclave de Taba

Le Caire  
de notre correspondant

Un projet d'accord pour la soumission du litige frontalier de Taba à une commission internationale d'arbitrage est prêt sans être prêt. C'est ce qui ressort du communiqué commun et des déclarations des chefs de délégations égyptiennes et israéliennes, au terme d'une session marathon d'une semaine au Caire. Le communiqué précise en effet que « les délégations égyptienne et israélienne, avec la participation américaine, ont terminé la préparation d'un accord pour la soumission du litige frontalier de Taba à une commission d'arbitrage, à l'exception de deux points : le choix du nom des arbitres et la procédure technique concernant l'addenda de l'accord ». Or ce sont justement ces deux points que les négociateurs s'efforcent de résoudre depuis une semaine. En effet, le choix de trois arbitres neutres sur les cinq à nommer n'est pas une question allant de soi. De plus, la définition sur le terrain du tracé de frontières conformément aux cartes de 1906 et de 1948 est loin d'être simple. Egyptiens et Israéliens ont déjà divergé sur la question il y a quelques jours. C'est cet aspect incomplet du projet d'accord qui a poussé les délégations à préciser dans le communiqué final que les résultats des pourparlers seront soumis aux gouvernements respectifs en attendant que les travaux sur le terrain soient terminés, dans deux ou trois semaines. Ce n'est que lorsque les derniers points en suspens seront résolus, à la suite d'une nouvelle session de négociations, que le projet d'accord recevra le feu vert des gouvernements du

Caire et de Jérusalem pour la signature d'un document.

En clair, cela signifie que Le Caire s'accorde un délai de réflexion de deux ou trois semaines au cours duquel des progrès pourraient être ou ne pas être réalisés. Cela dépend surtout des Américains. Ces derniers font du forcing pour parvenir à un accord, même tronqué, sur Taba. Ce kilomètre carré de plage sur le golfe d'Akaba, au sud du Sinaï, est en effet devenu l'obstacle majeur à l'application de l'esprit de la Pax Americana signée entre l'Egypte et Israël.

Le président Mubarak a subordonné la question de la normalisation égypto-israélienne à un accord sur Taba. Washington tente donc de lui donner satisfaction afin de passer à la vitesse supérieure avec le retour de l'ambassadeur égyptien à Tel-Aviv et la tenue d'un sommet Mubarak-Pérez avant l'arrivée du Likoud à la tête du cabinet israélien en octobre. Un tel sommet, même s'il ne constitue pas un succès éclatant, permettrait, pense-t-on ici, au premier ministre israélien M. Shimon Pérès, de recourir à des élections législatives anticipées permettant au Parti travailliste de rester au pouvoir. Mais si Le Caire comme Washington préfèrent les travaillistes aux durs du Likoud, l'Egypte ne désire pas jouer l'atout Taba sans avoir obtenu quelques compensations au niveau de l'aide économique américaine. Un accord sur la soumission du litige de Taba à une commission internationale d'arbitrage est en effet loin de signifier la réconciliation par l'Egypte de ce territoire qu'elle revendique.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Selon Téhéran

## Il n'y a « aucun problème majeur » dans les relations entre l'Iran et l'URSS

Il n'y a « aucun problème majeur » dans les relations entre Téhéran et Moscou, a estimé, dimanche 10 août, le vice-ministre des affaires étrangères iraniennes, M. Mohammad-Djavad Laridjani, en qualifiant de « positive et constructive » sa récente visite en URSS.

Selon Radio-Téhéran, M. Laridjani a, dans une conférence de presse, souligné « l'importance » des relations irano-soviétiques et indiqué qu'il avait eu à Moscou des conversations « très complètes et détaillées » qui avaient notamment permis « de définir le cadre de la coopération économique et politique entre les deux pays ».

M. Laridjani a indiqué que ses interlocuteurs désiraient remettre en chantier « les projets soviétiques restés inachevés en Iran » et que de « prochaines études d'experts devaient permettre de prendre des

mesures concrètes à ce sujet ». Il a annoncé la tenue prochaine d'une commission mixte. Le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, se rendra à Moscou dans le courant de l'année, a annoncé M. Laridjani.

A la question de savoir si la possibilité de mettre fin à l'aide soviétique à l'Irak, en échange de l'arrêt du soutien iranien aux résistants afghans, avait été évoquée, M. Laridjani a répondu qu'il n'y avait « aucun lien entre l'agression irakienne contre l'Iran et le problème afghan ». Ces deux différends ont fait l'objet de « conversations sans ambiguïté » au cours desquelles les positions respectives ont été exposées, a-t-il ajouté.

En attendant, la guerre se poursuit avec acharnement : onze civils ont été tués et vingt-sept autres blessés à Bassorah (sud de l'Irak) lors d'un pilonnage de la ville, samedi soir et dimanche matin, par l'artillerie à longue portée iranienne, indique un communiqué de l'état-major irakien. Celui-ci précise que trois enfants figurent parmi les morts et onze autres parmi les blessés, en affirmant que « les dirigeants iraniens doivent payer cher le prix du sang versé ».

L'Iran multiplie ses attaques contre des objectifs industriels et militaires en Irak, en représailles des raids aériens irakiens, qui selon la presse de Téhéran ont causé la mort de plus de cent civils au cours des deux dernières semaines. Le journal *Republique islamique* s'est par ailleurs prononcé dans un éditorial en faveur d'attaques de missiles en réponse aux attaques de missiles. Il a déclaré que seul le tir d'une dizaine de missiles sol-sol avait contraint l'an dernier l'Irak à renoncer à la « guerre des villes », une succession de bombardements par les deux camps qui avaient fait chez l'un et l'autre des centaines de victimes. « Nous sommes aujourd'hui dans des conditions à peu près équivalentes, et il semble que le régime de Bagdad ait besoin de nouvelles attaques de missiles », a souligné le quotidien, ajoutant que des moyens devraient être trouvés de priver le gouvernement de Bagdad du soutien financier qu'il reçoit d'autres Etats arabes du Golfe. - (AFP, Reuter.)

● Remaniement ministériel partiel en Irak. - Le président Saddam Hussein a procédé dimanche à un remaniement ministériel partiel en nommant MM. Aziz Salah Nawman ministre de l'agriculture et de la bonification, et Abdel Fattah Mohammed Amine ministre de la jeunesse. Les deux nouveaux ministres remplacent à ces postes MM. Sadik Abdel Latif et Nouri Fayal Cheher, démis de leurs fonctions. - (AFP.)

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. MONDIPUB (1) 42-47-98-72  
Tél. (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wout

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet

Correspondant en chef :  
Claude Sales.

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

### ABONNEMENTS

RP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F	
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

### PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 480 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 120 pes. ; Grèce, 55 p. ; Italie, 120 dr. ; Islande, 120 kr. ; Inde, 1 750 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 f. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 236 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$.

### TUNISIE

#### Un fils de M. Mohamed Mzali est arrêté pour « mauvaise gestion »

Tunis (AFP). - M. Mokhtar Mzali, fils de l'ex-premier ministre Mohamed Mzali et ancien directeur de la Société tunisienne des industries laitières (STIL), a été arrêté sous l'inculpation de « mauvaise gestion », a indiqué dimanche 10 août le quotidien gouvernemental *la Presse de Tunis*.

Le journal, qui ne cite pas de source, croit savoir que M. Mokhtar Mzali et un certain nombre de ses adjoints ont été placés sous mandat de dépôt et doivent répondre « de délits de mauvaise gestion ».

Aucune indication officielle n'a été fournie jusqu'à présent sur le cas de l'inculpation, qui a été écarté récemment de la direction de la STIL, l'une des plus importantes entreprises industrielles tunisiennes.

L'arrestation de son fils ne manquera pas de réjouir sur M. Mohamed Mzali, qui a été, en l'espace d'un mois, l'objet de diverses mesures de disgrâce dont on se demande jusqu'où elles iront.

Depuis son limogeage, le 8 juillet, de ses fonctions de premier ministre et de secrétaire général du Parti socialiste destourien, ses proches, au sein du gouvernement ou de la haute administration, ont été touchés par un processus d'éviction qui semble devoir se poursuivre. C'est ainsi que, après avoir remplacé les responsables des principaux organes d'information officiels, le président Bourguiba a décidé samedi un profond remaniement dans le corps des gouverneurs (préfets).

Plus vite, moins cher!

## VENTE A DES PRIX EXCEPTIONNELS

des derniers modèles 1986 en stock

- 3 205 GR (gris futura, bordeaux, bleu topaze)
- 2 205 XAD (beige antilope)
- 3 309 GR 65 ch. (blanc, gris futura, bleu ming)
- 3 309 Profil (brun, gris futura, bleu ming)
- 3 309 GT (gris futura, brun, gris winchester)
- 3 309 GR (gris winchester)
- 2 cabriolets 205 GTI (gris graphite et blanc)

**PEUGEOT NEUBAUER**

c'est la garantie du prix et du service!

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34



## Etranger

### LIBAN

#### Nouveau raid israélien contre un camp de réfugiés palestiniens

Six Palestiniens, dont deux enfants et un combattant, ont été blessés lors d'un raid mené par six hélicoptères israéliens dimanche après-midi 10 août contre le camp de réfugiés palestiniens d'Aïn Héloû, dans les faubourgs sud-est de Saïda au Liban du Sud.

Selon les correspondants sur place, le raid a touché quatre bureaux du Fath (principale composante de l'OPLP, dirigée par M. Yasser Arafat) et un bureau des dissidents de ce mouvement, partisans du colonel Abou Moussa. Deux des bureaux du Fath visés, situés à la périphérie ouest du camp, avaient été évacués. En outre, des positions des combattants loyalistes du Fath, sur les hauteurs du village d'Aïn Deib, à l'est de Saïda, ont été bombardées, ainsi qu'une grotte utilisée comme abri à Jabal al-Haïth, à l'est d'Aïn Héloû.

Ce camp de 30 000 réfugiés est la plus grande concentration palestinienne du Liban. Le raid de dimanche est le cinquième contre Aïn Héloû depuis le début de l'année.

Le dernier, le 10 juillet, avait fait un mort et deux blessés. Le 14 juillet, un raid contre des bases palestiniennes dans la montagne druze d'Aley, au sud-est de Beyrouth, avait fait cinq morts et onze blessés.

A Jérusalem, on indique de sources militaires autorisées que ce raid n'est pas à rapprocher d'un événement particulier mais correspond à la politique israélienne qui consiste à « frapper afin de prévenir des attentats ». On ajoute que, au cours des derniers mois, les camps de Mikh Mikh et d'Aïn Héloû ont vu grossir « considérablement » les rangs des organisations palestiniennes et sont devenus le foyer d'activités anti-israéliennes ainsi que la base de départ de commandos ayant tenté de pénétrer par « divers moyens ».

Dimanche un soldat de l'armée du Liban du Sud (ALS), créée et armée par Israël, a été tué et un autre blessé, à l'intérieur de la « zone de sécurité » (sous contrôle de l'armée israélienne et de l'ALS), lors d'une attaque au mortier. (AFP).

### Rejetant l'appel de M. Terry Waite

#### Le Jihad islamique durcit ses positions en ce qui concerne les otages français

L'organisation du Jihad islamique a implicitement rejeté samedi 9 août un appel au dialogue lancé par M. Terry Waite, ambassadeur de l'archevêque de Canterbury, et posé de nouvelles conditions à la libération d'otages français au Liban. Dans un communiqué dactylographié en arabe, remis au journal libanais *Al Nahar*, l'organisation clandestine s'adresse à « tous ceux qui cherchent à résoudre l'affaire des otages ».

Réaffirmant que des intérêts directs qu'il ne nomme pas sont au cœur de ses exigences, le Jihad demande : « Pourquoi lancer des appels vides de sens ? Est-ce pour votre prestige personnel ? Vous connaissez extrêmement nos exigences et savez comment les satisfaire. Pourquoi ne pas accepter sérieusement pour la solution ? ».

M. Waite, qui a effectué plusieurs visites au Liban pour obtenir la libération des otages américains, avait lancé vendredi à New-York un appel à la reprise du dialogue avec tous les groupes qui détiennent des otages au Liban.

Abordant la question des otages français, le communiqué affirme que « s'il faut à tout prix qu'il y ait une action humanitaire, il serait primordial qu'elle se concrétise par la libération des moudjahidins (combattants de l'islam) détenus dans les prisons israéliennes, européennes et arabes avant celle des otages français ».

Critiquant la politique de la France, (sans la nommer), qui fournit des armes à l'Irak en guerre contre l'Iran, le communiqué affirme que « ceux qui se placent aux côtés de l'ennemi de l'humanité et du genre de la région, le criminel Saddam Hussein (le président irakien), ne pourront jamais rien offrir à l'humanité ».

Les ravisseurs se demandent ensuite pourquoi les « sentiments humanitaires » de ceux qui cherchent à obtenir la libération des otages français « ne se révèlent que maintenant alors qu'ils (les otages) sont entre (leurs) mains depuis plus d'un an ».

Le communiqué est accompagné d'une photographie du directeur de l'hôpital américain de Beyrouth, M. David Jacobson, enlevé le 28 mai 1985 à Beirut-Ouest (à majorité musulmane), ce qui semble l'autentifier.

Le Jihad, qui critique violemment la politique du grand Satan américain, annonce un prochain message des otages américains. Il affirme ceux-ci ont « pris une position face aux déclarations (du secrétaire d'Etat, M. George Shultz), que nous rendrons publi-

que prochainement, dans un message qu'ils adresseront au peuple américain ». Le texte ne précise pas de quelle déclaration de M. Shultz il parle. A Washington, un porte-parole du Département d'Etat a déclaré ignorer la teneur des propos de M. Shultz.

« La poursuite de la politique (américaine) et le fait de qualifier de criminels et d'assassins ceux qui défendent leur liberté et leur dignité, nous ne pouvons nous résigner à laisser l'affaire des otages, mais nous nous réservons le droit de réexaminer les répercussions de la politique américaine dans le monde arabe et les conséquences de la poursuite de la politique américaine. Si vous croyez réellement en Dieu et agissez pour défendre les droits de l'homme, commencez par lever l'oppression que les Etats-Unis et ses agents dans la région font peser sur les moudjahidins ». (AFP).

### La rencontre entre experts soviétiques et américains sur le contrôle des armements

#### Moscou estime que des progrès tangibles doivent précéder la tenue d'un sommet

MOSCOU  
de notre correspondant

Tout ce que les Etats-Unis comptent de spécialistes du contrôle des armements est à Moscou depuis le dimanche 10 août. Des conversations entre experts américains et soviétiques, prévues pour quarante-huit heures, commencent en effet ce lundi. Leur objet est de préparer la rencontre entre MM. Chevardnadze et Shultz, les 19 et 20 septembre prochain à Washington, laquelle devrait fixer, si tout va bien, la date et les modalités d'un sommet Reagan-Gorbatchev avant la fin de l'année aux Etats-Unis.

Un avion des forces armées américaines a donc amené dimanche à Moscou M. Paul Nitze, conseiller du président Reagan pour les questions de désarmement, ainsi que l'équipe des négociateurs américains de Genève au grand complet : MM. Max Kampelman, chef de la délégation, Maynard Glitman et Ronald Lehman. Le groupe finit complété par un autre conseiller présidentiel, M. Edward Rowley, et par le secrétaire adjoint à la défense, M. Richard Perle, qui est la tête de turc des médias soviétiques depuis des mois et qu'on présente volontiers ici comme un adversaire inflexible de tout accord de limitation des armes nucléaires.

L'arrivée des experts américains était un peu insolite, car aucun officiel soviétique, contrairement à la tradition, ne s'était dérangé pour les accueillir.

Du côté soviétique les conversations de lundi et mardi sont menées par M. Viktor Karpov, le chef de la délégation soviétique à Genève, qui a été nommé à la suite du grand remue-ménage de printemps au ministère des Affaires étrangères à la tête du département du désarmement, nouvellement créé. Il est assisté de MM. Alexis Obukhov, responsable à Genève du dossier des armes à moyenne portée, et Nikolai Dzhikov, qui suit celui des armes spatiales. L'équipe comporte également le général Nikolai Tchervov, qui assure les relations tactiques du ministère de la Défense et qui est un des rares militaires soviétiques de haut rang que peuvent rencontrer les diplomates occidentaux au poste à Moscou.

Les Soviétiques ont refusé jusqu'ici d'accorder, au moins publiquement, une grande importance à

cette rencontre préparatoire d'experts. Ce profil bas contraste avec les espoirs formulés à Washington à propos de la mission de M. Nitze et de toute l'équipe des négociateurs. Moscou ne cesse d'affirmer que des progrès tangibles sont nécessaires avant que puisse se tenir un nouveau sommet, que le simple plaisir de se rencontrer à nouveau ne suffit pas.

### Un abîme

Un commentateur, M. Alexandre Bovine, est même allé dimanche jusqu'à affirmer à la télévision que « la question d'un sommet était toujours ouverte », et que « si Washington et Moscou ne peuvent dire maintenant si celui-ci aura lieu, c'est parce qu'il y a un abîme entre les deux camps ». M. Bovine avait développé dans les *Izvestia* les raisons qui ne l'incitent pas à l'optimisme. Il avait d'abord regretté les « fuites » qui ont eu lieu aux Etats-Unis à propos de la lettre envoyée fin juillet par M. Reagan à M. Gorbatchev en réponse à un message de ce dernier. Si ces « fuites » correspondent à la réalité, il y a, selon lui, un abîme entre la suggestion de M. Reagan d'une période intermédiaire de cinq à sept ans pendant laquelle chacun pourrait poursuivre ses recherches sans envoyer d'armes dans l'espace, et la proposition soviétique d'un respect pendant quinze à vingt ans, des termes du traité ABM de 1972 qui interdit tout déploiement.

La *Pravda* avait également vivement critiqué vendredi la « campagne de presse » inspirée selon elle par la Maison Blanche à propos de l'échange de lettres entre MM. Reagan et Gorbatchev. « Bien que les « fuites » de Washington soient destinées à produire l'impression que la possibilité d'une nouvelle rencontre au sommet et de son aboutissement dépendent de nouvelles concessions de l'Union soviétique, décrivait le quotidien du parti, les faits montrent que si la lettre de juin de Moscou contenait de nouvelles et importantes propositions de compromis, celle de juillet de Washington n'a pas témoigné d'un mouvement dans le même sens ».

Moscou continue donc de souligner le froid alors que Washington laisse désormais entendre qu'une percée décisive serait imminente à propos de l'initiative de défense stratégique du président Reagan.

DOMINIQUE DHOMBRES.

#### M. Reagan est gêné par les réserves et hésitations du Congrès

WASHINGTON  
correspondance

On n'attend pas ici un résultat spectaculaire de la rencontre à Moscou des experts américains et soviétiques sur le contrôle des armements. La délégation américaine accompli, dit-on, une « mission exploratoire », mais on estime que les entretiens engagés à la demande du Kremlin devraient permettre de mieux définir les points sur lesquels un accord rapide paraît possible, et ceux où les chances de succès sont vaines.

L'intérêt des observateurs se concentre, en fait, sur la présence au sein de la délégation américaine de deux hommes, MM. Nitze et Perle, représentant les points de vue différents du département d'Etat et du Pentagone. M. Rowley, conseiller spécial sur les problèmes du désarmement, classé parmi les éléments durs, « équilibriste » M. Kambeizman, principal négociateur à Genève. Ce dosage viserait à souligner, à l'intention des Soviétiques, l'importance donnée aux prochaines négociations et, plus encore peut-être, à les dissuader de spéculer sur les divergences bien connues au sein de l'administration.

A dire vrai, la Maison Blanche est surtout préoccupée de l'attaque du Congrès qui, dans plusieurs votes récents, a exprimé ses réserves, ses hésitations et même son refus de suivre les recommandations du Pentagone concernant le budget militaire, mais plus encore peut-être le programme des armes défensives spatiales (IDS).

### Le débat sur l'IDS

A l'issue d'une longue séance de nuit samedi soir, le Sénat a autorisé 295 milliards de dollars de nouveaux crédits militaires — soit 3 milliards de plus que la Chambre — mais tout de même 25 milliards de moins que ce que demandait le président.

L'attitude du Congrès à l'égard de l'IDS est encore plus significative : le Sénat a réduit les crédits pour l'an prochain, qui seront de 3 milliards 900 millions au lieu des

5 milliards 300 millions réclamés par M. Reagan. La Chambre des représentants envisageait des coupes plus sévères encore.

Malgré les objections de la commission des forces armées, le Sénat a, d'autre part, adopté un amendement selon lequel tous les contrats pour la recherche dans le cadre de l'IDS devront être passés aux Etats-Unis, à moins que le ministère de la Défense ne certifie que le travail envisagé ne pourrait être accompli dans le pays. Le sénateur Glenn (démocrate) a déclaré que le gouvernement s'efforçait d'obtenir des alliés européens pour l'IDS en leur faisant miroiter de larges contrats. En fait, la discussion a fait ressortir un certain scepticisme et des doutes croissants sur la validité et l'utilité de l'IDS, dont la nature et l'objet donnent lieu à des interprétations différentes. Pour le président il s'agit toujours d'un bouclier destiné à protéger les populations civiles, dans le projet du Sénat, le bouclier doit essentiellement protéger les missiles des représailles et non la population dans son ensemble.

Le Congrès, enfin, a clairement exprimé son désir de pousser le gouvernement vers une négociation sur un traité d'interdiction des essais nucléaires. Certes, le Sénat n'a pas jusqu'à repoussé la proposition, approuvée vendredi dernier par les représentants, d'un moratoire d'un an des essais nucléaires dépassant un kilotonne, à condition que les Soviétiques en fassent autant. Mais les sénateurs avaient eux-mêmes voté jeudi matin une résolution non contraignante invitant le gouvernement à ratifier deux traités de 1974 et 1979, qui limiteraient les essais nucléaires, et surtout à ouvrir la négociation pour un traité d'interdiction globale de tous les essais.

En définitive, l'attitude du Congrès concernant l'ensemble des problèmes liés au contrôle des armements embarrasse le gouvernement, notamment en ce qui concerne l'IDS. Le président Reagan n'a pas manqué de souligner que toute diminution de crédits affecterait le programme et affaiblirait la position des négociateurs américains.

HENRI PIERRE.

## Europe

### Le vingt-cinquième anniversaire de la construction du mur de Berlin Les manifestations commémoratives ne font pas recette

Dans un entretien accordé au quotidien ouest-allemand *Bild* à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la construction du mur de Berlin, le président Reagan déclare : « J'aimerais le voir disparaître aujourd'hui et j'appelle ceux qui en sont responsables à le démolir ». Le président américain réaffirme l'engagement des Etats-Unis à protéger le statut de Berlin qui reste, dit-il, « le cœur » de la politique européenne de Washington.

BERLIN-OUEST  
de notre envoyé spécial

Dans la douce quiétude de ce début d'août, les Berlinois de l'Ouest s'apprêtent à célébrer avec un certain détachement le vingt-cinquième anniversaire de l'érection du mur. Les quelques incidents qui se sont produits ces derniers jours ont gardé un caractère isolé. Certains groupes proches de l'actuelle majorité tentent sans beaucoup de succès de mobiliser les Berlinois autour de cet anniversaire qui donnera lieu mercredi, au Reichstag, à une cérémonie en présence du chancelier Kohl. Mais on est loin de l'émotion suscitée il y a vingt-cinq ans par le coup de force de la RDA, quand trois cent mille personnes manifestaient dans la ville à l'appel de tous les partis politiques.

La manifestation organisée samedi 9 août par le mouvement des jeunes chrétiens-démocrates ouest-allemands n'a pas été à la hauteur de l'attente de ses organisateurs. Malgré la présence en tête d'affiche du maire de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen, du secrétaire d'Etat ouest-allemand Peter Lorenz et de l'ambassadeur des Etats-Unis à Bonn, M. Richard Burt — sifflé lors de son intervention par un petit groupe de perturbateurs, — trois

mille personnes seulement, selon des estimations généreuses de la police, y ont pris part.

Une partie d'estime elles se sont contentées renouer le début de soirée le long du mur, où l'Association du 13 août (qui recense les incidents sur la ligne de démarcation et gère le musée du mur) avait appelé à la formation d'une chaîne humaine. L'opération n'a pu être menée à bien, faute de combattants. Par bravade, quelques poignées de jeunes ont escaladé le mur en plusieurs endroits pour y brandir des drapeaux ouest-allemands et y allumer quelques bougies. Au point de passage international de Check Point Charlie, où le petit jeu tournait à la fête nocturne, des manifestants ont lancé un drapeau ouest-allemand et lancé les morceaux de l'autre côté du mur. La police ouest-berlinoise et les forces de sécurité militaires alliées ne sont intervenues que tard dans la nuit pour disperser le rassemblement. Un homme qui avait allumé deux feux contre le mur a été arrêté. Il y a quelques jours, des inconnus avaient pratiqué une brèche dans le mur en faisant exploser un engin.

### La RDA et les réfugiés

Aucun incident n'a été signalé avec les forces de sécurité est-allemandes, mais les autorités de RDA ont protesté dimanche, auprès de la mairie de Berlin-Ouest, contre ces manifestations.

Le même jour, elles ont opposé une fin de non-recevoir aux demandes des pays occidentaux de stopper le transit par Berlin-Est des réfugiés du tiers-monde venant demander l'asile dans la partie occidentale de la ville. Plus de quatre mille réfugiés, dont un grand nombre d'Irlandais, ont emprunté cette voie en juillet, posant à la mairie de Berlin-Ouest de difficiles pro-

blèmes d'hébergement. Les trois puissances alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne et France) sont intervenues la semaine dernière auprès de l'Union soviétique pour lui demander d'assumer ses responsabilités de maintien de l'ordre, en tant que puissance responsable du statut quadripartite de Berlin (le *Monde* date 10-11 août).

Les autorités est-allemandes, qui veulent depuis toujours obtenir la reconnaissance de la ligne de démarcation entre les deux Berlins comme frontière internationale, ont réaffirmé qu'il s'agit pas de leur compétence de décider qui devait avoir accès à Berlin-Ouest. « Les étrangers peuvent entrer à Berlin-Ouest sans visa. Jusqu'ici, nous ne sommes pas informés d'un changement de la position des Alliés, auxquels il revient de décider. Il n'y a pour la RDA, en tant que pays de transit, aucune raison de refuser le passage à travers son territoire à des étrangers qui veulent se rendre vers Berlin-Ouest », précise une déclaration du porte-parole du ministère est-allemand des Affaires étrangères.

A la suite de pressions internationales, les autorités est-allemandes avaient mis un terme, l'année dernière, au transit des réfugiés vers la Scandinavie et à celui des Tzétzouls de Sri-Lanka vers Berlin-Ouest. Cette dernière décision n'a toutefois pas été étendue aux autres groupes qui, comme les Irlandais, les Libanais, les Ghanéens ou les Pakistais, continuent d'utiliser cette voie d'accès pour entrer en Allemagne fédérale. Le refus des Occidentaux de reconnaître la ligne de démarcation comme frontière implique que tout étranger arrivant à Berlin-Est n'a plus ensuite qu'à emprunter le métro ou l'un des points de passage du mur pour entrer dans la partie occidentale de la ville, et, de là, à demander l'asile politique en RFA.

HENRI DE BRESSON.

## POUR MIEUX CONNAITRE NOTRE TEMPS

Une prison sans barreaux pour Mr. Mitterrand.  
Jacques Chaban-Delmas



Marianne quittera-t-elle Mitterrand pour Chirac en 1988 ?  
Maurice Schumann de l'Académie Française

abonnez-vous à :

La Revue des Deux Mondes  
15 rue de l'Université, Paris VII  
Tél : 42.61.2.149

le numéro dans tous les kiosques : 30 francs Abonnement 300 francs/an

Le Monde  
doctes et documents

L'AVENTURE  
AUJOURD'HUI  
Les métiers du risque,  
sport et aventure,  
tourisme et exotisme

juillet 1986 - 64 pages - 7 F



## Océanie

La fin du Forum du Pacifique sud

## Les treize Etats membres ont défini des modalités pour le référendum prévu en Nouvelle-Calédonie en 1987

SUVA

de notre envoyé spécial

Le dix-septième Forum du Pacifique sud, qui s'est achevé à Suva lundi 11 août, aura donc été dominé par le désaveu de la politique de la France en Nouvelle-Calédonie. Dès sa première journée de travail, le forum a décidé de demander la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste du Comité de décolonisation de l'ONU en raison du « recul » que constitue le statut Pons par rapport au statut Fabius-Pisani. Le durcissement des Etats du Pacifique sud s'est aussi exprimé sur un autre point, jusque-là jamais évoqué : les modalités du référendum prévu dans le territoire en août 1987. Non seulement le forum se prononce pour une réduction du corps électoral au « peuple canaque et aux populations de souche et intéressées », mais il souhaite que la consultation débouche sur l'indépen-

dance. « Si le résultat du plébiscite ne va pas dans le sens de l'indépendance, cela ne pourrait qu'exacerber les problèmes sur le territoire », précise le communiqué final. Le choix des termes n'est probablement pas innocent : le mot « plébiscite » a remplacé celui d'« acte d'autodétermination » utilisé l'an dernier au forum de Rarotonga (Île Cook). La transition devra être toutefois « pacifique » afin d'aboutir à une indépendance qui « garantisse les droits et les intérêts de tous les habitants de cette société multiraciale ».

Le second temps fort de ce forum aura été le débat sur le traité de dénucléarisation du Pacifique sud. Le traité signé l'an dernier, dit traité de Rarotonga, n'avait été signé que par dix pays et ratifié par quatre seulement, soit la moitié du nombre requis pour que le texte entre en vigueur. Cet obstacle devrait être prochainement levé puisque cinq

nouveaux Etats membres se sont déclarés disposés à le ratifier. L'avancée la plus décisive, en fait, concerne la mise au point de trois protocoles d'accords annexés au traité qui seront proposés avant la fin de l'année à la signature des cinq puissances nucléaires. Aux termes de ces protocoles, les puissances signataires s'engagent à ne pas fabriquer, acquérir ou expérimenter des armes nucléaires dans le Pacifique sud et à ne pas les utiliser contre un pays de la zone. Le forum a accepté d'introduire dans ce dispositif une clause de retrait, ce qui semble plutôt satisfaire les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. L'URSS et la Chine, de leur côté, avaient déjà fait savoir qu'elles soutenaient l'idée d'une zone dénucléarisée dans le Pacifique sud. Quant à la France, elle pourrait donc se trouver une nouvelle fois isolée sur cette question.

FRÉDÉRIC BOBIN.

## Asie

PHILIPPINES

## Trêve pendant les négociations entre l'armée et les séparatistes musulmans

Manille (AFP, Reuters). — L'armée philippine et les séparatistes musulmans du Front de libération nationale Moro (MNLF) ont conclu un cessez-le-feu pour la durée de négociations qui doivent s'ouvrir entre une commission gouvernementale et des représentants des insurgés, a annoncé samedi 9 août, l'agence de presse philippine.

Cet accord temporaire signé vendredi concerne un arrêt des hostilités dans les îles de Sulu (sud des Philippines). Il est intervenu un jour avant le départ d'une commission gouvernementale dirigée par M. Canudo Muiarip, ministre philippin des affaires musulmanes, pour Djeddah (Arabie saoudite), où elle doit entamer des négociations avec le chef du MNLF, M. Nur Misuari.

Le MNLF lutte depuis quatorze ans en faveur d'un Etat indépendant pour la minorité musulmane à Mindanao et dans d'autres îles du sud des Philippines.

Les guérilleros communistes de Mindanao ont également proclamé une trêve unilatérale limitée, a annoncé samedi le gouverneur de la province de Misamis. Selon M. Vicente Enano, les responsables locaux de l'Armée nationale populaire (ANP), qu'il a rencontrés vendredi, lui ont promis de ne pas attaquer les forces armées nationales à Mindanao pendant la durée des négociations de paix qui ont lieu

entre représentants du PC et du gouvernement, à Manille. On ne sait pas si la trêve a été approuvée par la direction nationale de l'ANP, qui avait précédemment désapprouvé l'idée de trêves locales.

L'ANP, dont l'insurrection a débuté il y a dix-sept ans, dispose d'une guérilla estimée à 16 500 hommes et bien représentée dans l'île de Mindanao. Une dirigeante de l'ANP a admis dimanche 10 août que certains corps découverts dans des charniers étaient bien ceux de communistes victimes de purges.

Dans une déclaration à la presse de Manille, M. Maria Luisa Puray a précisé que plusieurs charniers découverts dans la province de Misamis contenaient des corps de combattants de l'ANP et de civils tués pour avoir trahi le Parti communiste.

Selon elle, d'autres corps exhumés seraient ceux de civils tués soit par les militaires, soit par des milices relevant des seigneurs de guerre locaux qui harcèleraient les fermiers afin de les forcer à abandonner leurs propriétés qu'ils récupèrent eux-mêmes.

Les autorités ont exhumé quelque cent cinq corps d'une fosse commune à proximité de Cagayan-de-Oro, la capitale de la province de Misamis.

INDE

## L'assassinat de l'ancien chef de l'armée est revendiqué par un sikh

NEW-DELHI

de notre correspondant

Le général Vaidya, ancien chef d'état-major de l'armée indienne, a été tué, dimanche 10 août, de plusieurs balles, dans la ville de Puna, à l'est de Bombay. Le général Vaidya, âgé de cinquante-neuf ans, était chef d'état-major lorsque, en juin 1984, cent mille militaires avaient donné l'assaut au temple d'Or d'Amritsar dans lequel étaient retranchés les extrémistes sikhs. Cette opération avait fait près de mille morts selon des estimations non officielles. Le général Vaidya avait reçu plusieurs lettres de menaces.

L'assassinat a été revendiqué par un appel anonyme à l'agence de presse indienne UNI à Puna. L'interlocuteur s'est présenté comme un citoyen du Khalistan, l'Etat des purs, revendiqué par les extrémistes sikhs. Il a également menacé de mort le directeur du quotidien local.

Ce meurtre rappelle celui du général Vyer en Grande-Bretagne, de nombreuses années après le massacre des sikhs du Jallianwalla Bagh à Amritsar en 1919. Malgré l'annonce tous les jours d'arrestations de « terroristes », les extrémistes sikhs démontrent, après le récent assassinat de quatorze personnes dans un bus du Pendjab, qu'ils peuvent frapper où ils veulent, tant qu'ils veulent et quand ils veulent.

Sur le plan politique, l'arrestation à Delhi, ce week-end, de deux grandes figures de dissidents de l'Akali Dal, le parti sikh, MM. Badal et Tohra, provoque une vive controverse sur son caractère provocateur. Le ministre de l'intérieur a déclaré ne pas être au courant de la mise en prison pour quatorze jours de ces deux dirigeants, dont l'un est membre du Parlement. Et la presse indienne souligne, à l'envi, les contradictions du pouvoir, tiraillé de plus en plus à l'intérieur, alors qu'une perspective de solution politique au Pendjab s'éloigne.

(Inérim.)

## Amériques

COLOMBIE

## Le nouveau gouvernement exclut tout dialogue avec le mouvement de guérilla M-19

Bogota (AFP). — Le chef de l'Etat colombien, M. Virgilio Barco (libéral) a désigné, le dimanche 10 août, trois personnalités libérales en remplacement de trois ministres conservateurs démissionnaires. M. Barco met ainsi fin à deux jours d'incertitude concernant la composition de son gouvernement qui sera entièrement formé de personnalités libérales. La direction du parti conservateur, ayant refusé de soutenir le gouvernement, a annoncé qu'elle s'opposerait à la gestion du nouveau chef de l'Etat. M. Barco n'était donc plus en mesure de respecter la Constitution colombienne qui fait obligation au président de choisir des ministres au sein du parti qui arrive en seconde position aux élections.

Le nouveau gouvernement a, d'autre part, rejeté samedi la possibilité de dialoguer avec le principal mouvement de guérilla du pays, le M-19 (extrême gauche nationaliste), en l'accusant d'être « assoiffé de sang ». En revanche, les autorités maintiennent le dialogue « franc et ouvert » avec les FARC (pro-soviétique), a déclaré à la station de Radio-Caracol le conseiller spécial de la présidence, M. Carlos Ossa

Escobar, qui a averti le M-19 qu'il aurait « à affronter les forces de l'Etat ». Ces déclarations ont été faites au moment même où trois bataillons de l'armée et de la police colombienne appuyés par des hélicoptères poursuivaient dans les montagnes du sud-est du pays quelque deux cents guérilleros qui s'étaient emparés jeudi et vendredi de la petite ville de Belalcazar et l'avaient pillée. Les combats ont fait une quinzaine de morts, ont indiqué les autorités locales.

## LA COMPOSITION DU CABINET

Voici la liste des principaux membres du nouveau gouvernement colombien, qui comporte treize portefeuilles :  
Intérieur : M. Fernando Cepeda Ullao ; Relations extérieures : M. Julio Londoño Paredes ; Justice : M. Eduardo Sáenz Monroy ; Défense : général Rafael Zamudio ; Finances : M. Cesar Gaviria Trujillo ; Développement économique : M. Miguel Merino ; Santé : D. Cesar Esmeral ; Communication : M. Edmundo Lopez.

PÉROU

## Raid aérien contre des trafiquants de drogue

Lima (AFP, AP, Reuters). — L'armée de l'air péruvienne a bombardé et mitraillé, au cours d'une véritable opération de guerre, deux aéroports clandestins utilisés par des trafiquants de cocaïne au milieu de la forêt amazonienne dans la région de Cabelloococha [dans l'extrême nord-est du Pérou], a annoncé, le samedi 9 août à Lima, le ministre de l'intérieur, M. Abel Salinas.

Il a précisé que l'intervention de deux avions à réaction Alfa-37 a été rendue nécessaire car les trafiquants ripostaient par des tirs de mitrailleuse à la tentative d'atterrissage d'hélicoptères transportant des policiers spécialisés dans la lutte antidrogue.

Cette opération contre l'une des plus importantes régions productrices de cocaïne du monde, baptisée Condor 3, a commencé au début juillet. Elle a déjà permis de détruire les laboratoires de trafiquants dans le bassin du fleuve Huallaga (au nord de la capitale) et de saisir un important arsenal moderne.

D'autre part, deux cents personnes soupçonnées d'être des délinquants ou d'appartenir à la guérilla ont été arrêtées à Lima au cours des dernières vingt-quatre heures, a annoncé samedi la garde civile. Des forces conjointes de l'armée et de la police ont lancé cette opération dans les quartiers périphériques de la capitale et au Callao, le port de Lima, au lendemain d'une intervention télévisée du ministre de l'intérieur, réclamant le soutien de l'opinion péruvienne dans la lutte contre la subversion. Au milieu de la semaine, l'organisation de guérilla du Sentier lumineux avait abattu dans une discothèque d'une localité de province quatre homosexuels, deux drogués et une prostituée, les accusant de « corrompre la jeunesse ».

Ces violences, qui se soldent par au moins un millier de morts en six mois, vont faire l'objet d'une enquête de huit jours d'une délégation de l'Organisation humanitaire Amnesty International, conduite par son secrétaire général, M. Thomas Hammarberg. Cette mission qui est arrivée samedi à Lima fait notamment suite à la répression dans le sang, les 18 et 19 juin dernier, des manifestations de défilés, pour le plupart membres du Sentier lumineux. Les représentants d'Amnesty devraient également se rendre dans les provinces d'Ayacucho et de Puno, et avoir des entretiens avec le président Alan García.

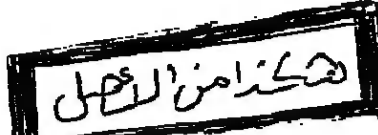
ÉTATS-UNIS

## « Tout va bien » pour le président Reagan

Washington (AFP, AP, Reuters). — « Désolé de vous décevoir, c'est seulement un test de routine », a-t-il déclaré à l'hôpital de Bethesda, samedi 9 août, M. Reagan plaisantait, comme à son habitude, avec les journalistes. Deux heures après, un bulletin de santé diffusé par la Maison Blanche indiquait que les examens urologiques n'avaient révélé « aucun élément anormal, aucune tumeur ou autre maladie », en précisant que cet examen n'était pas lié au cancer intestinal dont il avait été opéré l'an dernier.

M. Reagan s'est aussi soumis volontairement à un test de dépistage de drogue prévu pour les hauts fonctionnaires de la Maison Blanche. Ce test a été avancé par les médecins qui craignaient que les examens urologiques n'infirmissent les résultats. A sa sortie de l'hôpital, le président a simplement déclaré : « Tout est normal, tout va bien ». L'annonce de l'annulation par M. Reagan de son week-end à sa résidence de Camp David, pour subir ces examens, avait provoqué une certaine nervosité sur les marchés financiers et un fléchissement des valeurs boursières.

● CHILI : deux mille personnes aux obsèques du dirigeant étudiant Mario Martínez. — Deux mille personnes ont participé, le samedi 9 août, aux obsèques de Mario Martínez, âgé de vingt-quatre ans, secrétaire exécutif de la Fédération des étudiants de l'université de Santiago et retrouvé mort dans des circonstances mystérieuses sur une plage située à une centaine de kilomètres de la capitale. Les premiers résultats de l'autopsie ont révélé que Mario Martínez était mort « asphyxié par immersion ». — (AFP, AP).



## A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

## Création d'une commission sur « la réconciliation nationale »

Le gouvernement afghan « travaille à la mise en place d'une commission sur la réconciliation nationale », a déclaré le numéro un afghan, M. Najibullah, dans une interview à un journaliste américain cité dimanche par l'agence Tass. Évoquant le dernier round des négociations indirectes pakistano-afghanes, qui s'est achevé vendredi dernier à Genève, le chef du parti afghan (PDPA, PC au pouvoir), a estimé qu'« un certain progrès a été atteint » au cours de ces pourparlers menés par le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez.

Cependant, « il reste une série de problèmes qui n'ont pas été résolus », a souligné M. Najibullah, sans préciser lesquels. Après avoir affirmé que le succès de ces pourparlers dépendait « en premier lieu de l'autre partie » (le Pakistan), le dirigeant afghan a assuré que pour sa part, l'Afghanistan « déploie le maximum d'efforts pour que ces négociations aboutissent ».

Samedi, selon l'agence Tass, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a reçu à Moscou son collègue afghan, de retour de Genève après l'ajournement de ces pourparlers.

D'autre part, un commandant de la guérilla, M. Mohammad Yar, qui était détenu depuis huit mois à Kaboul, a été déchargé au début du mois d'août contre un sergent soviétique prisonnier des moudjahidines, a indiqué à l'AFP dimanche le porte-parole du Hezb Islami de M. Golbuddin Hekmatyar (musulman radical). C'est le premier échange de prisonniers auquel procède le Hezb Islami.

L'échange a eu lieu dans la province du Pakhtia, dans le sud-est de l'Afghanistan, dont est originaire le commandant Mohammad Yar et où il a été capturé au cours d'un combat, a précisé le porte-parole interrogé. Le sous-officier soviétique était aux mains des moudjahidines depuis trois ans, a dit le porte-parole. — (AFP).

Algérie

## Des cas de choléra à Biskra.

Alger (AP). — Le choléra a causé plusieurs décès dans la région de Biskra, une oasis du Sud algérien, et quelques dizaines de personnes ont été soignées dans divers hôpitaux pour cette maladie, qui n'a cependant pas atteint un stade épidémique, a-t-on appris, samedi 9 août, de source médicale à Alger. Le ministère de la santé n'a diffusé aucune information à ce sujet, mais depuis une semaine la télévision, la radio et les journaux diffusent des spots et des bandes dessinées qui recommandent de désinfecter avec de l'eau de Javel l'eau des puits et du robinet.

Chine

## Pékin et Oulan-Bator signent leur premier traité consulaire

PÉKIN. — La Chine et la Mongolie ont signé samedi 9 août leur premier traité consulaire depuis l'établissement de relations diplomatiques en 1949, et ont manifesté à cette occasion leur intention de renforcer des relations de bon voisinage, a annoncé dimanche l'agence Chine-Nouvelle.

La visite de M. Liu en Mongolie, qui s'est achevée dimanche, est la première d'un responsable chinois de ce rang depuis vingt ans, lorsque Oulan Bator s'était bricolé avec la Chine en prenant le parti de l'URSS après la rupture sino-soviétique.

Elle intervient en outre au moment même où Soviétiques et Mongols discutent dans la capitale mongole d'un retrait « substantiel » des troupes soviétiques de ce pays, une initiative annoncée le 28 juillet dernier par le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev.

Soudan

## M. Sadek el-Mahdi se rend à Moscou

Le premier ministre du Soudan, M. Sadek el-Mahdi, était attendu ce lundi 11 août à Moscou pour une visite officielle à l'invitation du gouvernement soviétique. Ce premier séjour en URSS de M. el-Mahdi, depuis sa nomination le 15 mai, survient alors que les relations entre Khartoum et Moscou se sont normalisées et acquiescent même un caractère privilégié. Les rapports soviéto-soudanais s'étaient considérablement détériorés sous le régime du maréchal Gaafar Nimeiry, qui accusait régulièrement l'URSS d'être à l'origine de « complots » éthiopiens et libyens contre son pays. M. el-Mahdi — dont la Pravda publie la photo en première page et une courte biographie, comme il est d'usage pour tout hôte de marque, — s'était entretenu vendredi dernier à Tripoli avec le colonel libyen Mouammar Kadhafi avant d'entreprendre son voyage en Union soviétique.

Selon l'agence libyenne Jana, la rencontre a porté sur « les perspectives de coopération et d'union entre les deux pays frères », sur « les moyens de s'opposer à la campagne de croisade sioniste contre la nation arabe » et sur « les problèmes auxquels sont confrontés l'Afrique, notamment la discrimination raciale et l'accroissement de l'influence sioniste ».

URSS

## M. Yourtchenko a repris ses activités

Moscou. — M. Vitaly Yourtchenko, le transfuge du KGB aux Etats-Unis revenu en novembre der-

nier en Union soviétique, est cité, samedi 9 août, dans un quotidien soviétique comme étant « sain et sauf » et de retour « à son ancien poste depuis mars ». M. Yourtchenko avait déjà fait une réapparition en mars au bar du centre de presse de Moscou dans le but évident de démentir les rumeurs circulant en Occident selon lesquelles il avait été exécuté après son retour en URSS.

Dans une interview à la Moskvaia Pravda, il déclare notamment : « Ma santé va mieux, après un traitement en décembre et janvier. J'ai repris mon ancien poste en mars. » M. Yourtchenko n'indique pas la nature de son travail, ni son employeur. Revenant sur son séjour aux Etats-Unis, qu'il avait déjà décrit dans une conférence de presse, le 13 novembre à Moscou, M. Yourtchenko affirme que la CIA a voulu se servir de lui pour des opérations de désinformation sur la situation au Nicaragua et l'affaire Antonov, liant des agents de l'Est à la tentative d'assassinat contre le pape, sur la place Saint-Pierre, à Rome, en 1981.

● M. Gorbatchev à l'ambassade de Chine. — M. Gorbatchev, l'épouse du numéro un soviétique, a assisté jeudi dernier à une présentation de mode à l'ambassade de Chine à Moscou, a-t-on appris samedi 9 août, de source diplomatique.

C'est la première fois depuis la brouille sino-soviétique du début des années 1960, que l'épouse d'un secrétaire général du Parti communiste d'URSS franchit le seuil de l'ambassade de Chine à Moscou. Ca défilé de haute couture, auquel les épouses des chefs de mission diplomatique accrédités à Moscou étaient également conviées, a été organisé en marge d'une grande exposition industrielle chinoise, la première à se tenir en URSS depuis trente-trois ans. — (AFP.)

● FINLANDE : la police critique. — L'épilogue dramatique, le samedi 9 août, de la première prise d'otages dans une banque d'Helsinki a placé la police sur la sellette, la presse finlandaise lui reprochant son manque de savoir-faire. Le drame a pris fin par la mort du ravisseur et de l'un de ses otages dans l'explosion d'une voiture mise à sa disposition à sa demande. Selon l'agence finlandaise FNB, la police a tiré sur la voiture avant qu'elle n'explose. Or les policiers savaient que le ravisseur détenait une importante charge d'explosif. — (AFP, AP.)

● SUISSE : manifestation antiaméricaine à Berne. — A Berne, sept cents personnes ont défilé, le samedi 9 août, jusqu'à l'ambassade des Etats-Unis, pour protester contre le mort, au Nicaragua, de cinq coopérants, dont un Suisse, au cours d'attaques de la Contra le 28 juillet dernier. Après le défilé, un petit nombre de manifestants ont attaqué à coups de pierres les policiers qui gardaient l'ambassade, dénonçant le soutien apporté par les Etats-Unis aux antisandinistes. La police a dispersé les manifestants à coups de grenades lacrymogènes. La Suisse, dont l'aide au Nicaragua s'est élevée à 4,2 millions de dollars en 1985, a demandé des explications au département d'Etat américain.

**CEPES**  
SCIENCES-PO  
57, r. Ch.-Lafitte, 92200 Nanterre, 47.22.94.94 - 47.45.08.15  
préparations d'été ou annuelles sur place, et par correspondance  
1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année - Fin d'A.P. - 2 centres : Quartier latin du Nanterre

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
MÉDECINE

**LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS**  
L'ÉDUCATION  
NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT  
EN VENTE PARTOUT



## M. Léotard : le législateur légifère sous l'ombre portée du Conseil constitutionnel

Invité, le dimanche 10 août, du « Forum » de RMC, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a estimé que M. Alain Chalandon, garde des sceaux, a « eu raison de poser la question » des pouvoirs du Conseil constitutionnel comme il l'a fait récemment dans les colonnes du Monde (le 9 août).

Il se passe quelque chose actuellement en France, a précisé M. Léotard, qui est la chose suivante : le Parlement légifère, en prenant en compte dans son travail de législateur les réflexions et les décisions du Conseil constitutionnel, et il y a quelque chose qui est très nouveau en fait et qui se développe petit à petit, c'est-à-dire que le législateur légifère sous l'ombre portée du Conseil constitutionnel.

Pour le ministre de la culture, « il y a là (...) quelque chose à quoi nous devons faire attention. Nous ne sommes pas en France dans une situation de gouvernement des juges. Il y a un gouvernement, la Constitution de 1958 lui a donné des pouvoirs, et je peux vous dire

que c'est une bonne Constitution parce qu'elle permet au gouvernement de traverser des épreuves et il a les moyens de gouverner. Mais il y a un Parlement et il faut qu'il ait les moyens de légiférer. Mais si auparavant on l'empêchait de ses moyens de légiférer par une espèce d'ombre qu'on fait porter sur son travail, alors là on change un petit peu l'équilibre des institutions ».

Évoquant ensuite la réforme de 1974, au début du septennat, de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui avait instauré la saisie du Conseil constitutionnel par les parlementaires, M. Léotard a envisagé « la question de savoir si on modifie les institutions, c'est-à-dire si on va vers plus de pouvoir au Conseil constitutionnel ou juste le pouvoir qui lui avait été accordé au début, et je crois que c'est une question qui devra être posée ».

M. Léotard pense que « majorité et opposition » s'entendent en ce moment sur « l'orientation que prennent les institutions ». Il ne serait « pas étonné » qu'il puisse y avoir un consensus entre l'une et l'autre sur ce sujet.

## L'équivoque

M. Léotard a dit, tout haut, au cours du Forum de RMC, ce que certains de ses amis de la majorité murmureraient tout bas depuis quelque temps : ce qui est en cause, dans l'évolution du Conseil constitutionnel dont on s'inquiète aujourd'hui à droite, est le droit de saisine par les parlementaires.

Créée en 1974, à l'initiative conjointe du chef de l'État, M. Giscard d'Estaing, et du président d'alors du Conseil constitutionnel, M. Roger Frey, cette faculté nouvelle avait donné une seconde vie au Conseil constitutionnel. Il lui doit l'importance qu'il a prise progressivement dans le dispositif institutionnel français. Même si le Conseil n'avait pas attendu cette date pour avoir, dès 1971, l'audace fondatrice qui l'a, pour ainsi dire, révéillé à lui-même après des débuts assez ternes (1).

Se trouve-t-il des responsables politiques pour réviser de cette première époque ? Pêle-mêle on citerait pour vieux notables de la République ou station de transit confortable vers des destins meilleurs, le Conseil constitutionnel n'inquiéterait alors personne.

Depuis, il a alternativement irrité et rempli d'aise les majorités et les oppositions successives, sans se départir d'un soin constant à remplir sa principale mission : veiller au respect de la Constitution.

Il est vrai qu'il a fait de façon extensive, évolutive et non à la manière d'un griffier besogneux. Il est vrai qu'il a évolué — les circonstances dont il n'était que partie prenante aidant — vers une fonction de cour constitutionnelle. Il est moins exact que son comportement n'a pas, à ce jour, approché celui d'un « gouvernement des juges », de cette mythique Cour suprême américaine, toujours convoquée pour l'efficacité d'une analogie pourtant déplacée dans le contexte français.

Il faut réfléchir à l'évolution des institutions, opine M. Léotard. L'actuelle opposition socialiste le fait. Après tout, s'assigner comme but de veiller à ne pas banaliser, en le

saisissant à tout propos, le Conseil constitutionnel, n'est pas si mal. La majorité qui met aujourd'hui les bouches doubles n'a pas toujours eu ce scrupule avant le 16 mars.

Ainsi se trouve-t-on inéluctablement ramené au point de départ : veut-on ou non limiter la marge de manœuvre du Conseil ? La remise en question de la réforme de 1974 serait à cet égard un moyen très sûr et... une incontestable régression. Ceux qui la suggèrent maintenant s'en mordraient les doigts plus tard.

Le Parlement légifère sous l'aspect de regard tutélaire du juge, se plaint M. Léotard, « sous l'ombre portée du Conseil constitutionnel ». Il n'est « pas sûr que ce soit une bonne formule », mais n'est-ce pas aussi une garantie ? Il est en tout cas étrange de prophétiser comme conséquence une « certaine impuissance » d'un Parlement réduit en réalité ces jours-ci à un rôle de figurant (thème qui pourrait aussi nourrir les réflexions sur l'évolution des institutions).

Le débat sur le Conseil constitutionnel, puisque débat il y a, est mal engagé. M. Léotard, comme d'autres, contribue à le rendre équivoque, aussi bien avec les arguments polémique qu'il a annoncés au micro de RMC que lorsqu'il affirme la « l'Assemblée nationale, le 5 août que l'argumentation avancée dans la bouche d'un député socialiste a été servie de base à une décision du Conseil constitutionnel ».

La plus grande urgence paraît donc de sortir de cette équivoque. Cette responsabilité incombe à ceux qui ont lancé puis laissé se développer en ces termes une controverse qui, au-delà de prurits conjoncturels, concerne l'État de droit.

MICHEL KAJMAN.

(1) En se référant pour la première fois au préambule de la Constitution de 1958 (et donc à la Déclaration des droits de l'homme de 1789 et au préambule de la Constitution de 1946), le Conseil avait déclaré contraire à la Constitution une loi transposant le principe de la liberté d'association.

## Les nationalistes corses veulent récupérer les autonomistes

Les mouvements nationalistes corses, l'Union du peuple corse (UPC, autonomistes) et le Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA, indépendantistes), ont, pour la première fois, réuni un congrès commun du 8 au 10 août, à Corte (Haute-Corse).

A l'issue de ces « Journées du peuple corse », l'UPC et le MCA se sont « félicités de leur union depuis des décennies de lutte, mais ne se sont pas résolus à... jusqu'à l'unité », unité pourtant concrétisée par une liste commune, reconduite par l'élection législative partielle du 24 août. Alors que M. Léo Battisti, secrétaire général du MCA, a souhaité « la mise en place progressive d'un seul mouvement nationaliste ayant des règles internes qui respectent les diversités des deux mouvements », M. Max Simoni, secrétaire général de l'UPC, a adopté une position plus mesurée, estimant que « l'union ne se décrète pas, elle se construit ».

Invités de l'UPC et du MCA, des militants nationalistes venus de Kanaky (Nouvelle-Calédonie), de Guadeloupe et du Pays basque ont « unanimement condamné la politique colonialiste de la France ».

Ainsi, pour M. Camille Rabin, porte-parole de l'UPC (Union populaire pour la libération de la Corse), « la politique sociale était la nôtre, mais celle de la droite est, elle, devenue répressive à l'usage de l'administration installée en Guadeloupe ». Quant aux représentants du mouvement basque Henri Batasuna, ils ont affirmé que « les Basques subissaient une forte répression du côté espagnol avec la complicité du gouvernement français, ce qui est une injure vis-à-vis des accords internationaux et un affront au peuple basque ». Un délégué a conclu : « Le peuple basque ne restera pas passif devant une telle situation, nous répondrons comme nous l'avons toujours fait ».

Des représentants de la Catalogne et du Val d'Aoste avaient également été invités.

## BRÈVES

« L'Union calédonienne souhaite poursuivre la gestion des régions à majorité indépendantiste. L'Union calédonienne (UC), principale composante du FLNKS, a décidé de continuer à participer à la gestion des trois régions néo-calédoniennes (Nord, Centre et Sud) contrôlées par les indépendantistes, a annoncé le samedi 9 août à Thio, M. Jean-Marie Tjibaou.

Le dirigeant indépendantiste, qui s'exprimait à l'issue d'une réunion du comité directeur de l'UC et quelques jours avant le congrès du FLNKS qui doit se tenir du 15 au 17 août à Lifou (Loyauté), a estimé que la région constitue « un acquis de la lutte des indépendantistes et un outil indispensable pour occuper le terrain ».

M. Tjibaou a cependant souligné que la participation de l'UC à la gestion régionale était, pour une grande part, liée au montant du budget qui sera alloué aux régions par le gouvernement.

Il a indiqué que le gouvernement et les indépendantistes carnaqués devaient parvenir à un consensus sur la définition du corps électoral qui sera appelé à participer au référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, prévu dans un délai de douze mois après la promulgation de la loi Pons, intervenue le 17 juillet dernier.

« M. Rocard et la sécurité : le respect de la vérité ». — Dans sa lettre d'information du 30 juillet, Convergence, consacrée aux questions de sécurité, M. Michel Rocard estime que « la poudre aux yeux et le spectacle sont inutiles et bien souvent dangereux (...). La vraie sécurité s'accommoderait mal de paroles sans portée ou de notes inutiles (...). La qualité de la police, le métier de policier est difficile, contraignant, dangereux. Mais c'est un grand métier. Il mérite le respect : le premier des respects est celui de dire la vérité ».

« Annonce à l'avance que l'on ouvrira d'éventuelles « bavures », c'est bien sûr conforter ceux, rares, qui croient que l'ordre public passe inévitablement par la violence policière, mais c'est surtout menacer l'institution policière dont chacun sait qu'elle agit sous le contrôle de la justice et que les sanctions, s'il doit y en avoir, viendront principalement de celle-ci sans qu'aucun supérieur hiérarchique, fût-il ministre ou même premier ministre, ne puisse l'en exécuter ».

## POINT DE VUE

## Pour la troisième voie de l'ENA

par FRANÇOIS GAYET

Ancien élève de l'ENA (3<sup>e</sup> concours), membre du bureau national du MRG

AINSI, comme pour d'autres réformes accomplies par la gauche, le gouvernement a décidé de supprimer la « troisième voie » d'accès à l'ENA pour les élus des syndicats et du mouvement associatif. C'était pourtant la seule tentative réelle d'ouverture de la haute fonction publique accomplie depuis trente ans. On dit d'ailleurs que M. François Mitterrand dut vaincre la résistance des « énarques socialistes » pour faire aboutir ce projet...

Que de contre-verté, d'inexactitudes complaisamment entretenues au sujet de cette réforme ! Elles méritent d'être rectifiées, même si c'est à titre posthume.

En premier lieu, le troisième concours de l'ENA constituerait une rupture de l'égalité d'accès à la fonction publique en privilégiant certaines catégories de citoyens. C'est oublier qu'il existe déjà, à côté du concours étudiant institué en 1945, un concours interne, créé dans les années 50, réservé aux fonctionnaires et jugé par un jury distinct sur des épreuves distinctes. Mais surtout, c'est négliger la décision du Conseil constitutionnel de janvier 1983, saisie par l'opposition d'alors à propos de la loi instituant la troisième voie, les sages du Palais-Royal s'étaient référés à la Déclaration des droits de l'homme de 1789 pour décider que « rien ne s'opposait à ce que les règles de recrutement soient différenciées pour tenir compte de la variété des talents et des nécessités du service public ».

On s'étonne dans ces conditions que le ministre ait repris le 28 juillet cet argument infondé des détracteurs de la réforme.

Deuxième critique, ce concours serait politisé et ferait la part trop belle à la gauche.

Il n'est pas contestable que l'accès au concours ouvert aux responsables syndicaux a suscité des vocations dans les syndicats marqués à gauche, tels que le CGT et la CFDT. Mais, pour autant, il est tout aussi vrai que les membres d'organisations plus réformistes comme FO ou la CGC ont été candidats et admis dans cette prestigieuse école ; de même que des membres d'organisations professionnelles du patronat telles que la CNPF. Par ailleurs, si l'on compte nombre d'élus locaux de gauche parmi les lauréats du troisième concours...

sième concours, de conseillers généraux et maires proches ou appartenant à la majorité actuelle ont également concouru avec succès.

En tout état de cause, même s'il s'avère qu'ils furent moins nombreux, rien n'interdisait aux élus locaux, aux membres des organisations, associations ou syndicats de sensibilité de droite de se présenter au concours.

Enfin, ce serait faire injure aux jurys composés de conseillers d'État, hauts fonctionnaires, universitaires, professeurs, que de considérer qu'ils n'ont pas accompli leur mission avec impartialité.

## Des améliorations possibles

Cette mise au point faite, on doit à la vérité de dire que, malgré son intérêt, le troisième concours présente des défauts qu'il faudrait, ou qu'il aurait fallu corriger. Le tarissement des candidatures en est la manifestation la plus sérieuse.

Pour y remédier, il aurait fallu ouvrir plus largement le concours au secteur privé. La difficulté à cet égard était de trouver des critères d'admission à la candidature.

Parallèlement aux principes posés par la loi de 1983, une solution aurait pu consister à ouvrir le concours aux membres élus des chambres de commerce, de métiers, des tribunaux consulaires.

Autre amélioration proposée, les épreuves du classement de sortie, en fin de scolarité, devraient être les mêmes pour tous les élèves, qu'ils soient issus des premier, deuxième ou troisième concours.

Enfin, la promotion du troisième concours dans les organisations susceptibles d'en être le « vivier » aurait dû être développée, comme la préparation des candidats mieux assurée, pour en augmenter le nombre et la qualité.

Mais on le sait, ce souci d'amélioration du troisième concours destiné à parfaire l'ouverture de l'ENA engagée en 1983, n'est plus à l'ordre du jour.

Il semble, malheureusement, que le souhait du ministre est d'abord de supprimer et de donner ainsi satisfaction à l'association des anciens élèves de l'ENA dont l'actuelle direction paraît fort influente dans les sphères du pouvoir.

Sous son impulsion, l'association manifeste surtout des préoccupations corporatives et méprisantes accentuées par le sentiment de frustration éprouvé par nombre de ses

membres, énarques éloignés des postes qu'ils rêvaient d'atteindre.

Cette association n'a cessé de contester la troisième voie : non contente de former devant le Conseil d'État un recours en annulation du décret organisant les concours d'entrée — ce qui, somme toute, était de bonne guerre — elle a la suprême élégance d'attaquer devant la Haute Assemblée les décrets de nomination individuelle de la première promotion.

Enfin, dernière mesquinerie, pour l'inscription dans le « livre-sacré », c'est-à-dire l'annuaire des anciens élèves, elle a accompagné le nom des élèves issus du nouveau concours de la formule « élève rattaché ». Singulière façon pour des hauts fonctionnaires d'interpréter une loi votée par la représentation nationale et approuvée par le Conseil constitutionnel.

Mais tout cela est anecdotique. Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est la capacité de notre pays d'adapter cette institution qu'est l'ENA pour lui éviter la sclérose.

La réforme de 1983 a ouvert vers toutes les catégories sociales, vers toutes les forces vives comme le souhaitaient d'ailleurs ses « pères fondateurs », M. Michel Debré et le général de Gaulle.

La réforme de 1983 était dans ce sens avec l'institution du troisième concours. Il est indéniable que les fonctionnaires qui en sont issus remplissent correctement leur tâche au service de l'État.

Ils apportent à l'administration, aux juridictions de notre pays, une richesse supplémentaire, fruit de leur expérience acquise dans d'autres formes de service de l'intérêt général.

L'ouverture de la haute fonction publique dont on dissertait en vain depuis des années a été engagée en 1983. Il serait regrettable pour le service public d'y mettre fin parce que c'est le mode de faire ce qui a été fait.

Ce ne serait, en tout cas, à la gloire ni du gouvernement ni du ministre actuel.

## La CGT réclame la convocation d'un conseil d'administration « exceptionnel »

Administrateur de l'ENA (École nationale de l'administration) et responsable du secteur emploi-formation professionnelle de la CGT, M. Alain Guichard réclame la convocation d'un conseil d'administration « exceptionnel » de l'ENA.

Dans une lettre ouverte adressée à M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, le dirigeant cégétiste reproche à celui-ci d'avoir annoncé des réformes concernant l'ENA, le 28 juillet, sans en avoir informé le conseil d'administration, dont la prochaine réunion est fixée au 9 décembre. Il l'accuse de l'avoir mis devant « le fait accompli ».

M. Guichard se déclare opposé aux mesures prévues qui vont « à l'encontre de la démocratisation » et conduiront au « renforcement de l'illuminisme et du caractère de caste de l'ENA ». « Les hauts fonctionnaires seront encore plus coupés de l'ensemble des fonctionnaires et de la population », estime-t-il.

Parmi les décisions prises par le ministre, figure la suppression de la troisième voie de recrutement pour l'ENA, créée par la gauche, qui ouvre l'accès de l'école aux élus locaux, aux représentants de la vie associative, des organisations professionnelles et syndicales. M. de Charette s'était également prononcé pour une diminution des promotions formées par l'ENA, le nombre des élèves devant passer de 166 en 1985 à 132 en 1986 et à 80 en 1987.

## M. Léotard : être présent en 1988

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication et secrétaire général du PR, interrogé, lors de l'émission « Forum » de RMC, le dimanche 10 août, sur son attitude en cas d'élection présidentielle anticipée, a notamment affirmé : « Je ne sais pas du tout ce que je ferais. Je me consacrerai vers la formation politique dont je suis le patron (...) et puis nous en discuterons ensemble (...) ». Que ce soit directement ou indirectement, nous avons l'intention d'être présents.

M. Léotard a précisé quelques-unes des « lignes de partage » qui différencient, selon lui, ses réflexions des positions de MM. Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing. Ainsi, le PR a, selon son secrétaire général une volonté « peut-être forte qu'eux, pourquoi pas », de « sortir ce pays de la profonde dépression dans laquelle il se trouve ». En politique extérieure, les amis de M. Léotard ont « la volonté de rejoindre encore davantage les pays du monde libre ». Il y a certainement là, a conclu le ministre, des appréhensions sensiblement différentes.

## M. Doubin : traversée du désert

M. François Doubin, président du MRG, affirmait notamment dans une interview au Figaro du 11 août : « On ne gagnera à gauche (...) que si chacun des courants de la gauche peut se développer et s'affirmer. Tous ces courants sont à l'heure actuelle vidés de leur substance par l'Union de la gauche du PS. L'union de la gauche a été nécessaire mais aujourd'hui elle est pratiquée par le PS, il y a lieu de dire qu'elle a pris fin et que doivent lui succéder des rapports souples entre les différents partis de gauche ».

A propos des élections législatives, M. Doubin précise : « En tout état de cause, nous ne ferons plus d'accord national avec le Parti socialiste ; nous laisserons aux fédérations le soin de constituer leur accord départemental par département. Il va falloir que le parti accepte de se reconstruire par la base en (...) acceptant de voir notre représentation nationale diminuée. L'autonomie ça a un prix. Je m'apprête à une traversée du désert, mais nous ne pouvons être éternellement les porteurs d'eau du Parti socialiste ».

Tout en réusant de s'en tenir à la « ligne de barbelés entre la gauche et la droite », M. Doubin réfute toute idée de « dérive droitière » du MRG. « L'autonomie, souligne-t-il, cela ne veut pas dire changement de camp ».

**Le Monde**  
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB  
Parution le 15 septembre 1986  
Renseignements publicités : 45-55-91-82, poste 4196

**NE BRISEZ PAS LA VOIX DE LA FRANCE !**

Radio France Internationale, RFI, émet 24 heures sur 24, en onze langues et vers tous les continents. Les journalistes de RFI respectent leurs quatre-vingts millions d'auditeurs en leur offrant une information nationale et internationale rigoureuse, pluraliste. Aujourd'hui, pourtant, on cherche à faire d'eux des « zéloteurs de la police officielle »...

Si la voix de la France devient la voix de Son Maître, quel qu'il soit, elle y perdra en crédibilité. Les journalistes de RFI veulent faire de l'information, pas de la propagande... Écoutez notre station, et jugez !

Région parisienne sur Ondes Moyennes : 738 kHz (406 m).  
Reste de la France sur Ondes Courtes : 6175 kHz dans les 49 m.

Communiqué financé par les journalistes de RFI





# 24. A gauche, ne vois-tu rien venir ?

UNE question lancinante court au long des années « gaulliennes » : la gauche est-elle à jamais vaincue ? Dans le délabrement consécutif à la guerre froide et à la guerre d'Algérie, d'abord déchirée en elle-même, puis écartée du pouvoir, ne puiserait-elle pas dans ses réserves les éléments d'un élan nouveau ? Les données du problème étaient rendues complexes par le cumul de ses conflits internes. D'ailleurs, parler de « la » gauche restait douteux : depuis 1947, la coupure entre les communistes et les autres semblait insurmontable. Guy Mollet, dans une formule devenue célèbre, avait remis les choses à leur place géographique : le PCF n'était pas « à gauche » mais « à l'est ». Nuance de taille, en effet. Néanmoins, tous les événements qui s'échelonnent de 1958 à 1962 pouvaient donner à penser qu'une redistribution des cartes était possible en faveur des adversaires du général.

Ainsi, puisque le régime avait pris un tour encore plus personnel par les vertus de la réforme de la Constitution, entérinée par le référendum de 1962, les partis de gauche ne seraient-ils pas poussés à retrouver le chemin de l'unité à travers la candidature d'un des siens à l'élection présidentielle de 1965 ? Certes, de Gaulle paraissait à tous imbattable, mais il aurait alors soixante-quinze ans : rien n'obligeait à croire qu'il espérait un nouveau septennat. Or les « hommes de progrès » disposaient d'une personnalité aux mérites éclatants : c'était Pierre Mendès France. Ne serait-ce pas, disait-on ici et là, une merveilleuse ruse de l'histoire que l'avènement de PMF à la présidence de la République, par la voie même contre laquelle lui et la gauche unanime s'étaient prononcés ? Certes, mais les ruses de l'histoire, il faut souvent leur donner un petit coup de pouce. Or Pierre Mendès France était rien moins que rusé.

## Un entêtement suicidaire

Sans hostilité contre la personne du général de Gaulle, ayant même exprimé à plusieurs reprises l'admiration qu'il éprouvait à son égard, Mendès s'était déclaré irréconciliable avec le régime de la V<sup>e</sup> République. Il s'y tint, avec un entêtement suicidaire. De son bref passage au pouvoir, en 1954-1955, il avait laissé derrière lui un courant d'espoir et de sympathie, que le « système » même de la IV<sup>e</sup>, dénoncé par de Gaulle, stérilisait. Les nouvelles institutions ne devenaient-elles pas, à terme, pour l'après-gaullisme, le moyen de donner enfin sa chance à ce que le mendésisme incarnait, et que Stanley Hoffmann a appelé un « confluent des modernités » ? Oui, mais... Pour Mendès, le régime était illégitime, né d'un coup d'Etat militaire, mis en place sous la menace des parachutistes : il était congénitalement antirépublicain. En 1958, face à de Gaulle, Mendès avait été — avec François Mitterrand — la voix de la tradition républicaine, celle qui faisait écho au Victor Hugo des *Châtiments* : « S'il en demeure dix, je serai le dixième ! » Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là !

Oh ! certes, Mendès France n'avait pas élu domicile à Jersey, mais il avait choisi une autre forme d'expatriation : l'exil constitutionnel. Sur la question de la légitimité, on doit lui accorder qu'il avait raison au moment du 13 mai 1958. Par la suite, les multiples élections, référendums, mais aussi sondages d'opinion ont révélé le caractère populaire d'un régime dont les principes ne sont plus discutés, alors que la Constitution de la IV<sup>e</sup> République n'avait reçu l'aval que d'un gros tiers des Français et que, durant son existence, elle n'avait cessé de perdre l'estime publique. Or la querelle que Mendès faisait à la légitimité du régime induisait une stratégie : puisque la gauche ne pouvait y faire sa place, il fallait en attendre l'écroulement. Celui-ci était fatal : l'ancien président du conseil le répétait. Au mieux, ce n'était qu'« un régime intérimaire ».

En 1963, quand les états-majors des partis se mettent à réfléchir sur l'échéance de 1965, le nom de Pierre Mendès France paraît devoir encore s'imposer. Peine perdue : le « non » de Pierre Mendès France ne paraît pas devoir s'exposer. De cette époque date le suicide politique d'une des rares figures de l'après-guerre qui ait su gagner le respect et la confiance du peuple français. Cependant, dès 1954, du temps qu'il entrât à Matignon, François Mauriac, un de ses fervents admirateurs, se

*La gauche ne peut arriver au pouvoir ni avec le Parti communiste ni sans lui. Après l'échec de M. X..., François Mitterrand s'efforce de faire mentir cette idée reçue.*



Mendès France annonce sa participation à la campagne électorale aux côtés de Gaston Defferre, candidat à la présidence de la République en 1969. En médaillon : M. Mitterrand votant à Châteaux-Chénon, le 15 juin 1959.

## Au cours d'une conférence de presse

## M. MENDES-FRANCE PRÉCONISE LA FORMATION d'un « gouvernement intérimaire » chargé d'une double mission

• faire la paix en Algérie • restaurer la démocratie

Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue lundi après-midi, salle des Ingénieurs civils, M. Pierre Mendès-France s'est fait, avec éloquence et avec une conviction douloureuse, le porte-parole de ceux qui préoccupent deux tâches majeures : celle d'une « algérianisation » de la métropole et celle de la gu...

Algérie et rétablir en métropole une véritable démocratie.

Comment mettre en place ce gouvernement ? L'ancien leader radical a refusé de s'engager trop tôt à l'égard de réponses ultérieures que par une boutade à une question qui se voulait embarrassante. Il s'est référé à un précédent illustre, celui de la conférence de presse du 13 mai 1958, où le général de Gaulle avait évoqué la « flexibilité considérable » des processus, comme s'il voulait donner à entendre que le droit d'éluder n'est pas un privilège présidentiel.

Certains estimèrent que cette absence de réponse sur un point important affaiblissait le propos de M. Mendès-France, et pensèrent qu'il est difficile de prendre au sérieux un gouvernement qui ne se donne à lui-même que deux mois pour régler deux problèmes fondamentaux.

On peut tout aussi bien considérer que le dessein de M. Mendès-France n'était pas de proposer un programme complet et étalé, mais de lancer « en cri d'alarme » « qui ne peut consister qu'à être vite ».

(27 septembre 1961.) RAYMOND BARRILLON.

## L'ACTUALITÉ POLITIQUE

## IXE A L'ÉLYSÉE

Depuis trois semaines un personnage nouveau a fait une entrée assez fracassante dans la vie politique, ou plus précisément dans la course à l'Élysée : l'« nouvelle Monsieur X ».

## LA CANDIDATURE DE M. GASTON DEFFERRE

### — PORTRAIT —

### UN HOMME D'ACTION

(20 décembre 1963.)

*« J'espère être le candidat de l'ensemble de la gauche »*

Demain : De Gaulle en ballottage

demandait déjà si ses « vertus » pouvaient « coexister dans un même homme avec la rouerie, avec la ruse », bref s'il était capable des « concessions appropriées » pour désarmer l'adversaire. Prisonnier d'un serment qu'il s'était fait à lui-même, pétrifié dans un refus à l'antique, pris en défaut de lucidité sur l'avenir du régime, Mendès s'interdit d'être un homme politique au sens plein du mot. Du reste, dans le nouveau parti auquel il avait adhéré, le Parti socialiste autonome, né de la scission de la SFIO de 1958, puis le PSU créé par unification de diverses formations en 1960, il dédaigna toute espèce de responsabilité dirigeante, ne fit rien pour imposer ses chances, se satisfaisant d'un strapontin en guettant la fin interminable et imminente de la Cinquième.

Jugement trop sévère ? A dire vrai, la sévérité est proportionnelle à la déception. On s'était sans doute trompé sur Mendès France : homme de tous les courages, haute figure du civisme républicain, clairvoyant sur les problèmes contemporains, il avait trop lu Alain et pas assez Machiavel : cette Cassandre, comme dit Gilles Martinet, n'était pas un « tueur ». A vrai dire, ils sont rares, ceux qui entrent dans le combat politique doublement armés d'un idéal d'action et d'un savoir-faire manœuvrier. Les plus doués perdent souvent en chemin la générosité de leur jeunesse et deviennent ministres comme on devient roi de la bière ou de la saucisse : les plus sincères, de leur côté, risquent de tomber dans l'irréalité définie par Péguy : « Ils ont les mains blanches, mais ils n'ont pas de mains ». PMF troqua le rôle du chef contre celui du père noble, drapé dans l'intransigeance douloureuse.

Dès lors, qui pourrait donc porter les couleurs de la gauche ? Guy Mollet, qui oppose la « bonne Constitution de 1958 » à la mauvaise de 1962, préconise une candidature symbolique et morale, par exemple les moustaches d'Albert Schweitzer. Façon de vider la fonction présidentielle de sa puissance, pour transmettre celle-ci au premier ministre. Cependant, parallèlement à la vieille gauche, on avait assisté depuis 1958 à la floraison des clubs, qui entendaient repenser l'avenir de la démocratie, adapter les grands principes aux nécessités pratiques, et pourquoi pas, préparer le retour de la gauche dans le cadre institutionnel approuvé par la majorité des Français. C'était la perspective, notamment, du club Jean-Moulin.

## L'opération « Monsieur X »

En 1963, l'Express, en cheville avec celui-ci, lance l'opération « Monsieur X » : il s'agit de dessiner chaque semaine, trait par trait, le portrait-robot du bon candidat de gauche ; à la fin, un nom s'imposera logiquement sur ce schéma. Les mauvaises langues laisseraient entendre que l'opération visait à désigner Jean-Jacques Servan-Schreiber en personne, alors directeur de l'hebdo. Mais le 9 octobre, le Canard enchaîné dévoilait tout : « Ce « Monsieur X » qui doit être candidat contre de Gaulle, c'est l'homme au masque Defferre ».

La candidature du maire de Marseille tient la route jusqu'en juin 1965, en dépit de Mollet. Defferre entendait néanmoins associer ses chances sur un vaste rassemblement de la gauche non communiste et du centre anti-gaulliste : ce que l'on appela la « grande Fédération ». Bon gré mal gré, il fallait en effet choisir, pour faire pièce à de Gaulle, entre deux alliances inconciliables : ou la coalition avec les communistes (les socialistes n'y tenaient pas, et Defferre y était fermement hostile) ou l'union avec le centre droit (où l'on retrouvait, entre autres, l'éternelle question de la laïcité). On y crut, un peu, beaucoup, jusqu'à un certain 18 juin 1965 où tout s'effondra. Les arrière-pensées des uns et des autres étaient incompatibles. Une semaine plus tard, Gaston rentra sous sa tente. Les communistes éprouvèrent une satisfaction non dissimulée, puisqu'ils étaient le second terme logique de l'alternative. Mais la question devenait urgente : Mendès France et Defferre exclus, qui allait donc défendre les chances de la gauche face à de Gaulle ? Et par quelle procédure désignerait-on ce candidat ? C'est à ce point précis que, dans un coin de la pièce, et à la manière des feuilletonnistes, François Mitterrand prononça in petto les deux petits mots qui retiennent le souffle des lecteurs rongés d'incertitude : « A suivre... »

MICHEL WINOCK.



FAITS DIVERS

Dans la Creuse

Trois personnes en garde à vue après la mort par noyade d'un adolescent

LIMOGES de notre correspondant

Gérard Longué, quinze ans, d'origine camerounaise, habitant Montreuil, est mort noyé vendredi soir 8 août vers 21 heures dans le lac de Vanvrière, un vaste plan d'eau de 100 hectares au centre du Limousin. Les circonstances de cette noyade sont telles que le parquet de Guéret (Creuse) a ouvert une enquête et que le corps du garçon a été transféré au CHU de Limoges pour autopsie.

Dimanche soir, trois gardes à vue étaient décidées par le procureur de la République de Guéret, en accord avec le commandement du groupement de gendarmerie de la Creuse pour « indices graves et concordants de coupes, violences et vols de fait volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

Gérard Longué était en vacances à la colonie de la ville de Montreuil au château du Mazon dans la banlieue de Limoges. Avec une quinzaine d'adolescents encadrés par quatre moniteurs, il était monté camper sur les bords du lac pour s'initier à la planche à voile.

Le soir de l'arrivée du groupe, avec trois camarades (un d'origine métropolitaine et deux d'origine maghrébine), Gérard Longué emprunta, sans autorisation, deux embarcations amarrées dans une base de pédalos proche du lieu de leur campement. Le propriétaire de la base, M. Guy Jabut, quarante ans, les apercevant, partit en canot à leur poursuite avec deux amis, M. Dominique Cortegiani, dix-huit ans, et un mineur, dans l'intention de « donner une leçon » aux adolescents. M. Jabut a reconnu avoir « poussé à l'eau » les quatre garçons ; trois d'entre eux, qui ont regagné la rive à la nage, ont dit avoir été « sauvagement agressés » et menacés de services sexuels.

Selon une riveraine dont le témoignage a été diffusé dimanche par les stations locales de Radio France Creuse et Radio France Limoges, M. Jabut et ses amis auraient frappé les jeunes, les auraient jetés par dessus bord et leur auraient maintenu la tête sous l'eau.

D'après ses camarades, Gérard Longué, garçon athlétique, nageait bien. Son corps a été retrouvé samedi par les plongeurs au fond du lac. Les trois prévenus devaient être présentés au parquet de Guéret lundi matin 11 août.

Mme Sylvie Rittman, adjoint au maire de Montreuil, s'est rendue dimanche après-midi sur les lieux.

Dans un communiqué, SOS Racisme a dénoncé dimanche soir « la véritable ratonnade nocturne » et a annoncé qu'une équipe de l'association se rendrait sur place pour enquêter.

GEORGES CHATAIN.

Un ingénieur grenoblois accusé des policiers de l'avaroir malmené

LYON

de notre bureau régional

Dix jours après avoir été interpellé et, affirme-t-il, malmené par des policiers de la brigade de surveillance nocturne de Grenoble, un ingénieur de cinquante-neuf ans actuellement en chômage, M. Victor Gallet, continue de séjourner au centre hospitalier des Sablons, où il a dû subir une intervention chirurgicale à l'abdomen. Dans la lettre qu'il a adressée au procureur de la République pour porter plainte, M. Gallet affirme avoir été interpellé dans la soirée du vendredi 1<sup>er</sup> août à la suite d'une altercation avec un automobiliste. Conduit à l'hôtel de police, il aurait été contraint de se déshabiller, jeté à terre et frappé de coups de pied dans le ventre et dans le dos avant d'être conduit, dans la nuit, à l'hôpital. M. Gallet reconnaît aussi qu'il était, ce soir-là, en état d'ivresse et qu'il a insulté les policiers.

A l'hôtel de police, où une enquête interne a été ouverte sur la demande du procureur de la République, le commissaire Sibille, responsable de la sécurité générale, en congé lors des faits, affirme ne pouvoir pour l'instant ni démentir le témoignage de M. Gallet ni produire une autre version.

L'affaire de la banque Worms

La deuxième jeune femme complice a été inculpée

M<sup>lle</sup> Morgane Miegerville, qui est accusée d'avoir participé au simulacre de rapt de la banque Worms, jeudi 24 juillet, a été inculpée de « tentative d'extorsion de fonds et de complicité de séquestration », le dimanche 10 août, par M. Gilles Rivière, juge d'instruction chargé de l'affaire.

Elle est infirmière, M<sup>lle</sup> Miegerville, âgée de vingt ans, n'a joué qu'un rôle secondaire aux côtés du « cerveau » de l'affaire, M. André Millespie, toujours en fuite, et de M<sup>lle</sup> Martine Pietri, la secrétaire prétendument détenue en otage : elle était chargée de surveiller les abords de la banque Worms, le jour de la tentative d'extorsion de fonds, afin de prévenir son complice d'une éventuelle arrivée de la police.

M<sup>lle</sup> Miegerville s'est présentée spontanément au Quai des Orfèvres, samedi 9 août dans la soirée. Elle a déclaré aux enquêteurs qu'elle avait agi « par amour » pour André Millespie.

Tuerie dans un motel près de Sète

Les corps de trois personnes — deux hommes et une femme — tués par des armes de gros calibre, ont été découverts dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 août, dans un motel isolé près de Sète (Hérault). Les trois victimes, âgées d'une trentaine d'années, n'ont pas pu être identifiées, bien que leurs papiers d'identité, « en très mauvais état », selon les enquêteurs, aient été retrouvés.

Les deux chambres occupées par les victimes ont été vidées. Les enquêteurs ont tiré à bout portant, après avoir attaché un homme et la femme avec des menottes. Les enquêteurs du SRP de Montpellier estiment qu'il pourrait s'agir d'un règlement de comptes.

JUSTICE

(Suite de la première page.)

Le 14 juillet, le président persista dans son refus de signer. Loin des ordonnances, l'affaire du Carrefour du développement change brusquement de registre dans la semaine suivante. Eclipsés, le château d'Orléans et le sommet franco-africain de Bujumbura : le jeu de piste conduit inéluctablement vers la commune de M. Nucci, Beaurépaires, ses affiches électorales et ses fausses factures. Avec crochet, au passage, par l'Elysée, le PS et le Paragay.

Le 16 juillet, le *Canard enchaîné* révèle que la présidence a dû renboursier, le 30 avril à la régie Renault, la R-25 blindée payée en 1985 par Carrefour du développement. Une semaine plus tard, l'hebdomadaire montre comment M. Henri Emmanuelli, alors secrétaire d'Etat au budget, avait été alerté sur les armoiries de M. Châlier. Entre-temps, la police descend à Beaurépaires, procède à une perquisition au siège parisien de l'OFRES, société d'édition travaillant pour le compte de municipalités socialistes. Le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau, rentre spécialement de vacances pour inculper l'imprimeur de M. Nucci, M. Châlier, qui a pris rendez-vous avec un journaliste du *Figaro Magazine*, précise ses attaques, révélant sur un ton presque badin avoir rencontré M. Mitterrand pour l'entretien de l'affaire. Les pions sont avancés.

Simple coïncidence, bien évidemment. Officiellement, l'évolution du dossier n'a rien à voir avec la situation politique. La justice, répète-t-on de tous côtés, suit son cours, et la brusque bifurcation de l'enquête vers l'aspect le plus politique — indéniable, au demeurant — de ce scandale à tiroirs ne tient qu'à une aléa de l'instruction. Il ne faut voir également que le hasard met à la disposition de la justice « des éléments incontestables » de la cohabitation coïncide pratiquement avec le débat des amis de M. Nucci.

Mais le hasard, comme le dit la sagesse populaire, fait souvent bien les choses. Et la « coexistence », n'est dépourvue de certains, impose une double lecture des événements. A situation nouvelle, scandale inédit : à-t-on, par exemple, jamais connu affaire aussi rocambolesque dans laquelle le peu de politisme ? M. Nucci a beau s'interroger gravement sur « l'exploitation politique » du dossier, il est bien en peine d'en fournir la moindre illustration patente. Et pour cause : le mystère est tout du côté des responsables de la majorité. Alors que MM. André Santini et Raymond Courrière s'étaient joyeusement empoignés sur une affaire (FONASEC) (1), qui,

L'affaire du Carrefour du développement

Coïncidences ?

À côté du Carrefour du développement, fait figure de brouille, on chercherait en vain l'ombre d'une méchanceté dans les propos publics des ministres en exercice.

Peut-être doit-on y voir l'une des vertus de la cohabitation. Mais ceux qui ne se font pas d'illusions y verront plutôt une habileté consacrée de la part de la majorité pour gérer le dossier. Elle joue, il est vrai, sur du velours : il n'est qu'à laisser parler les faits, les acteurs et surtout les comptes en banque ; le message passe : les socialistes n'ont pas le monopole de la morale... Pas un mot de trop, donc : la coalition gouvernementale n'entend surtout pas être tenue pour responsable d'une quelconque atteinte à la cohabitation.

Un parcours sans faute

En privé, la retenue est moindre. Fanfaronnade ? Certains estiment tenir avec Carrefour du développement un moyen de pression sur le président. Le 14 juillet aura montré la vanité d'une telle affirmation. Mais jusqu'où peut remonter l'affaire ? Toute la question est là : y a-t-il mystère, dans le dossier, à coexistence ? Bien rares sont ceux qui, aujourd'hui, possèdent une

vision globale de l'histoire et sont capables de répondre à cette interrogation, suspendue au-dessus des socialistes.

L'affaire, dit-on, est prévue pour durer. Régulièrement, en ministre cohabitationniste exemplaire, M. Michel Aurillac informe M. Mitterrand de ses développements. Seule voix autorisée, manifestation du gouvernement Châlier sur cette affaire, l'ancien préfet réalise un parcours sans faute, maintenant la pression dans les moments creux, se plaçant plutôt en retrait à l'occasion, et surtout s'attachant à contenir strictement l'affaire dans un contexte « franco-français ». Ministre de la coopération, M. Aurillac entend absolument dissocier la politique africaine de la France, du Carrefour du développement.

Simple « spectateur » dans l'affaire, comme il s'est lui-même décrit, M. Aurillac n'en a pas moins su intervenir régulièrement : pour se déclarer « choqué » par la lecture de la lettre d'Yves Châlier, pour parler de « brigandage », faire monter l'ampleur des sommes non justifiées à 20 millions de francs, s'interroger sur le rôle de M. Pennec dans l'organisation du sommet ou encore pour juger que l'ancien chef de cabinet de M. Nucci s'était « bien gardé de dire tout ». Si la majorité cherchait un pourfendeur de « bri-

ganda », elle l'a trouvé en la personne de M. Aurillac : « En vingt-cinq ans de carrière, je n'ai jamais vu de telles extravagances », a dit le ministre. Menée principalement par la PJ, l'enquête, en tout cas, est suivie de très près à la coopération, comme au ministère de l'Intérieur.

En surface donc, les civilisés. D'autres se chargent des opérations moins reluisantes. Les appels téléphoniques anonymes se multiplient : « on » tient à alerter la presse sur tel ou tel aspect du scandale, comme pour l'élargir, dans les journaux, à des faits dont la police ne s'est pas encore saisie, ou n'envisage peut-être pas de le faire. Des antiohabitationnistes peut-être ? En tout cas, ces indications — souvent fondées — n'émanent sûrement pas d'amis de M. Nucci ou de M. Hubert Haddad, le fondateur de l'OFRES.

Au-delà de cette atmosphère empoisonnée, les vraies questions restent sans réponse. La première, bien sûr, concerne la destination des 6,5 millions de francs sortis en liquide. Il ne devrait pas être très difficile de vérifier si les agents de sécurité — fonctionnaires ou mercenaires ? — envoyés à Bujumbura ont effectivement bénéficié de primes en espèces comme l'affirme Yves Châlier. La deuxième : le projet braché sur les franges de M. Nucci n'a-t-il pas pour fonction d'attirer l'attention sur des péripéties, afin de masquer un enjeu beaucoup plus important, dans lequel, contrairement au vœu de M. Aurillac, la politique africaine de la France serait bel et bien impliquée ?

Mais, sur un autre plan, on ne peut s'empêcher de se demander pourquoi la poie de l'ancien chef de cabinet, vraisemblablement écrite début mai, n'est parvenue à M. Aurillac que le 13 juin, selon son cabinet. Que s'est-il passé d'autre part, pendant ces quinze premiers jours de mai, avant l'ouverture de l'information pour faux ? Et enfin, comment le juge a-t-il pu attendre deux mois avant de lancer un mandat d'arrêt contre M. Châlier ? La dernière coïncidence n'est sans doute pas la moindre : les rumeurs sur la fuite de l'ancien militaire « dans un pays avec lequel la France n'entretient pas de convention d'extradition » ont commencé à circuler à une époque où il venait tout juste de quitter Londres...

CORINE LESNES.

(1) Office national à l'éducation sociale et culturelle des rapatriés dont l'utilisation des fonds, d'origine publique, a été contrôlée par M. André Santini, actuel secrétaire d'Etat aux rapatriés.

M. Nucci propose de demander lui-même la levée de son immunité parlementaire

L'ancien ministre de la coopération, M. Christian Nucci, a fait transmettre, le dimanche 10 août, par l'intermédiaire de son avocat la déclaration suivante à l'AFP : « Une action judiciaire se déroule depuis plusieurs semaines sur les conditions d'utilisation de certains crédits du ministère dont j'avais la charge. Des éléments irréfutables sont diffusés dans la presse en provenance de sources non identifiées. Cette méthode de harcèlement a permis de créer un climat où la calomnie et la diffamation l'emportent souvent sur l'information. Le 5 août 1986, le procureur de la République de Paris a engagé une procédure judiciaire conservatoire à mon égard. Je viens de lui faire connaître par lettre que si mon immunité parlementaire était une entrave au bon déroulement de l'information, j'en demanderais moi-même la levée. Si ma responsabilité devait être mise en cause, il reviendrait à mes pairs de me juger conformément à l'article 68 de la Constitution. Quelles qu'aient pu être mes maladroites ou mon excessive confiance dans les hommes, j'ai la certitude de ma probité personnelle. »

RELIGIONS Les confessions de deux évêques français

Près de vingt-cinq ans les séparent. Le premier a fait le Concile et va bientôt quitter son diocèse d'Autun. Le second, évêque d'Evreux, vient d'être ordonné prêtre quand Vatican II a commencé.

Deux recueils d'entretiens rapprochent deux des plus fortes personnalités de l'épiscopat français, Mgr Armand le Bourgeois et Mgr Jacques Gaillot. Les deux livres qu'ils viennent de publier mettent en relief, au-delà de la différence de génération, la liberté de parole de l'évêque aujourd'hui (1). En use-t-il aussi ? En abuse-t-il ? L'opinion n'a pas fini de se diviser.

Ancien supérieur général des eudistes, Armand le Bourgeois a fait le tour du monde. Nommé évêque il y a vingt ans, ce religieux ne savait pas gérer une paroisse, encore moins un diocèse.

Est-ce ce que l'on demande à un évêque ? Son flair et son pragmatisme ? Son flair et son pragmatisme, l'unité de l'un des diocèses — Autun, en Saône-et-Loire — les plus éclatés. Taliz, laboratoire ecclésial, voisine avec Paray-le-Monial, place forte du courant charismatique. La communauté traditionnelle des frères de Saint-Jean de Rimont, avec l'équipe des prêtres de Lagay, même une expérience quasi-révolutionnaire d'accueil par l'Eglise (sans le sacrement) de jeunes baptisés qui font un mariage à l'essai.

Tout l'art de l'évêque est précisément de stimuler sans précipiter, de freiner sans décourager. Mgr le Bourgeois n'a pas manqué d'audace dans le domaine ecclésial, dont il fut le principal responsable dans l'Eglise catholique de

France de 1974 à 1981, et sur la question controversée des divorcés remariés. Dans un concert de protestations, il a été le premier évêque à autoriser des mariages chrétiens pour des divorcés que leur reniement mettait au ban des pêcheurs. « Ce que je ne supporterais de la part d'aucune administration civile ou militaire, je ne peux pas le tolérer de mon Eglise. » Il n'a pas toujours eu un partenaire commode pour la Curie romaine. Mais parce qu'il croit que le métier d'évêque est avant tout affaire de doigté, Armand le Bourgeois est de ceux qui pensent que l'Eglise ne doit pas, à tout bout de champ, prendre position. « A la limite, dit-il, je trouve qu'elle parle trop. »

Le danger qui guette — et qu'a aperçu Mgr le Bourgeois — est celui du systématisme. S'il faut que les évêques se mettent à « parler clair et vrai », on peut regretter que Mgr Gaillot ne puisse aller jusqu'au bout de ses explications sur la cohabitation des deux écoles, son refus de la défense nucléaire, son souhait de l'ordination d'hommes mariés. Et qu'il en dise plus sur des formules toutes faites : « Il faut briser le mythe de l'immunité des évêques. » Ou : « Il ne suffit pas de restaurer la maison, il est urgent d'habiter celle des autres. » On reste un peu sur sa faim.

HENRI TINCO.

(1) Un évêque français, Mgr le Bourgeois. Entretiens avec Jean-Philippe Châlier et Monique Hébrard — Desclée de Brouwer — 215 p., 85 F. Ils m'ont donné tant de bonheur, Mgr Gaillot. Entretiens avec Gwendoline Jarzyk — Desclée de Brouwer — 152 p., 78 F.

TOURISME

Chaîne humaine avec trois autour du mont Blanc

Les organisateurs des fêtes du bicentenaire de la première ascension du mont Blanc n'ont pu tenir leur pari de réunir le dimanche 10 août cent mille personnes qui se seraient tenu la main pour réaliser une gigantesque cordée humaine sur les 9 kilomètres séparant Chamonix de Genève. Si les habitants de ces deux villes avaient répondu en masse à cet appel, de nombreux maillons manqueraient à la chaîne dans la vallée de l'Arve. Vingt mille personnes selon la gendarmerie, soixante mille selon les organisateurs, s'étaient mobilisées pour cette tentative.

Alors que les festivités se poursuivaient à Chamonix, quatre alpinistes ouest-allemands ont trouvé la mort sur le versant français du massif du Mont-Blanc. Trois d'entre eux ont été déversés en tentant l'ascension de la face nord-ouest de l'Aiguille verte. Le quatrième a chuté en descendant de la Tour du Roc. Le corps d'un alpiniste espagnol disparu le 9 juillet 1983 a été découvert, émergeant de la glace dans l'arête Forbes, par un alpiniste qui effectuait l'ascension de l'Aiguille du Chardonnet.

● Intoxication alimentaire dans l'Ardèche. — Une soixantaine d'adolescents britanniques de la colonie de vacances Dolphin Holidays, en vacances dans les gorges de l'Ardèche, ont été hospitalisés dans la nuit du 8 au 9 août à la suite d'une intoxication alimentaire. Selon les médecins, leur état n'inspirait aucune inquiétude et tous devaient avoir quitté l'hôpital ce lundi 11 août.

Aux Champs-Élysées

Exploit préolympique

Le dimanche 10 août aux sur-sures, les Champs-Élysées sont défilés pour les besoins du tournage d'un film de promotion sur la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 1992. 10 h 30 : une torche à la main, Guy Druet, champion olympique du 110 mètres haies, devait prendre le départ devant les caméras quand, imprévu au scénario, un petit avion monomoteur, un Rallye-Club, survola l'avenue et se posa inopinablement à la hauteur du 144.

Tranquillement, son pilote, M. Albert Maitret, cinquante ans, explique aux gardiens de la paix qui lui demandent ses papiers : « Je voulais protester car on m'a mis en prison au Maroc alors que je n'avais rien fait. » L'événement a été conduit au commissariat central du quartier, puis à la police de l'air et des frontières qui a aussi saisi son monomoteur.

L'auteur du précédent exploit de ce genre, Alain Marchand, qui était passé sous la voûte de l'Arc de triomphe, le 18 octobre 1981, avait été condamné à 5 000 F d'amende et privé de sa licence de pilote.

SÉCURITÉ

Manifestation à Bayonne malgré l'interdiction préfectorale

Trois cents personnes environ ont participé, le samedi 9 août, à une manifestation organisée à Bayonne à l'appel des comités de soutien aux réfugiés, et qui avait été interdite par la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Après plusieurs heures de face à face, les forces de police ont chargé les manifestants en fin d'après-midi. Un militant basque a été blessé au visage et une femme d'une soixantaine d'années, qui faisait ses courses, a été frappée à coups de matraque.

Contraints de se réfugier sur les remparts de la ville, où ils étaient pris en tenaille entre les CRS et les forces de la SID (Section d'intervention du district), certains manifestants ont pu, vers 21 h 30, cinq heures après le début de la manifestation, regagner le centre-ville où ils ont défilé.



## CINÉMA

« Le Paltoquet » de Michel Deville

## Un mensonge qui dit la vérité

(Suite de la première page.)

Torturant sauvagement le bras de son Teppaz cacochyme, c'est lui qui mène la danse, fait tourner les disques, laisse éclater à bon escient, à contretemps, comme il lui semble, les accents obsédants du Trio Dumky de Dvorak.

Il gromelle, il jure, il râle, mais aussi il signale, il souligne, il salue l'entrée des autres. Le Journaliste (Daniel Auteuil), le Docteur (Richard Bohringer), l'Honorable Commerçant (Philippe Léotard) et le Professeur (Claude Piéplu)

jouent aux cartes ensemble et s'engueulent. Et rêvent, c'est sûr.

Tout éveillés, tout émuillés par l'arrivée d'une femme (Fanny Ardant) venue de blanc toujours, qui se propose mais ne se donne pas, se balance dans un hamac immaculé, effectue un strip-tease laborieux et incarne à l'évidence les délices avaries de la frustration.

De temps en temps on sort de là. On ne va pas loin. Fait divers vagueur colonial : dans une chambre il y a un mort et une petite hétéro vietnamienne craintive et douce.

Alors, le commissaire (Jean Yanne) débarque et mène l'enquête. Tout le monde est coupable. Tout le monde est innocent. Le Paltoquet se fâche. Et bat la mesure. Dvorak remet ça.

C'est fascinant, hétéroclite avec des dialogues lapidaires et sentencieux. « un filic dans une flaque ça fait floc ». Cette mascarade sérieuse va s'arrêter, sans doute, mais quand ? Et comment ? Elle s'arrête. Par pitié pour vous, ne glissez pas votre surprise. Comme pour un bon vieux Agatha Christie, arrivez au début du film, et ne révélez la fin qu'à votre pire ennemi. Deux minutes

ultimes suffisent en effet à Michel Deville pour justifier tout ce qui précède, pour donner à son histoire irrégulière, intemporelle, le poids charnel, éternel du désir.

Film faussement désinvolte comme toujours chez Deville, le Paltoquet explore encore plus profondément que *Péril en la demeure* le labyrinthe des simulacres, et autorise le metteur en scène à savourer une griserie libérée. Sa caméra investit le magnifique volume gris bâti par Thierry Leproust et éclairé « comme au théâtre » par André Diot, pour le transformer à sa guise en labyrinthe ou en jardin. Les objets bougent, les couleurs crient, les perspectives mentent, les barreaux du lit deviennent une prison.

Et les comédiens entrent dans le jeu, jouent à jouer le jeu avec une délectation, une jubilation, communicatives. Jeanne Moreau, femme trône impériale, fait un retour formidable, tout de dignité, d'humour. Michel Piccoli est un Paltoquet imprévisible jusqu'au sublime. Et Jean Yanne, opaque, irrésistible de féroce bonhomie, Piéplu, imperturbable et flic, Bohringer, Léotard, le charme déglissé, Fanny Ardant, à la fois distante et docile.

Le Paltoquet pourrait aussi bien s'intituler *Drôle de drame*. Parce qu'il s'agit d'un drame, et que c'est drôle, évidemment. Mais surtout parce que le film appartient à la même famille que le chef-d'œuvre de Prévert et Carré : un délire très classique, très maîtrisé, un prodigieux respect pour les acteurs qui trouvent là de quoi se régaler.

Français, pervers et gai : voilà le Paltoquet.

DANIEL HEYMANN.

\* Sortie le mercredi 13 août.

Fanny Ardant et Michel Piccoli : le manège des fantasmes

Un entretien avec le metteur en scène

## Le premier titre était « Péril en la demeure »...

A la fin des années 40 parurent aux éditions Le Portulan, dans la collection « La mauvaise chance », qui, malheureusement, ne dura pas, des romans à thèse policière, mais où comptait surtout l'atmosphère morbide, étrange de lieux peuplés de gens déracinés. Ils étaient signés Franz-Rudolf Falk. Cet auteur, selon son traducteur Philippe Gély, était un Autrichien émigré aux États-Unis après l'Anschluss. On sut plus tard, que Franz-Rudolf Falk n'existait pas. Ses romans avaient été écrits par Philippe de Clinchamps (ils mourut, dans un accident, en 1971), directeur de la collection « La mauvaise chance », qui s'était attribué également le rôle du traducteur Philippe Gély. Le premier, paru en 1945, On a tué pendant l'escalade, fut réédité en 1973, dans la collection « P.J. », des éditions Julliard. C'est alors qu'il attira l'attention de Michel Deville qui eut envie d'en tirer un film. C'était pour lui un projet « en attente » sur une œuvre « en retard » sur deux ou trois fois.

« J'étais, dit Michel Deville, attiré par cette intrigue classique : un mort inconnu dans un port du bout du monde à l'ambiance lourde, six personnages d'égale importance dont cinq pouvaient être coupables du meurtre : le séducteur, le commissaire, le journaliste, le docteur, le riche, jouait avec eux au chat et à la souris. Ce jeu me paraissait être le pivot du scénario. C'est comme cela, finalement, que j'ai écrit.

« Mais vous avez inventé deux autres personnages, de la même importance, le Paltoquet, qui a donné son nom au film, et la ténancière du bar où se situe l'action. Pourquoi ?

« Le Paltoquet — ce terme a diverses significations dont individu grossier, rustre, mais, en fait, le personnage qui sert les consommations au comptoir, qui est le mari de la ténancière, ne répond pas vraiment à cette définition malgré ses allures. — C'était un rôle pour Michel Piccoli, acteur que j'ose dire génial. J'avais envie d'aller plus loin avec lui. Pour *Péril en la demeure*, il n'avait joué que six jours, et il avait été formidable.

« Alors, je voulais le pousser au bout de sa fantaisie ironique, de son humour ambigu, et mettre en face de lui des acteurs différents, mais de présence aussi forte. Je voulais m'amuser. Les parties de cartes ont beaucoup d'importance dans l'histoire, le commissaire croit mener le jeu et les autres sont plus malins que lui. Il est le seul à ne pas savoir, mais il arrive tout de même à la vérité par ses théories. Puisqu'il se permettait d'être fantasiste, je pouvais en ajouter dans la fantaisie.

« Reste que le Paltoquet est un tire très dévillé, évoquant la comédie plus que l'intrigue criminelle. Reste aussi le rôle de la ténancière.

« Oui, parce que c'était plus intéressant que le Paltoquet forme un couple avec cette femme, toujours assise à la caisse, en train de se maquiller, cachée derrière ses

lunettes noires. Ils se disputent, elle le ridiculise, ils échangent des propos bizarres. C'est peut-être une façon pour le Paltoquet de mettre en scène cette femme telle qu'elle est maintenant, et telle qu'elle a été autrefois. Elle ressemblait peut-être à Lotte, la jeune femme se balançant dans un hamac et qui assiste aux parties de cartes.

« Je crois que le Paltoquet et la ténancière s'aiment, tiennent l'un à l'autre. Ils dissimulent leurs sentiments. Dans tous mes films, il y a l'histoire d'un couple. Et dans celui-ci, il n'y a pas d'autre couple. Lotte reste indépendante, inaccessible malgré les tentatives des hommes, tous amoureux d'elle. Elle peut avoir un secret. On ne sait pas ce que sont exactement ses rapports avec la petite prostituée de l'hôtel borgne où a eu lieu le crime. J'ai filmé une scène où elle baigne la petite dans un baquet, pour suggérer des relations mère-fille.

« J'aimerais qu'on puisse dire toutes sortes de choses de ce film, qu'on y relève des interprétations diverses, surtout que la fin n'est pas

troupe, égalité des talents — et hétéroclite — des acteurs, des actrices qui n'avaient jamais joué les uns avec les autres. Seuls Piccoli et Jeanne Moreau s'étaient rencontrés dans le *Journal d'une femme de chambre* de Bresson, mais il y a longtemps. Des styles différents.

« Le principe a été de réunir des comédiens, en décalage avec ce qu'on peut appeler leurs emplois habituels, ou l'idée que le public s'en fait. Claude Piéplu, Daniel Auteuil, Richard Bohringer, Philippe Léotard, Jean Yanne ne se ressemblent pas, si j'ose dire. Ni Fanny Ardant qui, un peu comme Nicole Garcia dans *Péril en la demeure*, devient une femme troublante, mystérieuse, extrêmement sensuelle.

« Le strip-tease de Lotte, que vous faites passer juste à point pour que le spectateur soit frustré, n'est pas dans le roman.

« Non. Mais il est dans le film. Tout était permis dans la mise en scène, pour s'amuser : les fantasmes de costumes, les jeux de lumière, la musique, les mouvements de



la même que celle du roman. Ainsi, le Paltoquet se comporte en homme-orchestre, peut-être parce qu'à travers lui je me suis glissé dans le film.

« Le commissaire considérera cela comme un aveu. Franz-Rudolf Falk a été une extraordinaire supercherie littéraire. Le Paltoquet n'est-il pas le détournement, façon Michel Deville, de On a tué pendant l'escalade ?

« Détournement, vous croyez ? J'ai gardé une grande fidélité à l'intrigue. Mais le cinéma permet de « lire » autrement. On aurait pu mettre là une sorte de réalisme poétique, comme dans les romans coloniaux de Simenon. Or le film est irréaliste. Les personnages apparaissent transposés comme dans un rêve.

« Mais vous êtes parti de Michel Piccoli et vous avez choisi les autres interprètes en conséquence.

« J'ai voulu que l'interprétation soit à la fois homogène — une

caméra. Les personnages sont en proie à des fantasmes, et il faut les arrêter lorsqu'ils vont devenir trop autonomes.

« La plus grande partie du film est tournée dans un seul grand décor, sorte de hangar soutenu par des piliers, qui représente le bar. De là, il vous arrive de passer, en un seul plan, à d'autres éléments de décors qui ont l'air de sortir du noir. N'est-ce pas un aspect théâtral ?

« Pas du tout. Au théâtre, on a un point de vue unique : celui du fauteuil dans lequel on est assis. Au cinéma, on change de point de vue quand on veut, la caméra se promène. Dans une optique théâtrale, cette histoire se serait appauvrie considérablement. Et il fallait que je m'amuse avec un vaste espace coupé de la réalité, sans fenêtres sur l'extérieur. Dans cet espace, on ne voit pas ce qui se passe au dehors. On en parle.

Gung Ho

## Les Japonais sont là

C'est l'histoire d'une petite ville américaine dans la débine. Il y avait deux usines, elles ont fermé, le taux de chômage dépasse les limites du supportable. Les habitants se cotisent pour envoyer un message à Tokyo. « J'ai la gueule de l'emploi », dit-il. Avec sa bouille légèrement empatée de joyeux drille naïf, sa mentalité de démagogue, son goût pour les plaisanteries épiques, Michael Keaton, VPR typique est chargé de vendre l'usine d'automobiles aux sorciers du miracle économique.

Le premier contact n'est pas terrible, mais un jour, des cadres japonais (de seconde zone) débarquent avec bagages et familles. Tapis rouge et fanfare, ils sont reçus avec tous les honneurs dits au yen. Ils ont compris le pouvoir de Michael Keaton, la valeur de son capital confiance, de sa désespérante bonne humeur. Ils le chargent, moyennant un salaire confortable, de faire accepter aux ouvriers américains leurs méthodes de production. Ils en font un collage, qui cependant reste sympathique tant il veut bien faire. Les Américains ont toujours préféré la *realpolitik* à la lutte des classes.

Le heurt des deux « ways of life » fait l'essentiel du film de Ron Howard (également réalisateur de *Splash*, de *Cocoon*) dont la finesse n'est pas la qualité première. Il se

lance en gros sabots, mais va franc jeu, ne prend pas de gants, ne fait pas de cadeaux à ses compatriotes, dépeint à gros traits leur laisser-aller, leur capacité à s'incliner devant l'argent d'où qu'il vienne. Bien entendu, à la fin tout s'arrange, les Japonais reconnaissent les qualités essentielles des Américains, qui de leur côté comprennent d'où vient la supériorité des Japonais, abandonnant la molesse du confort, se mettent à travailler dur. Les Américains sont les meilleurs, telle est la morale de cette satire qui rappelle qu'en France, on a fait tout un cirque flagorneur — mais pas de film — sur ce bourg alsacien devenu à moitié japonais, sur ces hommes d'affaires nippons baladant des espoirs de millions frais dans nos provinces exangues.

A ne pas manquer en début de séance : un documentaire sur les quatre saisons en Haute-Loire, quinze minutes de cartes postales d'un kitch comme on n'en voit pas souvent, un commentaire qui enfle les pertes — beaux visages de paysans burinés, ciel bien mais un peu de vent dans les jonquilles, carnaval de printemps, danses folkloriques, calme des cloîtres, tourisme et foi, neige d'hiver — aussi authentique que les habitants de ce pays enchanteur.

COLETTE GODARD.

« Campus »

## Ordre moral

Dans un collage chic, des élèves ont entrepris de faire régner l'ordre moral. Ils forment une bande, et comme d'autres se déguisent en punks, eux jouent les justiciers masqués façon Ku Klux Klan, et mènent des expéditions punitives nocturnes. Juste pour faire peur, mais bientôt ça tourne mal. En réalité, ils sont manipulés par un traître du Vietnam, avec la complicité d'un fils

de riche, un vrai fasciste sous ses dehors de bon petit bon élève.

Coups, violence, chasse à l'homme, amusements sadiques : *Campus*, d'Albert Pyun, suit le modèle courant, mais prend la défense des crâdignes contre les trop propres, et pour un film daté 1986, en pleine résurrection du puritanisme, ce n'est pas si courant.

C. G.

## Festival du film de comédie à Vevey

Le sixième Festival international du film de comédie se tiendra à Vevey (Suisse), du 18 août au 24 août. En compétition, *Black Mic Mac*, de Thomas Gilou, *Coming up Roses*, de Stephen Bayly, *La Corte de Farao*, de José Luis Garcia Sanchez, *Eat The Peach*, de Peter Omrod, *Maine Ocean* de Jacques Rozier, *Echo Park*, de Robert Dornheim, *Maenar de Doris Dorrie*, *Separati in casa*, de Riccardo Pazzaglia, *Tango Nachego* de István, d'Albert Mikulich, *Une nuit orientale* de

Miguel Curiel, des films d'animation, des courts métrages.

Un hommage sera rendu à Charles S. Bower, pionnier du dessin animé américain. Une rétrospective de films romantiques permettra de voir on de revoir, entre autres, *Les Hauts de Hurlevent*, de William Wyler, *A scandal in Paris*, de Douglas Sirk, *L'Atlantide*, de Pabst, *Lettres d'amour* de Claude Autant-Lara, le *Plaisir*, de Max Ophüls.

Renseignements : 5, place de la Gare, Vevey CH 1800. Tél. : (09) 41-21-51-82-87.

## LIVRES

« Musiciens » d'André Suarès

## Grandiose avec simplicité

Qui est « l'énergumène sacré » ? « Le plébéien formidable » ? Beethoven, vu par André Suarès

C'est peu dire qu'André Suarès n'a pas laissé un nom dans la muséologie. Il n'occupe même pas dans la littérature la place qui lui revient. Ni dans l'histoire des courants et des idées au début de ce siècle. Grand solitaire, grand voyageur, ce Breton né à Marseille fut aussi un grand épistolier. Mais, outre ses lettres les plus connues, à Paul Claudel ou à Gide, qui a lu sa correspondance avec Romain Rolland, Bourdelle et Rouault, et peut-on d'ailleurs encore se la procurer ?

Dans sa présentation de *Musiciens* récemment réédité, Michel Drouin ne recense pas moins de cent sept titres au catalogue de l'écrivain, réflexions sur l'art et l'époque, mais surtout, sous le couvert d'articles et d'essais, hommages au seul génie à travers ceux qui l'ont incarné. Car « l'homme ne vit pas l'art », écrit Suarès. Ce qui le rend si attachant et date évidemment ses écrits (musicologiques, en tout cas), c'est cette adoration fervente, parfois un peu plébéienne, non pour un artiste, non pour ses œuvres, mais pour cette notion bien vague de « connaissance supérieure » acquise à la fréquence. L'écriture sur la musique ne connaît plus aujourd'hui ce lyrisme abstrait.

Ni ce bonheurs inspiré. A côté de formules plombées (« l'homme est tout romantique et son art tout classique »), Suarès trouve sur Beetho-

ven l'adjectif qui, dans ce registre, s'impose.

Il lui balance sans rougir de « l'énergumène sacré », du « plébéien formidable », du « citoyen même en métaphysique », et cela ressemble à des mots d'affection tant le reste de la personnalité se situe sur les cimes.

Liszt, l'admirer en tout, pour son art, pour sa bonté, pour ses amis et pour avoir su se faire les ennemis qu'il fallait (Berlioz). Ce qu'il en dit en trois mots pourrait d'ailleurs lui être renvoyé comme le musicien des *Années de pèlerinage*, l'écrivain Suarès est — grandiose avec simplicité —

Prenez vigoureusement position sur un vieux débat (que dire par les mots de la musique ? Et comment ?). Suarès écrit encore : « La vraie critique d'art est un art qui critique ». Les exemples de cette « critique artistique » réunis, dans le volume de *Musiciens*, gloses poético-métaphysiques sur *Parsifal* ou les derniers Quatuors de Beethoven, donnent à penser que Suarès s'est cassé les dents sur ce genre impossible. Mais c'était courageux d'essayer !

Encore deux citations pour le plaisir : « Le clavier de Beethoven vieillissant et de Jean-Sébastien Bach est interdit aux virtuoses et aux femmes ». « La musique et la poésie sont les deux puissantes créations de l'homme et du monde aux abois ». Ah, ces grands humanistes !

A. R.

\* *Musiciens*, par André Suarès, présentation de Michel Drouin, édition Grail, 264 p., 110 F.

## Festival de Locarno

Jusqu'au 17 août, le 39<sup>e</sup> Festival de Locarno présente plus de cent films. Dix-sept sont en compétition, et le Léopard d'or sera attribué par un jury composé notamment du chef opérateur Henri Alekan et de l'acteur allemand Hanns Zischler.

Le Festival présente également un hommage au comédien suisse François Simon, une rétrospective consacrée au cinéaste japonais Keisuke Kinoshita, encore peu connu hors de son pays, mais dont l'influence sur le jeune cinéma nippon est grande. Ainsi qu'une « semaine grecque » avec six films récents et quatre œuvres de Theo Angelopoulos.



## Culture

### EXPOSITION

Gravures et dessins au Centre Wallonie-Bruxelles

### Le démon paisible d'Adrien Wittert

Une belle exposition prêtée par l'université de Liège est l'occasion de revoir ou de découvrir d'exceptionnelles gravures.

Face au Centre Georges-Pompidou, le Centre Wallonie-Bruxelles, établissement culturel qui se prolonge au travers de l'immeuble pour devenir, rue Quincampoix, une brasserie plus simplement belge, n'a

pas encore l'audience qu'il mérite. Les milliers de visiteurs quotidiens de Beaubourg se satisfont d'une de ces médiocres et futiles expositions que l'honorable institution ne peut, parfois, s'empêcher de produire. Ils n'auront pas l'idée d'aller voir ce qui se passe de l'autre côté de la piazza. De même que trop peu d'entre eux savent, ou ont osé aller à arpenter la myriade de galeries privées du quartier, souvent cachées, il est vrai, dans les étages ou les fonds de cour. Comme si la création contemporaine devait devenir pure affaire d'amateurs bruchés et secrets.

Le Centre Wallonie-Bruxelles, lui, ne ménage pas ses peines pour faire signer aux visiteurs qui défilent sur la piazza. Non, bonnes gens, regardez par ici. Ohé, ohé L. Et de déployer force banderoles et cartels promettant les chefs-d'œuvre de l'art, comme on vendrait ailleurs la femme à barbe ou une vedette de l'Olympia. C'est sympathique, mais sans grand effet sur la foule.

Cela dit, la foule a quelquefois raison de se méfier. La regrettable habitude d'aller aux conservateurs et commissaires d'exposition de tirer au superlatif pour l'inciter à la prudence : Trésors de la chaussette poitevine, chefs-d'œuvre de la calligraphie syldave de 1134 à 1206, monts et merveilles de la plongée sous-marine... Aussi lorsqu'elle entend : Trésors d'art de l'université de Liège. Collection Wittert (XV-XIX siècles), elle a la méfiance instinctive du vacancier à l'égard de tout ce qui vient des universités, et elle se demande : « Wittert ? Qu'est-ce que c'est Wittert ? Qu'est-ce que c'est M. Wittert-là ? »

Wallonie-Bruxelles a su conserver cette sensibilité électorale, diversifiée, aussi attentive aux gravures noires et foisonnantes d'un Rembrandt (*Les Trois Croix*) qu'au trait clair d'une gravure d'Altdorfer (*Saint-Christophe*), ou encore à la sérénité joyeuse des estampes gravées d'après Brueghel l'Ancien (selon des indications).

La très grande diversité de ce type d'exposition interdit la synthèse. Pour éviter une énumération fastidieuse ou pour ne pas voler au travail complet et enthousiaste du catalogue, l'excellent portrait de Wittert, nous nous en tiendrons à souligner ici la force émotionnelle que dégage l'ensemble, tout en signalant la présence de suites aussi importantes que *l'Apocalypse*, de Dürer, suggérant d'aimables comparaisons entre le sort réservé à Saint-Antoine par les démons de Schongauer et par ceux de Cranach.

Une série de dessin séduisante nous conduit enfin, via les beaux Christ, de Coelers et Hennequin, à Gustave Doré et à Félicien Rops, contemporains de Wittert. Félicien Rops dont le « démon » ici est plus tranquille qu'à l'ordinaire.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ Jusqu'au 7 septembre.

### CHRONIQUE



La grande roue dans les jardins des Tulleries

### PHOTOGRAPHIE

### Nicolas Treatt : autoportrait en animateur

Le Festival d'Avignon est bien fini. Mais pendant un an des jeunes vont photographier leur ville. Dirigés par Nicolas Treatt, ils préparent Avignon 87.

Nicolas Treatt photographie le théâtre depuis plus d'une génération. Après avoir, en Australie, épousé pour un temps le statut de photographe de mode et de portraits, il arpente les scènes avec un œil d'éternel voyageur, sensible à la géographie des visages, aux voix, aux grins, aux lumières. Ses portraits de Michel Simon, Jeanne Moreau ou Madeleine Renaud ont la puissance altière de ses modèles, et c'est dans ses archives qu'il faut puiser pour suivre l'aventure de Patrice Chéreau depuis ses débuts. Mais, pour être de toutes les aventures théâtrales d'aujourd'hui, Nicolas Treatt n'a jamais négligé ni les hommes ni les choses ; ainsi des nuages, ou des traces laissées par le temps sur les murs.

L'hiver dernier, à Paris, il brouillait les pistes en exposant ses « Rythmes en gris », une série de travaux aux frontières ambiguës de la photographie et de la peinture à la mine de plomb. Familiar du Festival d'Avignon, avec sa silhouette longiligne, son « œil » si célèbre, Nicolas Treatt a proposé cette année à Alain Crombeque d'animer un atelier photo pendant un an avec de jeunes Avignonnais. Le Festival ne pouvait prendre en charge le financement de l'opération, mais le centre culturel d'Avignon a pris le relais. La FNAC prête des appareils, la maison allemande Tura les films et les papiers, et, depuis juin dernier, une douzaine de jeunes, de milieux et de nationalités différents, s'initient gratuitement à l'art de la photographie. Nicolas Treatt a posé une seule condition : qu'ils soient vierges de tout travail d'amateur, surtout qu'ils n'aient fréquenté aucun club photo.

Découvrir ces hommes distingués et doux dans le rôle d'animateur culturel est surprenant. Il s'explique avec peu de mots, évitant de jouer les bons apôtres : « Je ne peux apprendre en un an à ces jeunes ce que moi-même j'ai mis des années et des années à acquérir... Mais c'est merveilleux de voir comment, au bout d'un moment, l'œil devient photographique quand il se pose sur la vie, les gens, les choses. »

La quartier général de l'atelier Treatt en Avignon, c'est une salle désaffectée de l'hospice Saint-Louis transformée en laboratoire rudimentaire : « Dans mon laboratoire à Paris, il n'y a pas plus de matériel ; il faut travailler à l'intuition. J'aimerais que mes stagiaires comprennent qu'on peut faire une bonne photo avec trois fois rien et j'ai insisté pour qu'ils n'aient pas d'appareil semi-automatique et un objectif normal qui les oblige à se rapprocher des gens, à les faire poser ; c'est une chose importante dans le métier, et difficile. Moi-même, je n'ose pas. »

C'est ainsi que, pendant le Festival, des néophytes se mêlaient aux « pros ». De la photographie, ils ignoraient tout avant de rencontrer

Nicolas Treatt, sauf David Hamilton, qu'ils connaissaient un peu. Pour parler de leur premier mois de travail avec Nicolas Treatt, ils disent simplement, timides : « Ça aigüise l'œil, la photo », ou « La bonne photo, ça dégage ». Pendant un an, ils devront tenir le coup, photographier leur ville. Une fois par mois, Nicolas Treatt viendra corriger les travaux. Il affirme se garder de la tentation de former des petits Nicolas Treatt. « D'ailleurs, chacun a son tempérament. Ils apprennent très vite, avec la même aisance qu'un jeune enfant sa langue maternelle. »

L'été prochain, pendant le Festival d'Avignon, ces travaux, sélectionnés, agrandis, seront exposés. De la prise de vue à l'accrochage, ces jeunes auront pris en charge la totalité du métier de photographe : un métier d'artiste, affirme Nicolas Treatt. Et cette idée d'exposition leur donne du punch, le courage est hiver de continuer, loin des rumeurs médiatiques du Festival. Treatt, lui, exposera à leurs côtés un travail qu'il prépare avec des mines un peu secrètes : une hallade dans des lieux méconnus d'Avignon. Dans chacun de ces lieux, il placera un condition ou un personnage célèbre. Il dit n'avoir qu'une angoisse : que les élèves dépassent le maître.

ODILE QUIROT.

### COMMUNICATION

### Le désarroi des journalistes de RFI

Critiqué par les parlementaires de la majorité, fustigé par M. Michel Périard, député RPR des Yvelines, rapporteur de la loi sur l'audiovisuel, qui souhaite faire de Radio-France internationale (RFI) un outil de « propagande française » sur les cinq continents, le personnel de RFI est en plein désarroi. La commission mixte paritaire qui doit étudier ce lundi 11 août, le projet de loi sur l'audiovisuel décide notamment des modalités de désignation du PDG de RFI : en conseil des ministres comme le souhaite le gouvernement et l'Assemblée nationale, ou par la Commission nationale de la communication et des libertés, comme le préfère le Sénat. En attendant, c'est vers les auditeurs que se tourne la rédaction de RFI, par le biais d'un encart publicitaire inséré dans les journaux nationaux, de la qualité de la station, et du bien-fondé ou non des critiques qui lui sont adressées.

D'autre part, un communiqué approuvé par la quasi-totalité de la rédaction (cent quarante-huit journalistes sur cent soixante-seize, beaucoup étant en vacances) réaffirme la vocation de la station internationale : « Selon nous, l'intérêt de la France est de sensibiliser le plus large auditoire. Pour cela une seule recette la crédibilité (...). Sur RFI, la France s'est taillée au-delà des frontières une image de pluralisme, de liberté d'opinion et de sérieux dans l'information (...). Revenir à une conception propagandiste de l'action extérieure ferait perdre à la France crédibilité et auditoire. »

D'autres voix s'élèvent pour défendre la station, parmi lesquelles M<sup>me</sup> Hélène Carrère d'Encausse, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, spécialiste de l'URSS et des pays de l'Est, qui a adressé une lettre au premier ministre.

### Deux groupes de journaux gratuits condamnés pour entente illicite

La presse gratuite n'échappe pas aux lois sur la concurrence. Deux des principaux groupes de journaux gratuits, le COMAREG de M. Paul Dini — leader du marché avec soixante-quatre publications qui diffusent 7 128 000 exemplaires par semaine dans le Sud-Est — et l'Office d'information et de publication (OIP) de M. Jean-Paul Martin — qui se situe à la troisième place du marché, juste derrière le groupe Havas, avec trente-quatre titres, qui représentent 2 294 500 exemplaires diffusés en Provence-Côte d'Azur l'ont appris à leurs dépens.

En 1984, la commission de la concurrence avait constaté entre les deux groupes une entente datant de 1978, qui comportait une clause de non-concurrence. Celle-ci devait permettre à l'OIP, qui détient déjà une position puissante dans la région Provence-Côte d'Azur, de baisser artificiellement les prix de ses

petites annonces et d'acquiescer ainsi à une situation de monopole en éliminant ses concurrents. La commission de la concurrence avait donc saisi le ministre de l'économie et des finances, le 27 décembre 1984.

Le 7 août, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, a fait rebondir l'affaire en décidant d'infliger une amende de 500 000 francs à la COMAREG et de 1 300 000 francs à l'OIP. Il a, en outre, enjoint aux deux sociétés de journaux gratuits de dénoncer la clause de non-concurrence qu'ils avaient signée.

Cette décision, précise le ministre de l'économie et des finances, « s'inscrit dans la volonté des pouvoirs publics de sanctionner les pratiques anticoncurrentielles et les comportements abusifs d'entreprises en position de force, préjudiciables aux concurrents moins puissants, comme à l'ensemble de l'économie. »

### MUSIQUE

Le Trio Tchaikowski à Sceaux

### Modestie des chambristes

Providence des Parisiens qui ne partent pas en vacances, le Festival de Sceaux double bientôt sa ration de musique de chambre.

Non, le parc de Sceaux (à 20 minutes du Châtelet par le RER) n'est plus l'enclave-poussetteuse où l'on ne serait venu pour rien au monde rêver avec un bon livre, valoir encore quelques années. Tout y semble réajusté, les pavillons restaurés, l'herbe soignée, les arbres soignés, et des dames au maillot de bain viennent s'y baigner au soleil (pas plus d'une par pelouse) en toute simplicité.

Il ne faudra donc pas manquer d'y passer la journée quand, au mois de septembre, la ration habituelle de musique de chambre (à 17 h 30 le week-end) sera doublée, le dimanche, d'une subside avant le déjeuner. Une sieste en sandwich entre deux concerts (Régis Pasquier et Anne Quilflec le 7 septembre, ou Patrice Fontanarrosa et Jean-Claude Pennerier le 28) pourra s'accommoder d'une visite au pavillon de l'Aurore où se tient tout l'été une exposition sur Vietnam. Le bar de l'Orangerie sert le boire et le manger à toute heure.

Le Festival de Sceaux représente, avec l'Festival, la bouée de sauvetage des Parisiens non vacanciers. Un peu plus que cela encore : un couple versatile nous a dit, samedi, après le dernier point d'orgue du Trio Tchaikowski, n'avoir jamais été que deux fois dans sa vie au concert.

Piano, violon, violoncelle : rares sont, pour cet alliage, les formations constituées. Faisant la plupart du temps cavaliers seuls, les pianistes ne se comportent pas souvent en chambristes modestes (bien que ce temps-là soit en train de changer, avec Collard, Dalberto ou Planès). Et chacun joue à découvert (sauf dans Brahms, qui, dans le *Troisième Trio* samedi, fait prodigieusement du violoncelle la doublure du violon), les écarts de justesse des cordes sont encore plus flagrants que dans le quatuor.

Les Tchaikowski sont inséparables. Séparés, ils l'ont bien été lorsque l'un d'entre eux — le violoncelle — a tardé à quitter l'Union soviétique pour rejoindre ses camarades installés en Yougoslavie. Il a bien fallu, alors, patienter en jouant des sonnettes. Mais ils se sont remis au travail. Et ils jouent, vous l'aurez deviné, comme de grands travailleurs dont aucun n'aurait l'écouff d'un grand soliste.

Dans le *Trio opus 100* de Schubert, véritable examen de passage il est vrai, le pianiste semble un peu submergé par les gammes en fusées du final. Tandis que le violoncelle, mis constamment sur la brèche par un dialogue d'égal à égal avec le violon, n'a pas toujours la main gauche heurteuse. Mais leur Mozart (*K 264*) est fondant de tendresse, absolument transducteur, heureux, rythmiquement impeccable.

ANNE REY.

★ Au programme, le week-end prochain à l'Orangerie de Sceaux : le pianiste Eugen Indics (vendredi 15), le quatuor Rosamonde (samedi 16), Nadine et Leslie Wright, piano quatuor (dimanche 17), à 17 h 30.

### DISQUES

Haydn par le Quatuor Pro Arte

### Précieux repiquage

Parmi les monuments du 78 tours non encore régravés en microsilicone se trouvaient les enregistrements de quatuors de Haydn réalisés entre 1931 et 1938 par le Quatuor Pro Arte. C'est maintenant chose faite, ce qui nous vaut un total de vingt-neuf quatuors, dont deux apocryphes, il est vrai.

Le Quatuor Pro Arte (Alphonse Omon, Laurent Halleux, Germain Prevost et Marcel Maas) s'incrustait dans la grande tradition belge du quatuor à cordes. Il avait entrepris une intégrale Haydn, mais la guerre interrompit ce projet. Les trois ou quatre ouvrages enregistrés par un montreur de toute façon qu'il ne travaillait pas « à la chaîne ». Heureusement, les quatuors retenus couvrent toute la carrière de Haydn, de l'opus 1 à l'opus 77, chacun, sauf les opus 9 et 17, étant représentés par un nombre d'œuvres allant de deux à cinq.

La qualité sonore est de celles qu'on aurait osé espérer, avec une définition remarquable de chaque

instrument, en particulier du violoncelle. Quant aux interprétations, elles relèguent dans l'ombre bien des disques récents. Elles furent mûries longtemps, et plus encore que par leur perfection technique, on est frappé par la chaleur et par l'intensité expressive qu'elles dégagent, un modèle parmi d'autres étant fourni par le sublime adante de l'opus 77 n° 2. L'académie Charles-Cros n'a pas hésité à décerner tout récemment à ce coffret, bien qu'il s'agisse d'un repiquage, un de ses prix : c'est tout dire.

MARC VIGNAL.

★ Coffret huit disques, EMI - R&V, référence : 2906043.

« Le Vaisseau fantôme » par Woldemar Nelson

### Une rigoureuse distribution

On pouvait ne pas aimer les décors et la mise en scène de ce *Vaisseau*, présenté à Bayreuth en 1985. A l'époque, il faut reconnaître qu'une force en émane et une cohérence, avec l'urgence et l'intensité d'une prise de son sur le vif. Certes, Woldemar Nelson se laisse un peu déborder par son tempérament et par la séduction du défile

sonore. L'équilibre de Clemens Krauss, l'infatigable maîtrise de Klemperer restent ici des modèles. Mais enfin, l'œuvre est encore romantique et prête à ces emportements.

Plus rigoureuse est la distribution, dominée par un duo d'exception, Simon Estes et Marti Salmunen. Oubliions les stamés des commandeurs, Hott, Schorr : nous sommes dans une autre époque du chant, moins mythique mais plus défilée en un sens, moderne dans sa façon de nouer les relations entre la musique et le théâtre. La vision héroïque a disparu. Une autre esthétique s'est imposée.

Franchise de Simon Estes, souplesse et légèreté d'allure, franchise des mots mais aussi générosité du son projeté dans une ardeur parfois aux limites du contrôle. Exception à deux de ceux de Salmunen, manqué, attentif aux mots et aux couleurs. Ce ne sont plus les demi-dieux de jadis mais des héros humains, bouleversés parfois dans cette humanité. Solides moyens de Lisbeth Bakler, à l'aigu brillant, aux accents convaincus. Là aussi, oubliions Destins et Rysanek : une sensibilité d'artiste se révèle, encore gâchée par et là dans une expression mais avec une réelle musicalité.

ALAIN ARNAUD.

★ Trois disques Philips 416-300. Également en compact-disques.







## Informations « services »

**Lundi 11 août**

7 h. Munique russe; 7 h 10 (et 8 h, et 8 h 25) Muzo;  
7 h 15, Série: Anarchistes, grâce à Dieu; 8 h 03, Foulle-

28 à 30 Concert (donné à Paris) des Halles 1  
28 juillet). Sept volumes pour piano et piano.  
23 à Les Soirées de France Française - Le mort travestie  
- de Sciaratti Liger, Telemann, Gersuando.

THOUSSAIN

- 17 h 30 Emission régionale.
- 17 h 40 La cuisine des mousquetaires.
- 17 h 45 Portrait : Maurice Sarrazin.
- 18 h 15 Série : Cheval mon ami.
- 18 h 45 Loupa, bars et Cie, ou la cuisine des marins.
- 19 h 00 Le « 19-20 » de l'information.
- 19 h 15 Actualités régionales.
- 19 h 15 Actualité animée : Les entrecôte.
- 19 h 55 Dessin animé : Les jeux à Lybroune.
- 20 h 15 Séries : Heures qui comme Ulysse. □
- 20 h 35 Cinéma d'Henri Colpi (1969). Avec Fernandel.

Film français

8 h 40 & 18 h 50, Rediffusions 8 h 40, 12 h 35, 18 h 50  
Série : Tommeur, Mécanique ; 9 h 30, Série : La cinquième  
dimension ; 15 h 20, 13 h 45, 16 h 20, Série : Les  
Grands ; 15 h 15, 14 h 40, 17 h 10, Série : Supercorsets  
12 h 05, 15 h 30, Série : Star Trek ; 18 h 50, Rediffusions  
Flamme Road ; 19 h 40, Série : Star Trek ; 20 h 30  
Série : K 2000 ; 21 h 20, Série : Kojak ; 22 h 10, Magazine  
Série : Jonathan ; 23 h 2 & 25 Rediffusions ; 23 h, Série  
K 2000 ; 23 h 50, Série : Kojak ; 0 h 45, Magazine  
Jonathan ; 1 h 35, Série : Star Trek.

■ h, Tonic 6; 18 h, Système 6. Invité: Elli Medeiros:  
■ h, NEJ 6; 20 h, Tonic 6; 20 h, Tonic 6; 23 h, NEJ 6  
(rediff.): 0 h, Tonic 6.

20 h 30 Concert (donné le 25 juillet au théâtre antique d'Orange) : *Symphonie n° 38 en ré majeur*, K. 504, - *Praque*, de Mozart ; *les Nuits d'été*, de Berlioz ; *Symphonie n° 7 en la majeur*, op. 92, de Beethoven, par l'Orchestre national de France, direction Thomas Fulton. Solistes : Alexandrina Milicheva, mezzo-soprano, Thomas Moser, ténor.

23 h 00 Les soirées de France-Musique : Précieux moments.

**FRANCE-COULEUR**

- 28 h 30 Cinquante années de Cinéma française : Langlois superstar.
- 29 h Les Rencontres de Pétrarque (Montpellier) : La France, une nouvelle conscience ?
- 22 h Entretiens avec Paul Grimand.
- 22 h 30 Musique : Festival de piano de La Roque-d'Anthéron (année Franz Liszt). Nuit du la création, Michel Lévinas et George Benjamin, pianistes (œuvres Messiaen et Benjamin).

1. Enseignement. RA. - 2. Laidron. Eau. - 3. Ut. Ino. Varvues. 4. Cantatrice. TI. - 5. Ut. Terbelles. - 6. Bibine. Ore. Afré. 7. Ronces. Nélaton. - 8. An. Et. I. Lut. Io. - 9. Astruce. Iseut. 10. Inn. Étiambot. Rée. - 11. E. Ire. Nerf. - 12. Nus. Lent. Ruad. - 13. Stérée. Tété. Eb. - 14. Re. Tasseau. - 15. Messagerica. Uns.

GLY BROUTY.

● **Pique-nique : vote des femmes.** Pour fêter le quarantième anniversaire du vote des femmes, le 21 mai 1945, un effet qu'il n'est inscrit dans la Constitution, et le premier vote au lieu en 1946), l'Union des femmes françaises organise le 24 août un pique-nique dans le forêt de Fontainebleau. Parmi les diversissements prévus : pétanque, tarots, corniche, sports féminins, tombes et défilé masqué pour les femmes. Renseignements UFF, 146, rue du Faubourg Poissonnière, 75010 Paris. Tél. : 45 23 23 23 et 45 26 07-06.

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la zone de l'Atlantique Nord : 1 heure en hiver.

*(Équipement établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Paris sans eau, week-end au trot.

43 69 00 00

ALLO METEO  
TOUS LES TEMPS, TOUT LE TEMPS.

(\*) 3 cannes de bronze  
Paris et zone A PTT

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE



# Carnet du Monde

leur ~~mon~~ de ~~mon~~ une ~~mon~~ dernières bandes pour justifier de cette analyse.



## MOTOCYCLISME

### Lawson (500 cc) et Lavado (250 cc) champions du monde

Le Grand Prix de Suède de vitesse motocycliste, disputé samedi 9 et dimanche 10 août sur le circuit d'Änderstorp a permis d'attribuer les deux principaux titres mondiaux, d'ores et déjà acquis à l'Américain Eddie Lawson (Yamaha) en 500 cc et au Vénézuélien Carlos Lavado (Yamaha) en 250 cc.

Disputée par un temps nuageux, frais et venteux, mais sur piste sèche, la course des 500 cc a été marquée par un duel entre Lawson et l'Australien Wayne Gardner (Honda), son dernier adversaire pour le titre. Pendant la première moitié de la course, ce dernier est resté dans la roue de Lawson, guettant une occasion de le doubler. Mais lors du dépassement d'étirades, Lawson a creusé un écart que Gardner n'a jamais pu combler. Déjà champion du monde en 1984, l'Américain récupère donc un titre laissé vacant par son compatriote Freddie Spencer (Honda), écarté des courses par une tendinite puis par une opération au poignet droit.

La course des 250 cc avait été disputée la veille sur une piste d'abord sèche, puis détrempée par une forte pluie. Disposant de pneumatiques bien adaptés aux circonstances, Lavado s'est imposé nettement en fin de course, décrochant son second titre mondial en terminant devant l'Espagnol « Sito » Pons (Honda) et le Français Jean-François Baldé (Honda) qui s'était montré le meilleur tant que la piste avait été sèche.

En side-cars, la course, d'abord animée par une belle bagarre entre Bland, Webster, Strouer et Michel, a vu ensuite une élimination successive des trois premiers. Alain Michel et Jean-Marc Franc ont donc signé leur deuxième victoire de la saison en side-cars et ont repris le titre de champion dans lequel il reste encore une épreuve. — (M.P.)

## AUTOMOBILISME

### Triomphe à l'Est pour Piquet et la formule 1

Pour son premier passage à l'Est (le Monde du 26 juillet) depuis sa création en 1950, le championnat du monde de formule 1 automobile a connu, dimanche 10 août à Budapest, un succès populaire sans précédent, avec près de deux cent mille spectateurs qui ont payé l'équivalent de 140 à 240 francs — le dixième du salaire mensuel moyen — pour assister au premier Grand Prix de Hongrie. Le nouveau circuit construit en huit mois et qui a coûté plus de 20 millions de dollars (135 millions de francs) à l'Etat hongrois — sans compter les

900 000 dollars de droits versés à la Fédération internationale du sport automobile — a servi de cadre à un splendide duel entre les Brésiliens Ayrton Senna (Lotus-Renault), en tête du premier au deuxième tour, puis du troisième au sixième, et Nelson Piquet (Williams-Honda) qui a mené le reste du temps et a finalement eu le dernier mot après deux heures de course.

Le grand perdant de ce Grand Prix historique a été le champion du monde Alain Prost qui disputait à Budapest sa centième

course en formule 1. Contraint par un problème électrique d'utiliser sa voiture de réserve, le pilote français a dû s'arrêter à son stand au quinzième tour, pour une défaillance du boîtier électronique, qui gêne le fonctionnement du moteur. Au moment où il s'interroge sur la suite à donner à sa carrière la saison prochaine, Alain Prost est désormais relégué à la quatrième place du championnat du monde des conducteurs, à trois points de Nelson Piquet, quatre d'Ayrton Senna et onze de Nigel Mansell.

### La semaine de vérité d'Alain Prost

L'expédition austro-hongroise du « formule 1 circus », commencée à Budapest et qui se poursuivra dimanche prochain à Zeltweg, d'annonçait capitale pour Alain Prost. « Ces deux courses ne peuvent pas me faire gagner un nouveau titre, mais elles peuvent me le faire perdre », pronostiquait-il à son arrivée dans la capitale hongroise. En titre du championnat du monde des conducteurs après le Grand Prix de France, le 6 juillet, le tenant du titre ne cache pas son inquiétude après les quatre victoires consécutives des Williams-Honda de Nigel Mansell (France et Grande-

Bretagne) et de Nelson Piquet (RFA et Hongrie).

A Budapest, Alain Prost espérait voir confirmées les promesses du nouveau turbo KKK adapté sur le moteur TAG-Porsche pour le Grand Prix de RFA. Les essais du Grand Prix de Hongrie avaient encore été encourageants, puisque la McLaren n° 1 avait signé le troisième temps et s'était montrée la plus rapide le dimanche matin lors du warm up (essais dans les conditions de course avec le plein d'essence).

Une panne électrique a contraint Prost à changer in-

extrins de voiture avant le départ. Il ne lui reste plus à espérer que le circuit de Zeltweg, avec ses longues courbes où la tenue de route et l'aérodynamisme des McLaren font merveille ces dernières années, se lui réservent pas une nouvelle déception.

Si le Grand Prix d'Autriche s'annonce décisif pour Alain Prost dans sa lutte pour conserver son titre, la semaine qui va le précéder sera peut-être plus importante encore pour son avenir. Un lundi à Zeltweg, les luxueux moteurs du « formule 1 circus » abriteront sans doute des tractations décisives pour la saison prochaine.

Ron Dennis, le manager de McLaren, et son pilote français auraient souhaité disposer du moteur Honda. Les deux hommes ont effectué un voyage à Tokyo pour négocier, mais les Japonais ont fait savoir, juste avant le Grand Prix de RFA, qu'ils fourniraient leur moteur à Williams et à Lotus, qui disposait jusqu'ici du moteur Renault.

### La carte Renault

Si l'hypothèse Honda est écartée, vement pour McLaren, on ne sait toujours pas de quel moteur ils disposeront en 1986. Mansour Ojeh, actionnaire majoritaire de McLaren International et directeur de TAG (Techniques d'avant-garde) soutient que Porsche ne sera pas un simple prestataire de services — des tarifs semble-t-il, prohibitifs — mais s'associe plus étroitement à cette aventure en formule 1, comme il l'a fait avec Williams et Lotus qui ne paient pas leurs moteurs.

Pour ces négociations, Mansour Ojeh peut encore jouer la carte Renault. La Régie a perdu Lotus et son pilote vedette Ayrton Senna

passés chez Honda après Ligier qui a refusé un contrat d'exclusivité de trois ans avec Alfa Romeo. Le nouveau moteur EF 15 C, de cylindres réduisant sensiblement la consommation, a permis à Senna de la deuxième place à Senna la quatrième d'Arnoux. Mais on voit mal les responsables de la Régie, très indécis jusqu'ici, donner le feu vert pour la poursuite de l'aventure en formule 1 s'ils ne sont pas en mesure de collaborer avec une équipe au premier plan.

Or une autre incertitude subsiste : McLaren, l'ingénieur, John Barnard, passera probablement chez Ferrari. En fait, plus que par le choix du moteur, Alain Prost est intéressé par la décision de Barnard, dont les monoplaces sont bien adaptées à sa conduite souple et précise.

En fait, Alain Prost est sans doute plus préoccupé qu'il ne paraît pour son avenir. Au soir de son deuxième Grand Prix de formule 1, il est le plus performant des pilotes en activité avec vingt-trois victoires et cinquante-six courses terminées dans les six premiers. En championnat du monde, il totalise 330,5 points et n'est dépassé que par l'Écossais Jackie Stewart (360) et l'Autrichien Niki Lauda (420,5 en 171 courses). Il peut encore espérer battre le record absolu de victoires de Jackie Stewart (vingt-sept).

À ce jour, les principaux adversaires, le Britannique Nigel Mansell et les Brésiliens Ayrton Senna et Nelson Piquet, ont assuré de disposer la saison prochaine du moteur sans doute le plus compétitif. Or le champion du monde 1985 n'ignore pas qu'il peut plus, désormais, ne pas participer.

GÉRARD ALBOUY.

## ATHLÉTISME : les championnats de France

### La solitude du chômeur de demi-fond

AN-ESPRESSO  
envoyé spécial

Amatis Sargent débordée par trois concurrents dans la 1 500 mètres, Joseph Mahmoud s'écroule loin derrière Debaccher et Pannier dans la 3 000 mètres steeple, Philippe Collard sans réaction après l'attaque surprise de Claude Dierzer dans la dernière ligne droite du 800 mètres, les locomotives du demi-fond français réalisant étaient en panne au pied du Ravard. La situation réjouit plutôt Georges Gascou, entraîneur national du demi-fond. « C'est encourageant, dit-il, ça prouve que derrière les sinistres il y a des jeunes qui poussent. »

A vingt-six ans, Philippe Collard n'a pourtant rien d'un sénateur. Tard venu à l'athlétisme, il voulait ce premier titre national comme « la récompense de tellement de travail ». Pour le coureur stéphanois, un sacré national sur 800 mètres, était « capital » sur la route de Stuttgart où il devra se frotter à l'élite britannique et allemande. Après sa course ratée, il ne cachait pas son désarroi : « Tout le monde me parle des championnats

Les championnats de France d'athlétisme disputés les 8, 9 et 10 août à Aix-les-Bains (Savoie) ont été marqués par le record de France du 100 mètres plat battu par Antoine Richard en 10 sec. 9/100. Le précédent record (10 sec. 11/100) était détenu depuis le 14 octobre 1968 par Roger Bambuck. A deux semaines des championnats d'Europe, le sprint français — sur le plat comme sur les haies — a rassuré sur sa bonne santé. Ces championnats, d'un niveau moyen, ont confirmé la grande maîtrise française dans les concours, à l'exception du lancer du javalot où Charles Bertimon a établi une nouvelle meilleure performance française (79,24 m). Enfin, la défaite de quelques favoris a illustré le grand brassage actuel du demi-fond français.

d'Europe », disait-il, mais avant d'envisager des hautes études, il faut avoir le bac. Rappelé l'élève Collard ? C'est pourtant un bon élève de ce demi-fond national que Georges Gascou compare à « une classe appliquée, ayant envie de bien faire ». Un élève courageux qui a suivi avec assiduité les cours de rattrapage de son entraîneur Camille Viala.

A vingt et un ans il n'avait jamais mis les pieds sur une piste d'athlétisme. Souvenir de cour d'école, il savait qu'il pouvait « aller vite », mais jusqu'à son plaisir d'être le football : avant-centre d'une équipe de copains, le CS stéphanois. A

l'éclatement du petit club, en 1981, il remisa ses crampons et se consacra sur 400 mètres. Trois mois après, « sans entraînement particulier », il était champion de France espoir en salle, puis réussit 47 s 5/100.

Monté sur 800 mètres sur les conseils de Camille Viala, il est passé de 1 m 50 s en 1984 à 1 m 43 s en 1985, puis à 1 m 43 s 45/100 cette saison, soit la deuxième performance française de tous les temps derrière 1 m 43 s 6/100 de José Marajo.

Pour une telle progression, d'apparence facile, les litres d'entraînement misés sur le visage assidu et acharné du jeune stéphanois. « Le demi-fond c'est plus dur que ça », dit-il. Si, comme certains sprinters, je m'étais contenté de six entraînements hebdomadaires j'aurais pas dépassé les limites de mon département. »

### « Motiver les gosses »

Pour Philippe Collard, infirmier dans un laboratoire d'analyses, « l'investissement en temps est énorme ». Il aime les aménagements d'horaires, puis un mi-temps et un entraînement, puis un mi-temps et un entraînement, puis un mi-temps et un entraînement. « C'est un travail, c'est-à-dire vingt-cinq ans ». Faut-il s'étonner dans ces conditions que Philippe Collard, véritable débutant dans une spécialité qui exige à la fois vitesse, résistance et sens tactique, rate quelques-uns de ses rendez-vous ?

JEAN-JACQUES BOZONNET.

### « Tonio », la tornade blanche

Hérédité d'un fin duvet blond, le livre superlatif d'Antoine Richard se rattache à un souvenir inoubliable. Dans le charivari qui a marqué l'arrivée du 100 mètres, il a entendu le spectateur parler de Bambuck et de record. A tout hasard, il entend le tour d'honneur qui lui réclame une foule frissonnante d'enthousiasme. Applaudissements. Auto-groches. La rive se désipe. La rumeur de l'exploit se confirme. Dix secondes neuf centièmes, une performance européenne de la saison.

Devant les caméras micros, le sourire du timide sprinter de Fontainebleau prend l'assurance. Sous le banal apparence de ses premiers commentaires souffle un air de revanche. C'est la réponse du sprinter de poche (1,76 mètre pour 64 kilos) à ceux qui prétendaient que le demi-fond n'était pas un athlète de vingt-six ans. Il y a trois ans, l'appelaient déjà « l'ancêtre ».

### « J'en ai sous le pied »

Entré en équipe de France en 1978 au côté de Sarrus, il a médaille olympique du 4 x 100 mètres, en 1980 à Moscou, avec Panno et les frères Baret. Des épreuves disparues ou déclinantes alors que Richard, au soir de son cinquième titre national, peut lancer : « Je suis encore là. » C'est la réponse enfin du petit gars sérieux, travailleur acharné (huit séances d'entraînement par semaine) à tous les ardeurs de la terre.

L'atmosphère électrisée par l'orage menaçant a sans doute

favorisé le fabuleux chrono d'Aix, mais le tempête avait éclaté bien plus tôt sous le crâne de Tonio. Pas plus que son copain Bruno Marie-Rose (10 sec 20/100), Antoine Richard n'avait accepté les sursoldes du Sénégais de Grégoire, Charles Sack, sur la veille d'une série-canon en 10 sec 30/100.

En demi-finale, il terminait sur les talons de Sack, mais, assuré à Jacky Verzier, son entraîneur, « j'en ai sous le pied ».

S'il éprouve parfois des difficultés à se concentrer sur deux courses le même jour, Antoine est, selon son entraîneur « un vrai lion dans la haute compétition ». Samedi 9 août, Charles Sack a servi d'appât.

Jeune homme discret, ignorant tout des fables médiatiques, Antoine Richard jouissait secrètement le charme des sprinters de couleur. Dans sa jubilation d'être, après vingt-sept ans de règne noir sur le sprint français (1) « la preuve que l'athlète blanc peut faire aussi bien », il n'y a aucune rancœur raciste. Seulement l'expression naïve d'un complexe qui s'évapore.

Au festin de Stuttgart, à la même table que le Soviétique Mieglin (10 sec 2/100) et le Britannique Christie (10 sec 4/100), il ne se contentait pas de piquer les miettes. « Je les attends tous au départ », jeta-t-il. Se livre retrouvée découvre des dents aiguës. Un sourire carnassier.

J.-J. B.

(1) Abdoulaye Seye avait détaché Jocelyn Delacour le 14 juillet 1959.

### Doublé Lancia en Argentine

En tête de la première des vingt-sept épreuves spéciales chronométrées du rallye d'Argentine, l'Italien Massimo Biasion (Lancia Delta S4) a remporté, samedi 9 août à Cordoba, sa première victoire dans une épreuve du championnat du monde. Avec le Finlandais Markku Alen, deuxième à 21 secondes, la firme italienne a même réussi un doublé, comme lors des débuts de la Delta S4 au rallye du RAC, fin 1985 en Angleterre.

Après les abandons des Peugeot turbo 16 du Français Bruno Saby (bloc moteur fendu dans la huitième spéciale) et du Finlandais Juha Karikunen (suspension arrière cassée dans la quinzième alors qu'il occupait la deuxième place à 24 secondes de Biasion), Markku Alen, le leader habituel de Lancia, retardé en début de course par des ennuis de compresseur, a respecté les consignes d'équipe pour assurer le doublé de la firme italienne.

En Argentine, les deux marques encore en course pour le

troisième titre mondial sont quatre pilotes occasionnels : le Suédois Stig Blomqvist (pilote Peugeot), le Français Jean-Claude Vainqueur (pilote Peugeot) et l'Argentin pour Peugeot l'Argentin Jorge Recalde pour Lancia. Devant un public tout acquis au pilote local, ce duel des trois hommes s'est finalement tourné à l'avantage du Suédois qui a assuré à la firme française une troisième place précieuse dans la perspective du titre.

Alors qu'il reste quatre rallyes à disputer (1000 Lacs en Finlande du 11 au 13 septembre, Remo du 12 au 14 octobre et le Rallye du 11 au 13 novembre), une victoire suffirait désormais à Peugeot pour assurer un deuxième titre mondial consécutif. Comme l'an dernier, la firme française espère bien être sacrée dès le rallye des 1000 Lacs, où elle retrouvera Timo Salonen, champion du monde et dernier vainqueur en Finlande.

G. A.

## RÉSULTATS

### Athlétisme

#### CHAMPIONNATS DE FRANCE

Messieurs  
100 mètres. — Richard (10 s 09/100, record de France).  
100 mètres haies. — Carissac (13 s 46/100).  
200 mètres. — Marie-Rose (20 s 69/100).  
400 mètres. — Quentrec (45 s 83/100).  
800 mètres haies. — (49 s 82/100).  
800 mètres. — Dierzer (1 m 43 s 45/100).  
1 500 mètres. — Thibault (3 m 18/100).  
3 000 mètres steeple. — (8 m 29 s 03/100).  
5 000 mètres. — Arpin (13 m 51 s 14/100).

Hauteur. — Verzy (2,24 m).  
Triple saut. — Hélan (16,93 m).  
Poids. — Vindes (18,08 m).  
Marteau. — Clouzet (74,12 m).  
Perte. — Vigueron (5,70 m).  
Longueur. — Brize (8,08 m).  
Javelot. — Bertimon (79,24 m, m.p.).  
20 km marche. — Fesselier (1 h 27 m 6 s 3/100).  
Disque. — Sola (59,76 m).

DAMES  
100 mètres. — Bily (11 s 33/100).  
100 mètres haies. — Elly (12 s 94/100).  
200 mètres. — Cazier (22 s 95/100).  
400 mètres. — Simon (52 s 35/100).  
800 mètres haies. — Beugeant (57 s 23/100).  
800 mètres. — Thomas (2 m 3 s 87/100).  
1 500 mètres. — Frost (4 m 11 s 81/100).  
3 000 mètres. — Bonnet (8 m 11 s 88/100).

5 km marche. — Griesbach (23 m 31 s).  
Longueur. — Fourcade (6,73 m).  
Poids. — Créantor (16,56 m).  
Disque. — Devaux (54,84 m).  
Hauteur. — Rougeron (1,84 m).  
Javelot. — Giardino (54,16 m).

### Automobilisme

#### GRAND PRIX DE HONGRIE DE FORMULE 1

1. Piquet (Bré, Williams-Honda) 2 h 0 m 34 s ; 2. Senna (Bré, Lotus-Renault) à 17 s ; 3. Mansell (G-B, Williams-Honda) à 1 tour ; 4. Johansson (Sué, Ferrari) à 1 tour ; 5. Dumfries (G-B, Lotus-Renault) à 2 tours ; 6. Brundle (G-B, Tyrrell-Renault) à 2 tours.

#### RALLYE D'ARGENTINE

1. Biasion-Siviero (Lancia Delta S4) à 36 m 26 s ; 2. Alen-Kivimäki (Lancia Delta S4) à 24 s ;

3. Blomqvist-Berglund (Peugeot 205 turbo 16) à 4 m 16 s ; 4. Del (Lancia Delta S4) à 5 m 7 s.

#### CHAMPIONNAT DU MONDE DES MARQUES

1. Peugeot, 121 pts ; 2. Lancia, 105 ; 3. Volkswagen, 65 ; 4. Audi, 29.

#### CHAMPIONNAT DU MONDE DES PILOTES

1. Keke Rosberg (Fin.) 76 pts ; 2. (Fin.) 57 ; 3. Biasion (Ita.) 47 ; 4. Saby (Fra.) 38.

### Tennis

#### TOURNOI DE STRATTON MOUNTAIN

Demi-finales. — Lendl b. Connors, 6-4, 3-6, 6-2 ; Becker b. McEnroe, 3-6, 7-5, 7-6 (10-8).  
Finales. — Lendl (Tch., 1) b. Becker (RFA, 2), 6-4, 7-6 (7-0).



Wall Street



**Société Alsacienne de Supermarchés**  
recherche dans le cadre de son  
expansion et de la décentralisation de  
son contrôle de gestion un

# contrôleur de gestion

Le poste est à pourvoir dans la région parisienne. mais  
nécessite un séjour d'intégration d'environ 1 an à noire  
siège à STRASBOURG.

Nos établissements (hypermarchés, supermarchés, maga-  
sins populaires) sont implantés en Alsace, Lorraine et  
région parisienne et représentent un Chiffre d'Affaires de 5  
milliards de Francs et un effectif de 5 000 personnes.

Nous souhaitons un diplômé de l'enseignement supérieur  
(Bac + 4) ayant une expérience d'environ 5 ans minimum  
dans les domaines suivants :

- contrôle de gestion avec responsabilité de valider les  
informations de gestion par rapport aux informations  
comptables,
- encadrement d'un service de 5 à 20 personnes prépa-  
rant des informations utilisées pour le contrôle de gestion,
- assistance de la Direction à la fixation des objectifs et  
l'analyse des écarts objectifs-réalisations.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre  
manuscrite, C.V., photo et prétentions) à : M. Robert KRAFT.

Société Alsacienne de Super-  
Marchés - 117a, route des  
Romains, 67200 Strasbourg.  
Discretion assurée.

**SASMI**

Le poste est à pourvoir dans la région parisienne, nécessite un séjour d'intégration d'environ 1 an à notre siège à STRASBOURG.

Nos établissements (hypermarchés, supermarchés, magasins populaires) sont implantés en Alsace, Lorraine et région parisienne et représentent un Chiffre d'Affaires de 5 milliards de Francs et un effectif de 5 000 personnes.

Nous souhaitons un diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4) ayant une expérience d'environ 5 ans minimum dans les domaines suivants :

- contrôle de gestion avec responsabilité de valider les informations de gestion par rapport aux informations comptables,
- encadrement d'un service de 5 à 20 personnes préparant des Informations utilisées pour le contrôle de gestion,
- assistance de la Direction à la fixation des objectifs et l'analyse des écarts objectifs-réalisations.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à : M. Robert KRAFT, Sociétés Alsaciennes de Supermarchés - 117a, route des Romains, 67200 Strasbourg. Discretion assurée.

## L'IMMOBILIER

<p><b>placements nouveaux</b></p> <p><b>arrêts</b></p> <p><b>R 3 PCES</b></p> <p>+ 11 m<sup>2</sup> loggia, sur l'avenue, qualité. Tél. 47-07-87.</p> <p><b>arrêts</b></p> <p><b>AVENUE, ASC.</b></p> <p>cs. 47-03-32-31.</p> <p><b>TITE &amp; PCES.</b></p> <p><b>arrêts</b></p> <p><b>LES 94 m<sup>2</sup></b></p> <p>pour, gd saïon, terrace, 2 WC. R. Lison-Corbin.</p> <p><b>arrêts</b></p> <p><b>DEUXIÈME</b></p> <p>suscepé 129.000 F. meublé, cuis., w.-c., Tél. 47-00-00.</p> <p>M<sup>r</sup>. M. Mercadier, Tél. 42-62-01-62.</p> <p><b>placements nouveaux</b></p> <p><b>URGENT</b></p> <p>ces, même à 42-62-01-62.</p> <p><b>PCES 50 m<sup>2</sup> min- 15P. 15P. 17- 42-62-40-40.</b></p>	<p><b>locations non meublées</b></p> <p><b>demandes</b></p> <p><b>Région parisienne</b></p> <p>Eude pour CADRES villes rase, lever parant (1) 45-38-38, (4) 45-37-02.</p> <p><b>locations meublées demandes</b></p> <p><b>Paris</b></p> <p><b>OFFICE INTERNATIONAL</b> rech. pour la direction beaux app. de standing, 4 pièces et plus. Tél.: 45-28-18-88.</p> <p><b>villégiature</b></p> <p>Proche Blois, vue et sols di- rect LOIRE, grande maison fe- milie style, 11 gds pers, gd jar- din. 15-31 août, 6 000 F Tél. 45-58-16-75.</p> <p><b>40 MINUTES DE PARIS-</b> <b>devant un cadre agréable.</b></p> <p>Se terrasser sur les <b>bords du Loing</b> <b>HOTELLERIE**</b> LA VILLETTA de tourisme International *** A restaurant de tourisme 71150 ST-MITRY-S/LONG. Tél. 45-42-10.</p> <p><b>forêts</b></p> <p>vend dans l'Eure 5 ou hectares bois bordure bourg, accès prix: 16 000 F hectare, comptant. Tél. 42-62-65 <b>SOKOZ LE DESERT</b></p>	<p><b>Salles particuliers</b></p> <p><b>SITUATION EXCEPT.</b></p> <p>VILLA MONTEIGNY Hôtel particulier 230 m<sup>2</sup> entrebai- ment, sur l'avenue, 10 ch. min. Tél. 43-58-92-68.</p> <p><b>proprietés</b></p> <p><b>STATION THERMALE</b> Baignoires de l'Ona Tessé-la-Madeleine, vendr Maison F5, très bonne situa- tion, tout confort, cave aménée, gange, jardin sur étère principale. Libre S'adresser Mr Girard, Notaire à Juvigny-sous-Andaine. Bailloleux, 200 m. Juvy. M. Fondaveau Yves La Sy- phide, 56, allée Robert-Penel, 13300 Salon-de-Provence. Tél.: (16) 90-42-11-44.</p> <p><b>LIMOUSIN (Haute-Vienne)</b> Vend Bordeaux GARTHEPE, maison de maî- ner de 11 pièces, vstius moulin, granges, 115 m<sup>2</sup> terrain, 50 m<sup>2</sup> Hens. M. G. GUIBERT, Le Mon- teil, 87100 Saint-Goussaud. Tél.: 85-75-78-42-11-44.</p> <p><b>RANCH AU PARAGUAY</b> 100 000 hectares. SOIL FERTILE, bonne pénétration. Vente totale ou parcelle 5 000 hectares à 25 acres 1111 hectares. Entrepreneurs M. Thompson, P.O. Box 2169, Asunción, Paraguay.</p> <p><b>REER BOISSY-ST-LÉGER</b> Villeneuves, superbe maison bourgeoise, part 2 113 m<sup>2</sup>, tri- ple sal 90 m<sup>2</sup>, 4 ch., cuis., té- l. 42-62-01-62.</p> <p>immobilier, 1 985 000 F. MAS IMMOBIL. 43-45-89-53.</p>	<p><b>animaux internat.</b></p> <p><b>POUR VENDRE</b> entre semain, commu- nications</p> <p><b>INDICATIONS</b> Fondé S. des Gratiot</p> <p><b>propriétés</b></p> <p><b>150 KM SUR PROPRIÉTÉ</b></p> <p>Il y a, aussi, bris chèque.</p> <p><b>SUR 3 CRÉDITS</b></p> <p>(16) 90- n (16)</p> <p><b>bur</b></p> <p><b>Locations</b></p> <p>Démarcheur et Rue St-Honoré Constitution Tél. DOM. T.</p> <p><b>VOTRE SI DOMICILE</b></p> <p><b>SARL</b> Constitution Démarques et Permanence</p> <p><b>43-58-</b></p> <p><b>Votre adresse</b></p> <p><b>SIÈGE</b> bureau, ex- <b>CONSTITU</b> des compéti- <b>ASPAC 42-</b></p>
---	---	--	---

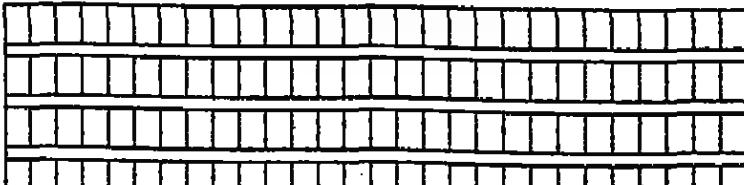
**IMMOBILIER PARTICULIERS**

**Le Monde**  
**FORFAIT**  
**« SPÉCIAL PARTICULIER »**  
**2 mercredis de suite 590 F TTC**

Particuliers : vous cherchez à vendre ou à louer, le bien immobilier, appartement ou [ ] en résidence principale ou secondaire, le Monde vous propose d'insérer [ ] annonce pendant 2 [ ] de suite, journaux datés jeudi.

Remplissez cette grille et renvoyez-la, accompagnée de votre règlement : chèque ou CCP [ ] au nom de [ ] Publicité 5, rue [ ] Montessuy, 75007 PARIS.

La ligne se compose de 28 lettres minuscules, signes de ponctuation ou espaces. En utilisant des caractères de 2 lignes de hauteur, la ligne se compose de 14 lettres, signes de ponctuation ou espaces.



The diagram shows a grid of 14 columns and 5 rows, representing a line of text. The first row is filled with 14 small squares, each containing a single lowercase letter. The remaining four rows are empty, showing the grid structure.

POUR TOUTE INFORMATION

Téléphoner à notre service 45-55-91-92, postes 4126, 4141 ou 4137.



## Le Monde ECONOMIE

### Wall Street face à ceux qui en savent trop

**P**ERMETTRE que se développent les affaires, sans pas à n'importe quel prix pour ceux qui n'ont pas été dans le coup. Telle est, grosso modo, la philosophie des autorités américaines à l'égard des marchés financiers dont elles entendent contrôler scrupuleusement l'activité — et les bénéfices — en entravant l'expansion. Détenteurs du plus grand marché boursier mondial, les Etats-Unis se devaient aussi de disposer de l'appareil le plus répressif qui soit pour éviter que les éventuels abus ne nuisent à la réputation de Wall Street, symbole de la vie économique américaine.

C'est ainsi qu'a été créée en 1934, dans le cadre des deux Securities Acts (lois sur les valeurs mobilières) de 1933-1934, la célèbre Securities and Exchange Commission (SEC), qui a servi ultérieurement de modèle à toutes les autres commissions boursières. Depuis, cette énorme organisation, qui emploie plus de deux mille personnes à travers un réseau englobant plusieurs bureaux régionaux, a pour tâche de surveiller le marché boursier et d'informer le public sur les opérations qui s'y déroulent, procéder, en cas de besoin, à des enquêtes.

Aide dans cette vaste tâche par un système de surveillance informatisée — Market Oversight Surveillance System, — qui s'appuie lui-même sur un mécanisme très simple en place par les autorités boursières — le Stock Watch Group, — la SEC s'efforce de détecter tout ce qui aurait pu être la source d'un abus sur le marché. A commencer, bien

sûr, par les opérations d'initiés, les fameux *insiders*. Afin de limiter leur champ d'action, l'article 10b des Securities Acts de 1934 interdit à un certain nombre de personnes (dirigeants, administrateurs, actionnaires détenant plus de 10 % du capital d'une société) de réaliser une opération d'achat suivie d'une vente — ou la vente suivie d'un achat — dans un délai de six mois, lorsque cette opération porte sur des titres d'une société enregistrée (c'est-à-dire cotée) ou faisant publiquement appel à l'épargne, à laquelle les personnes énumérées sont liées directement ou indirectement (si leur société est affiliée au même groupe) rappelle une étude consacrée à ce problème sous l'angle juridique français et anglo-saxon (1).

#### L'affaire Levine

Si le contrôle de ces *insiders* est relativement facile (il suffit de les identifier chaque mois à la SEC dans les mouvements de leurs portefeuilles d'actions de leur société ou des sociétés de leur groupe), il en va tout autrement des *outsiders*, ces initiés externes qui ne figurent pas dans la liste précédente, et peuvent, cependant, être amenés à disposer d'informations privilégiées à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ou dans le cadre de leur profession. C'est cette catégorie d'initiés qui fait que, en raison des difficultés à obtenir la preuve matérielle du délit, lorsque la Securities and Exchange Commission décide d'entamer des poursuites pénales, elle doit se contenter de l'annonce de la fraude. Ce qui ne l'empêche pas de

**Les affaires sont les affaires, mais les « initiés » sont soumis à une sévère surveillance.**

manifestar, à l'occasion de quelques affaires récentes, une réelle volonté de « frapper fort » afin de ne pas sacrifier l'information du public à une actionnaires à un jeu juridique que quelques petits malins auraient pu en tirer.

Il y a la concurrence avec la loi de 1934 sur les *insiders* Lambert, l'un des plus importants *brokers* de la place. Accusé d'avoir utilisé des profits — illegaux — pour un montant de plus de 12 millions de dollars — la plus

sières confidentielles, a finalement plaidé coupable, en juin dernier, devant une cour fédérale de New York, en l'absence de la SEC, récemment modifiée pour pouvoir entamer des poursuites judiciaires à l'encontre de toute personne engagée (et non plus seulement à l'origine) dans des activités de commerce frauduleux ou mensonger en matière de rachat ou de vente de titres de capital.

Visiblement, la SEC a voulu tirer un coup de semelle pour prévenir la communauté financière et empêcher les abus éventuels de sa profusion d'opérations financières en tout genre et

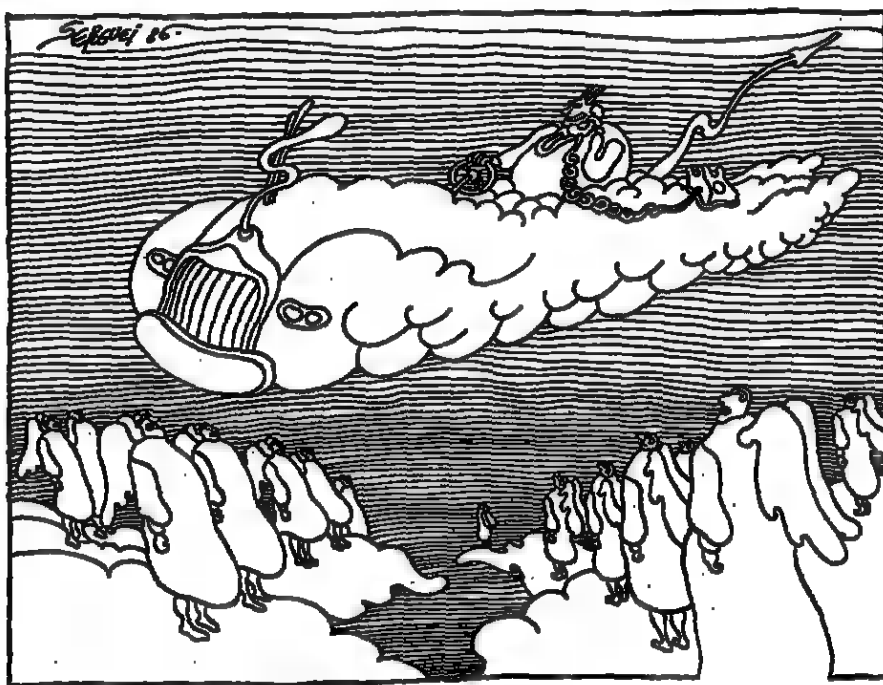
revendre ensuite, sans un bénéfice bien sûr, une fois l'affaire conclue. Voulant contenir les excès, la SEC a récemment modifié ses règles pour pouvoir entamer des poursuites judiciaires à l'encontre de toute personne engagée (et non plus seulement à l'origine) dans des activités de commerce frauduleux ou mensonger en matière de rachat ou de vente de titres de capital.

Depuis, la commission boursière américaine, qui poursuit ses investigations sur l'affaire Lambert, a nature voisine — de quoi donner la chair de poule à plus d'un as de la finance à New York, — continue à enfoncer le clou. En juillet, à l'occasion de la onzième conférence de l'Organisation internationale des commissions de valeurs mobilières (OICV), l'actuel président de la SEC (2), M. John Shad, a tenu à mettre en garde.

Tout en se félicitant de l'extraordinaire boom que connaît le marché boursier mondial (mesuré en dollars, les indices ont grimpé en moyenne de 37 % l'année dernière) et de l'internationalisation croissante des grands marchés, M. Shad, qui avait auparavant vice-président de la firme de Wall Street Hutton, a tenu à mettre en garde.

SERGE MARTI

(Lire la suite page 16.)



Dessin de J. J. J.

L'affaire la plus retentissante est naturellement le cas de Robert Levine, ce jeune *broker* de New York qui avait fait ses premières armes dans la firme d'investissement new-yorkaise Shearman & Sterling. Broc avant de

grave affaire de ce genre à Wall Street, — le « petit prince des OPA » (offres publiques d'achat) qui était accusé d'avoir utilisé, grâce à des informations privilégiées, des données financières de

une inflation d'OPA qui font le pari belle aux arbitragistes. Ces spéculateurs, qui ont pignon sur rue, peuvent se porter acheteurs — ou vendeurs — à titre personnel, des titres d'une société convoitée par un autre groupe, pour les

(1) Le *Bourse et les Initiés*, essai de droit comparé, par Robert Levine et Robert J. Levine, éd. de la COB, Revue des sociétés (janvier-mars 1982).

(2) Le *Wall Street Journal* a récemment nommé John Shad, quatre autres — commissaires : Charles Cox, James Treadway, Charles Martuscello et Anne Feten.

### Le mistigri du déficit budgétaire américain

**M. Reagan et le Congrès tiendront-ils leur promesse de réduire un dangereux déséquilibre ?**

par JEAN-MICHEL CHARPIN (\*)

**D**ANS quelques jours, les responsables de la direction du budget (Office of Management and Budget) et du service budgétaire du Congrès (Congressional Budget Office) transmettront aux parlementaires leur rapport commun sur la loi de finances fédérale pour l'année financière 1987 (qui commencera le 1<sup>er</sup> octobre 1986). Ainsi se mettra en œuvre le mécanisme prévu par la loi Gramm-Rudman, malgré l'arrêt du 7 juillet dernier de la Cour suprême qui a annulé une partie, mais seulement une partie.

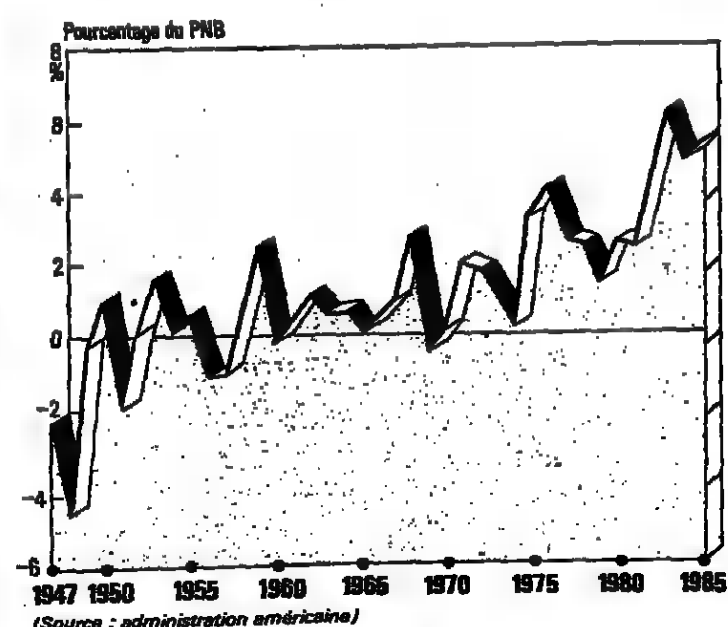
Cette loi, de son vrai nom « loi pour un déficit d'urgence du déficit et un budget équilibré », est une bizarrerie juridique promulguée le 12 décembre 1985 par M. Ronald Reagan qui vise à réduire le déficit budgétaire américain et, plus précisément, à le ramener à zéro en 1991. Son vote a été marqué par une « note de désespoir » : après des années de guerre, le président des Etats-Unis et le Congrès se sont mis d'accord pour s'imposer des contraintes. A défaut de s'entendre sur les moyens de mettre en œuvre, ils ont accepté une obligation de résultat sur la réduction du déficit.

Pour qu'une telle solution soit mise sur pied, il fallait que la situation soit grave : elle l'était en effet ! Le déficit budgétaire a atteint 212 milliards de dollars au cours de l'année financière 1985, ce qui représentait une poursuite du creusement du déficit jusqu'à la fin des années 80. Un tel déficit apparaissait d'abord intrinsèquement mauvais, parce qu'il échappait à tout contrôle et enflait d'année en année. Ensuite, la réduction était considérée comme une condition nécessaire à la baisse des taux d'intérêt et à la diminution du solde négatif de la balance commerciale américaine.

Tout le monde, ou presque, était donc d'accord sur la nécessité de l'opération. En revanche, il y avait désaccord sur les moyens. Le président Reagan, fidèle à ses principes et à ses engagements

électoraux, ne voulait pas entendre parler d'augmentation des impôts et exigeait que l'effort budgétaire en faveur de la défense soit poursuivi. Pour lui, la réduction du déficit devait provenir exclusivement de coupes dans les programmes civils, si possible en évitant de nuire à la croissance et aux prestations sociales essentielles. Mais le Congrès a refusé de décider de telles coupes.

Résultat : calculé en pourcentage du produit national brut (PNB), le déficit s'est trouvé supérieur de 5,4 points à ce que le président Reagan avait annoncé lors de sa prise de fonction dans son programme pour la réduction



(Source : administration américaine)

Le poids croissant du déficit budgétaire depuis 1947.

ment économique. En fait, les recettes budgétaires n'avaient pas sous-estimées que de 0,2 point et les dépenses pour la défense ont été aussi très proches de ce qui avait été prévu. En revanche, les dépenses civiles ont excédé de 5,5 points la prévision, dont 1,9 point au titre de la charge d'intérêt et 3,6 points au titre des programmes civils.

Pour sortir de cette impasse, un dispositif original a été imaginé par les sénateurs Gramm, Rudman et Hollings : si, au 20 août, le déficit prévu pour l'année financière (qui va commencer) dépasse l'objectif fixé dans la loi, un processus de coupes automatiques, réparties par secteur entre les dépenses militaires et les dépenses

deux institutions, même en organisant une procédure à répétition entre l'exécutif et le législatif, le Congrès s'est fait sentir de placer au centre de ce dispositif une personne susceptible de certifier la bonne foi des uns et des autres. C'est ainsi que le contrôleur général, M. Charles Bowsher, qui n'en a pas fait son métier, s'est trouvé investi par la loi Gramm-Rudman du pouvoir de déclarer les dépenses militaires et les dépenses

Les deux institutions qui ont justifié son rôle ont été l'arrêt de la Cour suprême, au nom de la séparation des pouvoirs, principe fondamental du droit constitutionnel américain. Cependant, elles ont été annulées par la Cour les dispositions qui confèrent un pouvoir de nature législative au contrôleur général. Les dispositions de la loi ont été déclarées valables et vont donc être appliquées.

La loi Gramm-Rudman avait prévu, même l'invalidation possible des dispositions relatives au rôle du contrôleur général par la Cour suprême : la section 274 (f) de la loi décrit précisément ce qu'il convient de faire en pareil cas. Ainsi, au lieu d'être remis au contrôleur, le rapport commun sera remis au Congrès et, dans les quelques jours qui suivent, ce dernier pourra — sans une faculté, non une obligation —

(\*) Directeur du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

voter une résolution conjointe déclarant les coupes et les soumettant à la signature du président. Conséquences : il est maintenant le Congrès qui a décroché le mistigri en main, à quelques semaines des élections à la Chambre des représentants.

Le déficit, lui, est toujours là. Les institutions nationales publiques le tiennent par M. James Miller, directeur du budget, le chiffre à 230 milliards de dollars pour l'année financière 1986. Et les perspectives de croissance économique pour les années suivantes ne sont pas telles qu'elles permettent d'espérer une réduction spontanée du déficit. Or l'objectif fixé pour 1987 dans la loi Gramm-Rudman est de réduire le déficit à 144 milliards de dollars.

Le Congrès avait accepté fin juin de voter un budget respectant cet objectif, à condition que les dépenses militaires soient réduites de 28 milliards de dollars par rapport au projet proposé par le président. Une autre année, le respect de l'objectif pose des problèmes sérieux. La situation sera encore plus difficile l'année suivante, pour laquelle le but est fixé à 108 milliards de dollars.

#### L'Etat le plus endetté du monde

La réduction du déficit budgétaire américain est pourtant nécessaire. Bien sûr, elle exerce, à court terme, sur la conjoncture américaine et mondiale un effet dépressif qu'il ne faut pas sous-estimer. Selon des travaux menés par deux membres de l'Institut polytechnique, M<sup>rs</sup> Bokor-Gitler et M<sup>rs</sup> Martel, le respect des objectifs fixés par la loi Gramm-Rudman entraînerait une réduction sensible de la croissance américaine, qui la ramènerait autour d'un rythme annuel de 2 % en 1987 et 1988. Compte tenu du rôle d'entraînement que l'économie américaine a joué depuis 1983, un tel ralentissement ne peut pas être envisagé sans la gaité de cœur.

Cependant, d'une part, il paraît improbable que le taux des taux d'intérêt puisse se poursuivre aux niveaux actuels, et, d'autre part, le reste du monde si le déficit budgétaire américain n'est pas réduit. Même si celui-ci se représente qu'un peu plus de 3 % du PNB américain, trouver chaque année plus de 200 milliards de dollars sur le marché des fonds prêtables ne peut pas se faire sans tensions.

D'autre part, le déficit budgétaire alimente le déficit extérieur. Pour la première fois depuis la première guerre mondiale, Washington est devenu un pays qui ne peut pas se financer sur le marché des fonds prêtables du monde. A la fin de 1985, les Etats-Unis atteignent 107 milliards de dollars, contre 100 milliards de dollars, l'année précédente. Le pays est le plus endetté du monde. Au rythme actuel de leur déficit des paiements extérieurs, les Etats-Unis pourraient se trouver confrontés dès la fin de la présente décennie à un problème d'exportation d'une ampleur vertigineuse. Les risques pour l'économie américaine et pour l'économie mondiale seraient alors considérables.

Assurément, la réduction du déficit budgétaire n'est pas suffisante pour résoudre le problème, mais elle est une condition nécessaire de toute solution. Ce qui va se passer à Washington dans les prochains jours a donc une grande importance pour l'avenir de l'économie mondiale. Si la Maison Blanche refuse d'intervenir dans ce débat et laisse le Congrès faire son choix entre, d'un côté, le ralentissement des dépenses et le ralentissement de la croissance, de l'autre, la création de déséquilibres insupportables à long terme, il est à craindre que, comme souvent, le long terme ne soit sacrifié au court terme.

Le problème du déficit budgétaire américain concerne à la fois le président et le Congrès. Ceux-ci ont pris ensemble, à travers la loi Gramm-Rudman, l'engagement solennel de le réduire. Peut-être seront-ils assez sages pour tenir cette promesse.



## Le diable et le chômage

de disparaître.



## REPÈRES

### Café

#### Les producteurs vont contrôler leurs ventes

Réunis le 8 août à Bogota (Colombie), les principaux pays producteurs de café — Brésil, Colombie, Côte d'Ivoire, Guatemala — ont décidé de procéder à un strict contrôle de leurs ventes sur le marché, afin d'éviter la surabondance de l'offre. Après la forte flambée des cours en janvier, en raison de la sécheresse, qui a détruit la moitié de la récolte brésilienne, les pays exportateurs concurrents de Sao-Paulo ont massivement déstocké, provoquant dès le mois de mars une brutale chute des prix. La décision de Bogota, qui vise à soutenir le marché, est un point marqué par le Brésil. Les producteurs se sont cependant engagés à assurer un approvisionnement satisfaisant pour ne pas pénaliser les consommateurs. Lors de la précédente grande flambée du café, en 1978, les cours avaient atteint de tels sommets que les Américains et les Européens avaient boycotté le « petit noir ». Devant la chute des prix qui avait suivi, les producteurs avaient décidé de soutenir le marché par de coûteux achats à New-York. La décision de cette intervention avait été prise — déjà — à Bogota, où le groupe du même nom était né.

### Contrôle des changes

#### Assouplissement en Italie

Pratiquement au lendemain de sa prise de fonctions, le gouvernement de M. Bettino Craxi a annoncé, le 10 août, un assouplissement du contrôle des changes sous forme de trois décrets signés par M. Rino Formica, le nouveau ministre du commerce extérieur. Ces dispositions nouvelles permettent aux sociétés italiennes d'emprunter plus facilement à l'étranger. Parallèlement, les dépôts effectués auprès de la banque centrale (et non rémunérés) pour les investissements réalisés à l'étranger ont été ramené de 25 % à 15 %, poursuite d'un mouvement de libéralisation engagé en octobre dernier. Dans le cas particulier des investissements de portefeuille réalisés par des instruments de gestion collective de type SICAV, le montant de ces dépôts est ramené à 12,5 %. Enfin, la troisième mesure autorise les banques étrangères détenant des billets de banque transalpins à les échanger, via la Banque d'Italie. A l'inverse, les banques italiennes sont désormais autorisées à transférer des billets de banque à des institutions étrangères.

### Dette

#### Le Pérou limite à 35 millions de dollars son remboursement au FMI

Comme il l'avait laissé entendre quelques jours auparavant, le gouvernement péruvien a annoncé, le 9 août, qu'il ne règlerait au Fonds monétaire international que 35 millions de dollars sur les 180 millions arrivant à échéance le 15 août. Le FMI avait déjà accordé un délai pour le règlement de cette somme, et, à moins d'un nouvel accord d'ici à vendredi prochain, le Pérou risque d'être exclu de la liste des pays pouvant

déposer de crédits auprès du Fonds. Le premier ministre et ministre de l'économie et des finances, M. Luis Alva, n'a pas facilité l'établissement d'un accord de dernière minute en accompagnant l'annonce de la décision de son cabinet de nouvelles et virulentes attaques contre le FMI. Il a notamment dénoncé que le président Alan García avait envoyé un message à toutes les nations latines américaines leur demandant de s'unir pour « mettre un frein aux abus du FMI », qui, a précisé M. Alva, « ne contrôle pas la politique économique du Pérou ».

### Prix + 5,5 % en Chine durant le premier semestre

Les dérapages entraînés par la réforme de l'automne 1984 — qui visait à introduire la « vérité des prix » — ont tendance à s'atténuer en Chine. Selon le Bureau des statistiques, cité par l'agence Chine nouvelle, l'inflation durant le premier semestre 1986 s'est élevée à 5,5 % en tendance annuelle. Un ralentissement par rapport aux estimations officielles portant sur une hausse des prix « inférieure à 9 % » en 1985. Ces chiffres sont parfois contestés par les experts occidentaux, qui estiment l'inflation réelle entre 15 % et 20 % en 1985. Mais le Bureau national des statistiques précise que la déflation a été particulièrement nette durant les six premiers mois de 1986, l'inflation pesant de 8 % sur douze mois en janvier à 3 % en juin.

### SNCF

#### Manifestation pour le statut du cheminot

La CGT organisée, le lundi 11 août, à 17 heures, à la gare d'Austerlitz à Paris, un grand rassemblement de protestation contre les propositions de M. Jacques Douffleagues de modifier le statut du cheminot (le Monde du 7 août). Elle annonce des débrayages, des rassemblements et des signatures de pétitions, « pour empêcher M. Douffleagues d'aller plus loin dans son attaque du service public ». Dans l'Humanité-Dimanche, M. Claude Billard, membre du bureau politique du PCF, affirme que « s'attaquer au statut, fruit des luttes des cheminots, qui n'ont rien de naïfs, c'est dénier le service public, l'existence même du métier de cheminot ».

### Tracteurs

#### Baisse des immatriculations en France

Les immatriculations de tracteurs agricoles neufs ont baissé de 16,8 % par rapport à la même période de 1985, vient d'indiquer le Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles. Entre le premier semestre 1984 et le premier semestre 1985, la chute avait été de 21,7 %. Selon le syndicat, cette évolution est la conséquence directe de la baisse du revenu brut par exploitation dans les régions de grande culture (— 19 % en 1985). Chez les constructeurs, Renault (13,8 % du marché) cède sa première place de 1985 à Fiat Agri (15,6 %), tandis que Massey-Ferguson (13,1 %) prend la troisième place à J. Case.

## ÉTRANGER

### La poursuite du programme nucléaire est contestée en Italie

De notre correspondant

La « marche contre le nucléaire civil », qui était partie d'Assise début août, s'est achevée à Rome samedi 8. Plus de deux cents cartons ont été empilés dans les locaux de la Cour de cassation : ils contiennent un million de signatures contre le nucléaire réalisées en deux mois et demi. Et ce n'est qu'un acompte : la campagne ne s'achève que le 20 août. Simplement, on a voulu choisir une date symbolique, le 6 août, anniversaire du bombardement d'Hiroshima pour formaliser la première étape d'un parcours qui pourrait s'achever par trois référendums destinés à paralyser la production d'électricité d'origine nucléaire en Italie... et à la gêner en France. L'un des trois textes auxquels veulent s'attaquer les antinucléaires autistes, en effet, l'Office national d'électricité (ENEL) à l'induction de des opérations à l'étranger. Or l'action de loi la plus spectaculaire de l'ENEL hors de la péninsule est une participation pour un tiers à Super-Phénix, le surgénérateur un temps si violemment contesté, de Creys-Malville. Les deux autres propositions envisagées concernent, l'une la faculté laissée au CIPE (Comité interministériel de programmation économique) de décider de l'emploi d'une centrale en cas de blocage sur le terrain ; l'autre, une disposition prévoyant une forte subvention (l'équivalent de 1 F pour 400 kilowatts) au profit de la commune et de la région qui aurait

accueilli des implantations productrices. Le Comité de promotion de ces référendums comprend naturellement le Parti radical, très modeste (2,2 % des voix, onze députés) mais toujours très actif, Démocratie prolétarienne, une formation d'extrême gauche (1,5 %, sept députés), trois députés « de base » des partis socialistes et communistes, ainsi que des Verts et autres écologistes et aussi la Fédération des jeunes communistes (FGCI).

### Le PCI partage

La participation de la FGCI est évidemment un élément très important. Lors du récent congrès du PCI à Florence, le millier de délégués du parti s'étaient partagés en deux motifs quasiment égaux sur le vote d'un amendement contre le nucléaire : le texte n'aurait été repoussé que de 17 voix, moyennant 54 abstentions. Cela se passait treize jours avant la catastrophe de Tchernobyl. Or le PCI représente non seulement près du tiers de l'électorat italien, mais aussi, jusqu'à un nouvel ordre, le noyau dur des prolétaires. Ce sont des maires communistes, par exemple, qui ont accepté les plus récentes implantations de centrales. Et la figure de proue des défenseurs de l'atome civil est M. Felice Ippolito, ancien président de la Commission pour l'énergie nucléaire (récentement devenue Office pour les énergies alternatives), membre du PCI.

Prendant acte de cet état d'esprit dans ses rangs, le parti a décidé, après Tchernobyl, de lancer lui aussi un référendum : il serait de nature consultative, c'est-à-dire sans valeur constitutionnelle pratique, mais permettrait de prendre le pouls du pays. Dans des sondages réalisés immédiatement après la catastrophe, 70 % des personnes interrogées s'étaient exprimées contre la poursuite du programme nucléaire.

L'Italie a actuellement quatre centrales en activité. Trois sont des petites installations (moins de 200 mégawatts en moyenne), très anciennes (elles datent des années 70) ; elles sont situées respectivement dans le Piémont (Trino-Vercellese) et au sud de Rome (Lama et Garigliano) ; la quatrième située à Caorso, au bord du Pô, entre Plaisance et Crémone, est, avec ses 850 mégawatts, le fleuron de l'industrie nationale. Actuellement, l'électricité d'origine atomique représente 3,8 % de la production totale. En outre, les travaux se poursuivent pour la construction d'une grande centrale à Montalto-di-Castro. Une autre installation devrait en outre prendre place à Trino-Vercellese en remplacement de l'ancienne centrale ; enfin, une vive bataille est en cours pour déterminer l'implantation d'autres réacteurs éventuels en Lombardie et dans les Pouilles. L'objectif serait d'aboutir à un pourcentage maximum de 8 % (12 400 mégawatts) d'électricité d'origine nucléaire. Pourtant, bien que l'affaire de Tchernobyl n'ait

officiellement pas modifié le « plan énergétique national » confirmé au Parlement au tout début de 1986, les projets les moins avancés ont, à l'évidence, du plomb dans l'aile.

M. Giovanni Negri, le jeune secrétaire du Parti radical, est pourtant loin d'être convaincu du succès de cette initiative : « Déjà, nous expliquons-t-il, en 1980 nous avions récolté les 500 000 signatures légalement nécessaires. Mais la Cour constitutionnelle avait formulé d'étranges objections juridiques qui ont fait capoter le projet. Surtout, je crois que le Parti communiste fera tout pour empêcher une consultation qui démontrerait qu'il est littéralement coupé en deux ».

D'autres partis sont d'ailleurs tout aussi embarrassés, qu'il s'agisse des démocrates-chrétiens ou du PS. L'Italie entière a d'ailleurs toujours pris le nucléaire avec des pincettes, bien qu'elle soit dépendante d'importations pour 82 % de l'énergie qu'elle consomme. Les trois premières centrales avaient été décidées avant la nationalisation de l'électricité (1962), puis les chocs pétroliers conduisirent à l'adoption de plans énergétiques, successivement revus à la baisse. C'est dire que le destin des trois référendums spectaculaires lancés la semaine dernière ne devrait pas substantiellement bouleverser le destin du nucléaire dans un pays où, de toute façon, il est fort mal considéré.

JEAN-PIERRE CLERC.

### La CNUCED et les pays industriels

#### Plaidoyer pour la relance

(Suite de la première page.)

Ce qui semble fondé pour les pays industriels l'est encore plus pour le tiers-monde. En termes globaux, les changements, très importants, intervenus ces derniers mois sur les taux d'intérêt, le pétrole et le dollar, auront une influence négative. Si la baisse du loyer de l'argent, de 2,5 points, représente un allègement du service de la dette de 13 milliards de dollars pour les pays en développement pris dans leur ensemble, la CNUCED évalue à 50 milliards de dollars les pertes provoquées par la détérioration des termes de l'échange, la déflation des exportations en volume et de moindres revenus tirés des réserves officielles.

Bien évidemment, ces chiffres recouvrent des situations assez diverses que les pays rangés sous la dénomination de « tiers-monde ». Ceux qui disposent des meilleures structures industrielles et dont les achats de pétrole dépassent 25 % des importations totales sont ceux qui profiteront le plus de la chute des cours dans le camp des non-producteurs d'or noir. De même, ce sont les moins démunis qui bénéficieront le plus de la baisse des taux d'intérêt : à eux quatre, l'Argentine, le Brésil, la Corée du Sud et les Philippines compteront pour la moitié dans les économies réalisées sur le service de la dette des pays importateurs de pétrole, le Mexique et le Venezuela s'attribuant, pour leur

part, 60 % de ce nouvel atout parmi les exportateurs. Dans les conditions économiques mondiales actuelles toutefois, la CNUCED ne voit guère se dessiner une reprise suffisante pour enrayer des évolutions préoccupantes dans l'ensemble des pays en développement : une croissance équivalant à peine à la poussée démographique — 2 % en 1985, 2,6 % en 1986 et, sans doute, en 1987 ; une détérioration des conditions sociales dans des domaines aussi essentiels pour l'avenir que la santé et l'éducation ; une baisse des investissements compromettant l'expansion à terme, comme les capacités d'exportation et de remboursement de la dette.

Inverser ces tendances est dans l'intérêt bien compris de l'ensemble de la communauté internationale multilatérale accrue et d'une gestion plus rigoureuse des gouvernements de pays endettés permettrait de sortir de l'impasse, le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a donné un début de consistance à une nouvelle approche qui se met lentement et laborieusement en place. Pour la CNUCED, il s'agit d'un pas dans la bonne voie, mais les limites de l'exercice lui paraissent inquiétantes.

« Le temps des gestionnaires est venu » dans les pays en développement, sans doute est-ce là l'une des rares conséquences positives de la crise de la dette, indiquait M. Berthelot. Mais viser un meilleur équilibre budgétaire, lutter contre l'inflation, assainir les structures ne saurait suffire à assurer une reprise significative dans le tiers-monde, si cette str-

second constituerait un sérieux revers pour l'économie mondiale.

Pour la CNUCED il n'existe donc « pas de solution de rechange » : les pays du tiers-monde doivent poursuivre une gestion rigoureuse ; le monde bancaire international doit se méfier de comportements « moutonniers », le poussant un jour à trop prêter en partant de l'hypothèse fautive qu'un Etat peut toujours payer et un autre oublier qu'il existe des investissements sains à financer dans les pays en développement ; les pays industriels doivent tirer partie d'une inflation largement jugulée pour adopter des politiques de relance.

Cette ultime recommandation, clé du rapport de la CNUCED, rejoint les derniers appels des

### UNE ÉCONOMIE QUI NE DÉCOLLE PAS

	PRODUCTION NATIONALE BRUTE (en pourcentage)				BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS (en milliards de dollars)			
	1984	1985 (1)	1986 (2)	1987 (2)	1984	1985 (1)	1986 (2)	1987 (2)
Moyenne mondiale	4,2	2,9	3	3,1	-44	-31	20	10
Pays industriels	4,5	2,8	2,8	2,9	-49,6	-41,1	-65,6	-50,5
Pays en développement	2,5	2	2,6	2,7	-3,3	-5,8	-7,4	-5
- Amérique latine	2,9	2,8	2,1	3,1	-5,6	-1,7	9	-7,6
- Afrique du Nord	3,3	2,3	2,3	2,1	-6,7	-8,3	-8,4	-5,9
- Reste de l'Afrique	-1,5	1,9	0,2	-0,6	-26,9	-28,7	-36	-27,2
- Asie de l'Ouest	-1	-2,8	2,5	1,2	-7,9	-9,4	-8,8	-9,5
- Asie de l'Est	4,2	5	4,8	4,9	0,8	4,7	4	4,8
- Chine	7,9	13	8	7	2,4	-7,4	-3,7	-3,7
Pays du COMECON	3,8	3,2	4,2	4,2	-9,3	1,3	-2	0

(1) Estimations ; (2) Prévisions (Source : CNUCED).

male. M. Berthelot l'a soigneusement souligné en rappelant que l'interdépendance mondiale « ne se mesure pas uniquement en termes commerciaux. Depuis quelques années, l'interdépendance financière joue un rôle croissant » dans l'équilibre ou les déséquilibres de la planète, la crise de la dette n'a cessé d'en être l'illustration depuis 1982.

### Un pas dans la bonne voie

Les Etats-Unis eux-mêmes ont mesuré l'effet boomerang parfois néfaste de leur gestion sur l'économie mondiale. Cette prise de conscience a poussé les pays industriels à mesurer l'importance d'une reprise de la croissance dans le tiers-monde pour assurer leurs débouchés commerciaux et améliorer la solvabilité de partenaires parfois surendettés. Les moyens d'y parvenir sont, par contre, escrocs loin de faire l'unanimité.

En se ralliant à l'idée que seule la conjugaison d'une aide privée et

tégie n'est pas compléte par une relance dans les pays industriels.

A titre purement indicatif, le rapport de la CNUCED en apporte deux démonstrations par l'absurde. Dans les pays en développement où les difficultés des dernières années et les politiques d'ajustement se sont traduites par une baisse de 5 %, voire de 10 %, des investissements, retrouver les moyens nationaux de financer de nouveaux projets exigerait un bond en avant de 50 % de l'épargne intérieure. Dans les conditions actuelles, on peut tout juste espérer stabiliser le phénomène de désinvestissement.

Autre exemple significatif, une accélération à 5 % de la croissance dans ces pays, sur la base de l'expansion actuelle du monde industrialisé nécessiterait soit une hausse de 20 % de la pénétration de leurs produits sur les marchés de l'OCDE, soit une chute d'un tiers de leurs importations. Le premier cas est impensable, surtout dans l'atmosphère protectionniste prévalant aujourd'hui. Le

Etats-Unis à leurs partenaires. L'objectif de Washington n'est certainement pas le même que celui des auteurs du rapport, plus préoccupés de l'avenir du tiers-monde que de celui des Américains, même si chacun vise une stabilisation de l'économie mondiale. Les moyens proposés se ressemblent pourtant étrangement puisqu'ils vont d'incitations monétaires ou fiscales — selon les cas en Europe et au Japon — à un assouplissement de la politique monétaire américaine dont certains responsables rêvent, outre-Atlantique, pour pouvoir relancer l'activité.

Une meilleure coordination des gestions économiques permettrait sans doute de progresser. Limitées aux plus grands pays de la planète et régulièrement menacées par les intérêts nationaux, la concertation internationale telle qu'elle existe aujourd'hui n'engage guère à l'optimisme.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

### JAPON : sous la pression des producteurs

#### Tokyo décide de ne pas baisser le prix garanti du riz

Les agriculteurs, dont le poids politique est déterminant au sein du Parti libéral-démocrate au pouvoir au Japon, ont remporté une nouvelle bataille contre le gouvernement. Le prix payé aux producteurs de riz que le ministre de l'Agriculture proposait de réduire de 6,6 % au printemps dernier, puis de 3,8 % la semaine dernière, sera simplement gelé. Sous la pression du puissant lobby agricole, le premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone, est lui-même intervenu pour assurer la victoire d'une tradition qui coûte pourtant très cher aux finances publiques.

L'importation du riz est interdite au Japon où les pouvoirs publics offrent un prix garanti de 311 yens le kilo, environ dix fois plus qu'aux Etats-Unis par exemple. La différence avec les prix à la consommation est couverte par des subventions qui ont représenté, durant l'année budgétaire terminée le 31 mars dernier, 995 milliards de yens (6,5 milliards de dollars). Une baisse des

prix à la production de 3,8 % aurait permis d'économiser, selon le ministère des finances, 50 milliards de yens (322 millions de dollars).

Le ministre de l'Agriculture n'a pu que juger « regrettable » une décision dont les consommateurs craignent de faire les frais. En décembre 1985, pour tenter de limiter le poids des subventions, le gouvernement avait majoré de 1,45 % le prix à la consommation en dépit d'une surproduction chronique. Si le riz demeure l'aliment de base des Japonais, ils en consomment de moins en moins (80 kg par personne en 1960). Le gouvernement a tenté de réduire la production de riz dépendant, depuis 1965, 3 700 milliards de yens pour faciliter la conversion des paysans, sans grand résultat. Outre les producteurs de riz vivant dans la décision de Tokyo un signe de mauvais augure pour l'ouverture de ce marché très convoité. Au moins les agri-

culteurs nippons ont-ils promis, à l'issue des négociations houleuses de la semaine dernière, de se montrer plus conciliants l'an prochain. Une nouvelle formule permettant de réduire les prix à la production — ce qui serait une première depuis trente ans — n'est pas exclue, ainsi qu'un nouvel effort de conversion en d'autres produits de base.

● Hausse de 4,1 % de la production industrielle italienne. — La production industrielle italienne a progressé de 4,1 % en juin, annonce l'institut de la statistique. Pour les six premiers mois de l'année, l'indice s'inscrit en hausse de 2 % sur la période correspondante de 1985. Les secteurs qui ont le plus contribué à l'amélioration de juin sont la mécanique, l'informatic, l'industrie pétrolière. La situation dans la chimie et la mécanique de précision est qualifiée de moins satisfaisante.



## Economie

## ÉTRANGER

Après seize ans de conflit

## Américains et Européens mettent fin à la « guerre des pâtes »

La « guerre des pâtes » n'aura plus lieu. M. Clayton K. Yeutter, négociateur américain, et M. Willy De Clercq, commissaire européen, ont signé, le dimanche 10 août, à un accord qui met fin à seize ans de querelles commerciales et à neuf mois d'escarmouches douanières entre les États-Unis et la CEE. Les deux négociateurs se sont déclarés « satisfaits » du résultat.

La dispute avait commencé au début des années 70, lorsque la Communauté européenne accorda, à titre d'aide au développement, à un certain nombre de pays méditerranéens, des droits de douane préférentiels sur le citron. Les États-Unis protestèrent immédiatement contre cette préférence qui nuisait à leurs exportations de citrons vers l'Europe. Ils déclaraient que cela violait les règles du GATT en faveur du développement du commerce.

Pendant des années, cette discussion se poursuivait, jusqu'au jour où Washington choisit l'affrontement

pour réduire des déficits commerciaux devenus insupportables. En novembre 1985, les Américains décidèrent, en représailles, de taxer les importations de pâtes alimentaires d'origine européenne. Les droits de douane américains sur les pâtes sans œuf bondirent de 1 % à 40 % ; sur les pâtes avec œufs, de 0,25 % à 25 %. Ces nouvelles taxes concernaient un chiffre d'affaires annuel de 30 millions de dollars.

Aussitôt, la CEE répliqua en frappant les citrons américains d'une taxe renforcée de 8 % à 20 %, et les noix d'outre-atlantique durent supporter une taxe renforcée de 8 % à 30 %. Bon an mal an, la CEE achetait aux États-Unis pour 1 million de dollars de citrons et pour 32 millions de dollars de noix.

Pour faire bonne mesure, le gouvernement américain suspendit l'application d'un accord américano-européen organisant les importations de produits sidérurgiques européens semi-finis et adressa à ses partenaires un ultimatum : faute d'un accord sur les agrumes et sur les pâtes à la date du 31 juillet, les

États-Unis renforceraient ses barrières douanières.

M. Yeutter et De Clercq n'étaient pas parvenus, le 3 août, à trouver un terrain d'entente, mais les États-Unis avaient fait preuve, devant cet échec, d'une modération remarquable en ne mettant pas en œuvre les mesures de rétorsion annoncées. M. Yeutter est donc revenu une semaine plus tard à Bruxelles avec des propositions qui ont emporté l'adhésion des Européens.

Les parties ont déclaré qu'elles « procéderont immédiatement au démantèlement des diverses restrictions commerciales sur les pâtes, les citrons et les noix et mettront en œuvre une série de mesures réciproques qui libéreront le commerce américano-européen ». La CEE a, semble-t-il, fait des concessions sur les oranges, les citrons et les amandes américaines ; les États-Unis cèdent sur l'huile d'olive, les olives et certains fromages européens.

De source européenne, on souligne que la CEE n'a pas cédé sur ce qui lui tenait le plus à cœur et que

les États-Unis ont fini par admettre, la validité des accords préférentiels qui permettent aux agrumes israéliens, marocains ou tunisiens d'entrer en Europe avec des droits de douane réduits. Washington a également accepté de mettre en œuvre l'accord signé avec la CEE sur les produits sidérurgiques semi-finis.

Le négociateur américain a déclaré que cet accord « assure bien de l'avenir des relations commerciales entre la Communauté et les États-Unis ». Pour en être sûr, il convient d'attendre la publication de ses clauses, et notamment de celles qui concernent les subventions pour les pâtes, que les Américains souhaitent contrôler de très près. Il faudra aussi voir comment évoluent, d'ici à la fin de l'année, les discussions Europe-États-Unis sur le malis avant de prédire une fin heureuse au nouveau round des négociations engagées à partir du 15 septembre dans le cadre du GATT, à Punta-del-Este (Uruguay).

ALAIN FAUJAS.

Grève dans le téléphone à New-York. — Quelques centaines de milliers d'ouvriers de compagnies téléphoniques de l'Etat de New-York, du nord-est et de l'ouest des États-Unis se sont mis en grève samedi 9 août, peu avant minuit, pour protester contre leurs conditions sociales et salariales.

Un porte-parole du syndicat des ouvriers des télécommunications d'Amérique, M. Rozanne Weisman, a précisé que les dirigeants syndicaux de plusieurs compagnies régionales n'avaient pu se mettre d'accord avec le patronat sur la

question des salaires, mais aussi de la sécurité de l'emploi et de la couverture médicale. (AFP.)

Taxe anti-dumping contre les roulements à billes japonais. — La Commission européenne a décidé d'imposer des taxes douanières sur les roulements à billes de cinq compagnies japonaises. Elles vont de 1,13 % pour Asahi Seiko, à 18 % pour Nippon Seiko. Bruxelles répondait à une plainte déposée par les producteurs européens, dont le suédois SKF.

## PREMIÈRE INSCRIPTION EN FAC

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**GENERALI**  
Assicurazioni Generali

## Compte rendu 1985

(en millions de dollars U.S.)	1985	1984
Primes brutes	2.028.442	1.592.439
Primes nettes	281.270	254.054
Primes nettes	1.747.172	1.338.385
Revenus nets des placements	402.288	312.631
Intérêts techniques versés à la Branche Vie	200.655	145.290
Résultat de la gestion technique	76.312	65.311
Profits et charges divers	10.034	10.077
Résultat des activités ordinaires	115.287	92.013
Profits sur cessions de titres et d'immobilisations	50.821	19.576
Moins-values sur dépréciation de titres	6.307	12.740
Attribution à la réserve pour plus-values réalisées à réinvestir	18.353	6.565
Impôts	38.858	23.623
Résultat des autres produits et charges	12.697	23.358
Bénéfice de l'exercice	102.590	68.655
Par action (dollars)		
Bénéfice (A)	0,821	0,349
Dividende (B)	0,358	0,298
B/A (pour cent)	44	34

(On a converti tous les chiffres ci-dessus au change 1 dollar = 167,8 francs.)

- Le total des primes émises en 1985 s'élève à 2.028,4 millions de dollars, dont 18,7 millions pour la Branche Vie et 1.409,7 millions pour les Branches Domestiques.
- Le total des placements est de 4.242,3 millions de dollars soit une augmentation de 20,3 %.
- Les revenus nets des placements ont atteint 402,3 millions de dollars soit une augmentation de 28,7 % ; le taux moyen de rendement s'est élevé à 9,7 %. Les profits réalisés ont atteint 32,5 millions sur les ventes de titres, 18,3 millions sur les ventes d'immobilisations, entièrement affectées à la réserve pour plus-values réalisées à réinvestir.
- Le bénéfice de l'exercice est de 102,6 millions de dollars, soit une augmentation de 49,4 % par rapport à l'exercice précédent dont 58,1 millions de dollars en provenance de la Branche Vie et 44,2 millions de dollars en provenance des Branches Domestiques.
- 47,7 millions de dollars, prélevés du bénéfice, ont été affectés à la réserve extraordinaire.
- Le patrimoine net, y compris le bénéfice de l'exercice, a atteint 732,5 millions de dollars soit une augmentation de 92,7 millions par rapport à l'exercice précédent.
- Le dividende par action est de 0,358 dollars avec une hausse de 20 % sur 1984.
- L'Assemblée Générale a approuvé l'augmentation du capital social de 250 à 350 millions de Litres par émission d'actions gratuites - jouissance 1er Janvier 1986 - à attribuer aux actionnaires à raison de deux actions nouvelles pour cinq actions détenues.

Le Groupe Generali, dont la Maison mère Assicurazioni Generali a son Siège à Trieste (Italie), opère en France à travers le Groupe Concorde, « Generali France », « La Fédération Continentale », « L'Equilibré », « Euralliance » et la Société « Europ Assistance ».

**Generali: assurances depuis 1831**

Direction Central à Trieste (Italie)

## SOCIAL

## Le BHV veut licencier un délégué CGT accusé d'avoir fumé dans le magasin

Surpris une cigarette à la main dans le magasin du BHV de Garges-les-Gonesses (Val-d'Oise), un salarié de l'entreprise, délégué CGT du comité central d'entreprise, membre du comité d'hygiène et de sécurité, a fait l'objet d'une procédure de licenciement, engagée par la direction le vendredi 8 août.

Les faits remontent au 2 août, vers 20 heures. Un membre de la direction parisienne du magasin aurait vu M. Dominique Dumontier, 26 ans, sept ans d'ancienneté, en train de fumer. Aux yeux de la direction du personnel, cela constitue une « faute grave », qui justifie la sanction prise. L'employé, quant à lui, affirme qu'il a pris soin d'éteindre sa cigarette en sortant de la cafétéria, mais qu'il l'avait machinalement gardée à la main en entrant dans le magasin.

A l'annonce du licenciement, une cinquantaine de salariés, sur un effectif de cent vingt personnes, ont cessé le travail depuis le 8 août à 17 heures à l'appel de la CGT. Ce mouvement « perturbe le fonctionnement du magasin », reconnaît samedi la direction du BHV.

La CGT s'élève contre « une brimade, destinée à saper l'organisation syndicale qui combat le projet de la direction de vouloir casser le statut « grands magasins » dont bénéficie actuellement le personnel du BHV de Garges ».

## Novices et mousses, à vos écouteilles !

Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Ambroise Guellec, a obtenu de son collègue M. Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, que l'ordonnance sur l'emploi des jeunes (qui a été publiée, au Journal officiel du 17 juillet, comme en compte le cas des marins. En effet, il existe un code du travail maritime qui, sur de nombreux points, déroge à la réglementation générale. Il fallait donc des dispositions spécifiques dans l'ordonnance qui fassent référence au code du travail maritime, notamment à ses articles 110 à 117 sur la formation.

Dorénavant, toute embauche de mousse (jeune de moins de seize ans) ou de novice (de seize à dix-huit ans) ouvrira droit pour l'employeur (qu'il s'agisse du secteur de la pêche ou de la marine marchande) à l'exonération totale des charges dues au titre des assurances sociales, des accidents du travail (ils sont malheureusement nombreux sur les chalutiers) et des allocations familiales.

En outre, toute embauche de jeune marin dans les quatre mois suivant l'âge maximum du novice (c'est-à-dire après dix-huit ans) ouvrira droit à l'exonération de 50 % des charges. On escompte de ce fait la mise au travail de quelques centaines de jeunes.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Société anonyme créée par la loi de 4 janvier 1973  
Capital social : 407 millions de francs  
Siège social : 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS

CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 30 JUIN 1986

	1985	1986	Variation, %
AGF VIE	3 972	5 276	+ 32,83
AGF IART	4 655	5 096	+ 9,47
	8 627	10 372	+ 20,23

Les deux sociétés AGF VIE et AGF IART sont filiales de la Société centrale des AGF, qui a exclusivement pour objet de détenir directement ou indirectement la totalité des actions des sociétés constituant le groupe des AGF.

MILLE SIX CENTS AGENTS GÉNÉRAUX.  
LES RÉSEAUX COMMERCIAUX DES AGF EN FRANCE ET DANS PLUS DE CINQUANTE PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.



Le 31 juillet 1986, la valeur liquidative de la SICAV « VALEURS DE FRANCE », société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 335,32 F (contre 344,96 F le 15 juillet).

« VALEURS DE FRANCE » cotait, à cette même date, 330 F (contre 338 F le 15 juillet).

L'ACTIF DE LA SICAV ÉTAIT COMPOSÉ COMME SUIT :

- Actions : 26,96 %
- Disponibilités (2) : 34,99 %
- Obligations : 17,34 %
- Titres intermédiaires (1) : 19,91 %

(1) Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription d'actions et d'obligations.

(2) Produit de la récente augmentation de capital actuellement placé en SICAV CT et en attente d'investissements.

## Marchés financiers

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 31 juil.
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	428 014
dont :	
Or	200 046
Disponibilités à vue à l'étranger	133 878
ECU	70 234
Avances au Fonds de stabilisation des changes	20 856
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	32 827
dont :	
Concours au Trésor public	25 280
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	118 089
dont :	
Effets escomptés	76 524
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À NÉCESSAIRE	87 438
5) DIVERS	12 121
Total	655 487

PASSIF	
1) BILLETTS EN CIRCULATION	216 151
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 421
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	14 684
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	101 463
dont :	
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	53 070
5) ECU A LIVRER AU FÉCOM	88 719
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	220 215
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 128
8) DIVERS	8 890
Total	655 487

## Vers un rapprochement Goldman Sachs-Sumitomo ?

Goldman Sachs and Co., dernière des grandes firmes d'investissement new-yorkaises rendues autonomes, a engagé un rapprochement avec la banque japonaise Sumitomo. L'une des options ouvertes est l'investissement par Sumitomo Bank Ltd, quatrième banque mondiale, de quelque 500 millions de dollars - sans droit de vote ni droit de regard - dans les fonds propres de Goldman Sachs. L'accord pourrait être réalisé après dix ans. Goldman Sachs n'a pas précisé la part du capital qui pourrait ainsi revenir à Sumitomo. En contrepartie de son apport, la banque japonaise recevrait jusqu'à 12,5 % des bénéfices nets de la firme en 1988, à-t-on précisé. Les capitaux propres de Goldman Sachs s'élevaient à 1,2 milliard de dollars.

Le rapprochement qui se négocie témoigne de l'empire croissant des banques japonaises sur le marché financier américain. Les investisseurs japonais, comme Nomura Securities International Inc. ou Daiwa Securities Co. Ltd, absorbent déjà une part croissante des bons émis par le Trésor américain.

A l'inverse, cette opération fait apparaître les difficultés qu'éprouvent les firmes d'investissement de Wall Street à trouver les moyens de suivre l'explosion du marché financier international et la montée en puissance de nouveaux centres d'activité en dehors des États-Unis.

Après avoir jalousement préservé leur indépendance financière, de grands noms, comme Morgan Stanley and Co., Kidder Peabody and Co., Bear Stearns and Co., ont dû s'ouvrir depuis le début de l'année à des actionnaires extérieurs. Goldman Sachs est considérée comme la sixième firme américaine d'investissement en termes de fonds propres.

Une prise de participation dans Goldman Sachs permettrait à Sumitomo de prendre pied sur le marché américain. Elle est la troisième banque japonaise et la quatrième banque mondiale derrière Dai-ichi Kangyo Bank, Citicorp et Fuji Bank. (AFP.)

## CHANGES

## PARIS

Dollar : 6,69 F ↓

Toujours en baisse le 11 août sur les marchés des changes européens, le dollar cotait 6,69 F à Paris en fin de matinée (contre 6,7390 F le vendredi précédent en séance officielle). A Frankfurt, le billet vert se traitait aux alentours de 2,06 DM (contre 2,0710 DM). Le fait marquant a été la nette remontée de l'or à 383 dollars l'once à Londres.

FRANCKFORT	8 août	11 août
Dollar (en DM)	2,0600	2,0710
Dollar (en yen)	154,10	153,70

MARCHÉ MONÉTAIRE	(effets privés)
Paris (11 août)	7 %
New-York (8 août)	6 1/4 %

## INDICES BOURSIERS

## PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1985)

	8 août	11 août
Valeurs françaises	142	
Valeurs étrangères	182,4	
Coté des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)		
Indice général	373,8	378,1

## NEW-YORK

(Indices Dow Jones)

Industrielles	1786,28	1782,62
---------------	---------	---------

## LONDRES

(Indices Financial Times)

Industrielles	1218,78	1217,4
---------------	---------	--------

## TOKYO

(Indices Nikkei)

Industrielles	1943	202,9
---------------	------	-------

## MATHÉMATIQUES

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 août

COURS	Aug. 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier	110,55	111,40	112,45	112,50
Précédent	110,70	111,55	112,40	112,40

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

BAISSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE WONDER AU PREMIER SEMESTRE. — Les piles Wonder (groupe Bernard Tapie) ont enregistré une baisse de 21,1 % de leur chiffre d'affaires au premier semestre. Celui-ci est passé à 217 millions de francs, contre 276 millions de francs pour la même période de 1985. La diminution du chiffre d'affaires « provient de la cession de l'activité de générateurs spéciaux à SAFT et du désengagement de certains marchés, notamment africains, non rentables », a

indiqué la firme. Les ventes sont, en revanche, supérieures aux prévisions. Associé à Bouygues dans le capital de Wonder, le groupe Bernard Tapie rachètera en septembre le fabricant d'auto de LSN.

UN NOUVEL INTERVENANT AU MATIF. — La Banque de Paris et des Pays-Bas a été chargée d'effectuer un GIE (groupement d'intérêt économique) pour intervenir sur le MATIF à compter du 1<sup>er</sup> septembre prochain.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEIZ MOIS	
	+ base	+ haut	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.
SE-U	6,690	6,700	+ 35	+ 47	+ 75	+ 100	+ 210	+ 290
DM	4,504	4,538	- 62	- 46	- 127	- 98	- 459	- 386
Yen (100)	163,531	163,991	+ 79	+ 96	+ 154	+ 179	+ 480	+ 548
DM	3,248	3,258	+ 66	+ 80	+ 131	+ 152	+ 365	+ 420
Franc	2,576	2,580	+ 32	+ 40	+ 67	+ 82	+ 214	+ 256
F.R. (100)	15,647	15,737	+ 47	+ 71	+ 91	+ 123	+ 291	+ 35
F.S.	4,828	4,832	+ 94	+ 114	+ 172	+ 199	+ 482	+ 556
L (1 000)	4,781	4,720	- 177	- 153	- 310	- 269	- 920	- 819
F	10,854	10,875	- 270	- 246	- 486	- 436	- 1383	- 1241

## TAUX DES EUROMONNAIES

	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16
SE-U	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
DM	5 7/8	6 1/8	5 5/8	5 3/4	5 9/16	5 11/16	5 3/8	5 1/2
Franc	6 7/8	7 3/8	7 3/16	7 1/2	7 3/16	7 1/2	7 1/4	7 9/16
ES	1 3/4	2 1/4	4 5/16	4 7/16	4 7/16	4 9/16	4 1/2	4 5/8
L (1 000)	11	15	18 3/4	11 1/4	10 5/8	11 1/8	10 3/4	11 1/8
F	9 3/4	10	10	10 1/8	9 15/16	10 1/16	9 7/8	10
F. imp.	6 7/8	7 1/8	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 3/16	7 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



## BOURSE DE PARIS

**8 AOÛT** Cours relayés à 17 h 41

[illegible]

**Comptant** (selection)

[illegible]

## Second marché (sélection)

[illegible]**SICAV** (collection)

VALUES			VALUES			VALUES			VALUES		
	Environ Final Inc.	Reacht net		Environ Final Inc.	Reacht net		Environ Final Inc.	Reacht net		Environ Final Inc.	Reacht net
A.A.A.	703 29	886 14	Frost-Asi	1271 12	1271 12	Parma-Vale	1161 73	1163 65			
Actions France	460 28	430 13	Frost-Asi	308 78	304 74	Parvatis-Petro	7691 18	1823 81			
Actions africaines	387 36	380 73	Frost-Ind	265 82	261 80	Parva Petro	725 51	224 56			
Affiliated	462 37	453 33	Frost-Indus	768 31	749 37	Parva Petro	792 15	792 15			
A.F. 1000	1136 76	1029 29	Frost-Indus	447 70	447 70	Parva Petro	704 79	704 79			
A.F. 2000	632 71	619 72	Frost-Indus	688 40	688 40	Parva Petro	53024 29	53024 29			
A.F. 2500	1170 65	1169 65	Frost-Indus	12419 52	12236 59	Parva Petro	21897 95	21897 95			
A.F. Interests	462 36	441 63	Frost-Indus	11113 11	11104 11	Parva Petro	123 67	123 67			
A.F. OILS	1212 98	1208 32	Frost-Indus	88971 53	88672 72	Parva Petro	879 13	882 13			
Affiliates	397 37	397 37	Frost-Indus	147 70	147 70	Parva Petro	628 72	612 69			
Alcoa	225 67	217 44	Frost-Indus	705 81	675 80	Parva Petro	121 55	1220 33			
AL.T.O.	205 33	199 62	Frost-Indus	468 76	474 76	Parva Petro	1421 22	1470 47			
American-Vale	762 05	727 49	Frost-Indus	754 43	729 42	Sh-Herold-Ams	718 48	693 49			
Amalgamated	1951 84	258 38	Frost-Indus	1268 01	1268 01	Sh-Herold-Ams	819 73	819 73			
Amalgamated	359 72	361 59	Frost-Indus	1141 48	1141 48	Sh-Herold P.M.E.	1028 87	1059 65			
Amalgamated	1050 31	1250 31	Frost-Indus	1650 80	1774 22	Sh-Herold Petro	1222 47	1122 68			
Amalgamated	1225 92	1225 92	Frost-Indus	1381 59	1381 59	Sh-Herold Petro	718 41	718 41			
Amalgamated	457 68	457 68	Frost-Indus	1601 01	1601 01	Sh-Herold Petro	1224 48	1224 48			
Amalgamated	284 16	287 15	Frost-Indus	1226 74	1180 74	Sh-Herold Petro	1098 02	1098 02			
Capital Inc.	1634 76	1634 76	Frost-Indus	76 37	76 37	Sh-Herold Petro	448 68	427 67			
OP Inc. (AF. Action)			Frost-Indus	1453 10	1367 93	Sh-Herold Petro	10136 32	10136 32			
Oberlin	841 25	835 10	Frost-Indus	1058 10	1058 10	Sh-Herold Petro	1244 01	1244 01			
Oberlin	35 37	370 35	Frost-Indus	408 16	407 16	Sh-Herold Petro	81 95	768 90			
Oberlin	1187 19	1217 19	Frost-Indus	408 16	407 16	Sh-Herold Petro	334 92	332 92			
Oberlin	451 12	466 03	Frost-Indus	408 16	407 16	S.L.E. et al.	67 63	65 10			
Oberlin	451 12	438 09	Frost-Indus	1476 95	1478 97	Sh-Herold Petro	178 72	73 78			
Oberlin	276 78	278 76	Frost-Indus	17730 79	17655 42	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin	2624 24	2624 24	Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	632 98	591 90			
Oberlin	279 29	265 38	Frost-Indus	212 22	212 22	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin	279 29	265 38	Frost-Indus	878 29	878 29	Sh-Herold Petro	216 07	216 07			
Oberlin	354 13	347 52	Frost-Indus	820 81	783 69	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin	1230 02	1230 02	Frost-Indus	339 34	332 34	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin	616 83	588 81	Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin	1941 89	1941 89	Frost-Indus	878 29	878 29	Sh-Herold Petro	216 07	216 07			
Oberlin	244 90	233 79	Frost-Indus	329 34	323 34	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin	144 78	128 19	Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin	1162 94	1165 44	Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin	3084 18	3084 18	Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin	236 18	225 47	Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin	2071 08	2065 34	Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin	8022 08	8012 08	Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin	25338 22	25165 47	Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			
Oberlin			Frost-Indus	182 16	182 16	Sh-Herold Petro	129 07	129 07			

## Actions

[illegible]

.....	1135	1135	.....
.....	140 10	145 70	.....

[illegible]

20 a	Fluor Inc. ....	485	485
	Procter Gamble ....	544	505

30	North City Line	33 50	50
30	North City	230	230
30	Roberts	233	266 50
30	Rodmans	379 50	379 50
70	Sage	28 90	27
70	Sage's (cont.)	79	79
70	S. & S. Supply	526	26
70	Sperry Road	491	481
70	Steel City of Can.	108	
70	Stellman	32 20	
70	Stevens Ranch	350	
70	Stevens	538	368 50
70	Thorn E&H	50	47
70	Thorn E. 1,000	493	
70	Tony Robert Co.	27 50	28-48
70	Tony Robert	538	14-18
70	Wagon-Lite	800	855
70	West Road	10 80	13 10

Hors-cote			
20	Acomp	12 80	12 80
20	C.E.H.		
20	Chapman	42	420
20	Country Inc.	400	450
20	Dubois Inc. (Conts.)	780	780
20	Hydro-Temple	330	330
20	Incorporate	250	242 50
20	Intecore	815	
20	Intecore	290	
20	Intecore	144 10	
20	Intecore	212	119 20
20	S.F.P.	380	
20	Intecore	133	136 50

## Droits et bons

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
<b>Attribution</b>		
Air Liquide .....	74	72
Cairn .....	180	158
Parovet Record .....	280	285
Total .....	5 15	5
<b>Souscription</b>		
Particip. Elec. ....	12	13
Refinings .....		
Safeway .....		

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS	
	prods.	8/8	Achès.	Vente
Banque \$1	6 717	6 738	6 400	6 950
EDU	6 841	6 847	6 140	6 540
Aluminium (100 lbs)	350 850	354 700	355	354 000
Aluminium (1 lb)	350 850	354 700	355	354 000
Paper (20 lb)	289 280	289 240	27 800	19 600
Diamond (100 lb)	65 720	66 650	65 900	60
Nickel (100 lb)	91 120	91 120	87 800	90
Chlorine (discharge 10 lb)	8 301	8 303	5 950	5 950
Glass (100 lb domestic)	4 988	5 015	4 900	5 600
Iron (100 lb)	4 722	4 722	4 500	6
Steel (100 lb)	402 350	402 850	39	40 100
Sulphur (100 lb)	15 550	15 550	15 500	95
Asphalt (100 lb)	46 170	46 190	44 850	47 200
Egyptian (100 lbs)	4 880	4 892	4 880	5 350
Peruvian (100 lbs)	4 800	4 836	4 800	5 350
Camble 30 cas 10	4 581	4 583	4 580	5 100
Japan (100 lbs)	4 387	4 375	4 280	4 440

## Marché libre de l'or

MINÉRAUX ET DÉVISES	COURS prix.	COURS \$/g
Or fin balai en barres	76330	78000
Or fin lingot	76000	78000
Pièces indiennes (20 g)	612	518
Pièces indiennes (10 g)	408	.....
Pièces indiennes (5 g)	514	514
Pièces indiennes (2 g)	684	680
Souverains	857	857
Pièces de 20 dollars	2980	2980
Pièces de 10 dollars	1510	1500
Pièces de 5 dollars	1040	1040
Pièces de 25 pence	3000	3000
Pièces de 10 pence	470	470
Or Londres	363 25	.....
Or Zurich	363 25	.....
Or Hongkong	361 70	362 70
Argent Londres	5 17	.....

Ergon-Excentr. ....	735 11	70
Ergon-Inter. ....	621 80	60

Angela-Lou Tones	1739 08	1699 50	Male-Edinburgh	948 22	948 08	Unhappy	1601 03	943 03
Angela-Old	203 70	188 25	Male-USA	195 23	190 74	Unhappy	1601 03	943 03
Angela-Old	1583 07	1319 02	Male-USA	6275 24	6275 24	Unhappy	1419 25	1354 59
Angela-Old	418 35	418 35	Male-England	13760 01	13533 77	Unhappy	2580 57	2472 14
Angela-Old	1320 08	1319 05	Male-USA	1139 08	1139 08	Unhappy	2225 28	2225 28
Angela-Old	10717 05	10202 13	Male-Edinburgh	500 82	524 82	Unhappy	186 08	186 08
Angela-Old	534 32	516 05	Male-Edinburgh	1363 48	1363 48	Unhappy	2818 05	2828 03
Angela-Old	1016 48	982 08	Male-Edinburgh	6483 98	6483 98	Unhappy	488 79	478 57
Angela-Old	17003 83	26738 47	Male-Edinburgh	1168 08	1152 08	Unhappy	6107 81	6070 80
Angela-Old	6742 42	6742 42	Male-Edinburgh	63972 98	63972 98	Unhappy	1433 73	1432 30
Angela-Old	1155 14	1138 07	Male-Edinburgh	720 57	703 17	Unhappy	7591 04	7576 17
Angela-Old	13381 72	13119 13	Male-Edinburgh	1216 09	1208 47	Unhappy		
Angela-Old	1108 02	1079 04	Male-Edinburgh	1462 54	1464 25	Unhappy		
Angela-Old	286 94	272 87	Male-Edinburgh	1164 82	1124 01	Unhappy		
Angela-Old	10346 28	10143 95	Male-Edinburgh	614 10	606 25	Unhappy		
Angela-Old	518 57	518 57	Male-Edinburgh	1481 77	1481 77	Unhappy		
Angela-Old	804 32	804 32	Male-Edinburgh	1875 07	1875 07	Unhappy		
Angela-Old	128 97	125 71	Male-Edinburgh	317 97	317 97	Unhappy		
Angela-Old	471 62	456 95	Male-Edinburgh	1855 61	1834 04	Unhappy		
Angela-Old	381 40	370 28	Male-Edinburgh	1118 08	1063 38	Unhappy		



